

« **Le Maroc ne remplit pas les conditions de sécurité** »

**Le président
Tebboune
présente ses
condoléances**

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE

**Dénoncer vaut
récompense financière**

Un décret exécutif publié au Journal officiel n°57 instaure un dispositif permettant d'accorder des récompenses financières ou d'autres formes d'assistance aux personnes dont les informations contribuent à identifier ou arrêter les auteurs d'infractions liées aux stupéfiants, ou à mettre fin à ces activités criminelles.

LIRE EN PAGE 2

**LE PRÉSIDENT SAHRAOUI L'A RAPPELÉ LORS
DU CONGRÈS DES ÉTUDIANTS SAHRAOUI**

« **Nul ne pourra priver
notre peuple de son droit
à l'indépendance** »

LIRE EN PAGE 6

Dans une allocution à l'occasion du 5^{ème} Congrès des étudiants sahraouis dans le camp de réfugiés de Laâyoune, le Président et Secrétaire général du Front Polisario a passé en revue les derniers développements de la cause nationale, saluant le rôle pivot des étudiants dans le combat de libération et d'édification de la RASD.

Ph : DR

LE PREMIER MINISTRE MALIEN

« **Les désaccords avec l'Algérie appartiennent au passé** »

p 3

COOPERATION BILATERALE

Alger et Minsk travaillent sur 43 initiatives

p 3

LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

Le projet franchit une étape décisive

p 5

SUCCESSION DE VLADIMIR PETKOVIC



Félix Sánchez favori, Rafael Benítez trop cher

p 11

L'ÉDITO

La pratique est courante à travers le monde. Des États-Unis au Brésil en passant par le Japon, le Canada, les Pays-Bas, la Belgique, le Mexique et bien d'autres pays ont recours à la mise à prix des narcotrafiquants pour venir à bout du fléau de la drogue. Il s'agit de la mise à prix « des auteurs des infractions relatives aux stupéfiants et aux substances psychotropes ». L'Algérie vient d'inscrire ce moyen dans sa stratégie de prévention et de lutte contre ce fléau. Le Journal Officiel daté du 5 août dernier vient de publier le décret exécutif n° 26-272 du 1^{er} août 2026 qui fixe « les conditions et les modalités de motivation à l'identification et/ou à l'arrestation des auteurs des infractions relatives aux stupéfiants et aux substances psychotropes et/ou à mettre fin à l'infraction ». L'article 2 du décret précise que « les autorités compétentes peuvent accorder des intéressements pécuniaires ou autres, aux personnes qui leur fournissent des informations permettant l'identification, l'arrestation des auteurs et/ou de mettre fin à l'infraction... Il est entendu par « autorités compétentes », les ser-

**Des monstres mis
à prix ...**

vices de police judiciaire et les services de douanes ». Pour rendre la mesure effective, l'article 5 mentionne que « les modalités de paiement des intéressements pécuniaires prévus par le présent décret, sont fixées par arrêté du ministre chargé des finances ou par arrêté conjoint entre le ministre chargé des finances et le ministre concerné ». Dans ce nouveau dispositif judiciaire, il est prévu également « les intéressements non pécuniaires » qui sont explicités à l'article 3 alinéa 2 et « qui peuvent leur être accordés (aux personnes qui fournissent des informations NDLR) et qui peuvent inclure la protection et l'assistance pour faciliter certaines procédures administratives ». Ceux qui veulent prendre connaissance de

la totalité du décret, voici le lien : <https://www.joradp.dz/FTP/jofrancais/2026/F2026057.pdf>. Ceci dit et s'il y a encore des citoyens à convaincre afin qu'ils se saisissent de ce dispositif juridique pour aider à la lutte contre cette monstruosité qu'est le narcotrafic, il suffit d'attirer leur attention sur certains faits. Pour voir de leurs propres yeux les dégâts de ce fléau, ils devraient se rendre aux audiences des tribunaux et voir ces parents qui sollicitent la justice pour les protéger des agressions de leurs enfants lors des crises de manque de drogue. Ils peuvent aussi se rendre aux services de psychiatrie des hôpitaux pour voir le triste spectacle de nos jeunes drogués déconnectés de la réalité et le regard vide. Ils devraient également se rendre devant les établissements scolaires et écouter les témoignages poignants des mamans dont l'enfant a été pris dans la tourmente des psychotropes. Le rôle des associations est plus que jamais sollicité pour expliquer, sensibiliser. Dénoncer ces monstres qui inoculent du poison à nos enfants est un acte patriote. Il faut être aux côtés de nos services de sécurité. Ces monstres agissent pour le compte de nos ennemis. Pour nous détruire !

Zouhir Mebarki

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE

Dénoncer vaut récompense financière

L'Algérie renforce son arsenal de lutte contre les stupéfiants et les substances psychotropes.

Un décret exécutif publié au Journal officiel n°57 instaure un dispositif permettant d'accorder des récompenses financières ou d'autres formes d'assistance aux personnes dont les informations contribuent à identifier ou arrêter les auteurs d'infractions liées aux stupéfiants, ou à mettre fin à ces activités criminelles.

Le texte fixe également les modalités de paiement, les règles de confidentialité et les mécanismes de suivi de ce dispositif. Il s'agit du décret exécutif n°26-272 du 1er août 2026, signé par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, en application de l'article 35 bis 1 de la loi n°04-18 relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes. Le décret prévoit que les services de police judiciaire et les services des douanes, considérés comme les autorités compétentes, peuvent accorder des intéressements pécuniaires ou non pécuniaires aux personnes fournissant des renseignements déterminants. Le procureur de la République territorialement compétent devra être informé de l'octroi de ces récompenses. Le montant des primes est fixé, à titre discrétionnaire, par le chef du service chargé de l'enquête. Les avantages accordés pourront également prendre une forme non financière, notamment des mesures de protection ou une assistance facilitant certaines démarches administratives. Les récompenses seront évaluées selon plusieurs critères, parmi lesquels la nature et la gravité de l'infraction, sa durée, son étendue territoriale, les circonstances de sa commission ainsi que sa complexité. Les modalités d'évaluation, les plafonds des primes et la liste des avantages non financiers seront définis par un arrêté



conjoint des ministres de la Défense nationale, de l'Intérieur, de la Justice et des Finances.

PAIEMENT, CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES BÉNÉFICIAIRES

Le décret précise que le versement des primes intervient après l'identification ou l'arrestation des auteurs, ou après la cessation de l'infraction. Toutefois, des paiements partiels pourront être effectués au fur et à mesure de l'avancement de l'enquête ou des différentes étapes de la procédure. Les bénéficiaires ne pourront contester les décisions d'octroi ou de refus des récompenses. Les modalités de paiement seront fixées par arrêté du ministre des Finances, seul ou conjointement avec le ministre concerné. Afin de préserver l'anonymat des informateurs, les reçus de paiement resteront conservés de manière confidentielle par le service chargé de l'enquête et aucune copie ne

sera remise au bénéficiaire. Un registre, pouvant être tenu sous format électronique et visé par le procureur de la République, recensera l'ensemble des récompenses accordées. Le texte insiste également sur la protection de l'identité des personnes ayant fourni des informations, conformément aux dispositions du Code de procédure pénale. Tous les intervenants dans la mise en œuvre du dispositif sont soumis à une obligation stricte de confidentialité, sous peine de sanctions prévues par la législation en vigueur. Enfin, le financement de ces récompenses sera assuré par les budgets des départements ministériels concernés par la lutte contre le trafic de stupéfiants. En revanche, les agents et fonctionnaires chargés de la recherche et de la constatation des infractions sont expressément exclus du bénéfice de ces intéressements.

Ania N.

INDEMNISATION DES SINISTRÉS DES FEUX, RENOUVELLEMENT DU PARC D'AUTOBUS, SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET OPÉRATION MOISSON-BATTAGE

Sayoud planche sur le suivi des dossiers

Les indemnisations des victimes des incendies de forêt qui ont touché plusieurs wilayas du pays, juillet dernier, devront être finalisées avant la fin du mois d'août, tandis que les procédures de renouvellement du parc national de transport par 10 000 autobus devront être accélérées. C'est l'une des principales instructions données par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, lors d'une réunion de coordination tenue mercredi dernier au Palais du gouvernement.

Concernant les incendies de forêt, le ministre a insisté sur l'achèvement des opérations d'indemnisation dans les délais, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Les services concernés ont été appelés à finaliser l'ensemble des procédures administratives avant la fin du mois d'août. Sayoud a également ordonné d'accélérer la mise en œuvre du programme de renouvellement du parc national de transport, qui prévoit l'acquisition de 10 000 autobus, afin d'en assurer la concrétisation

dans les meilleurs délais. En matière de sécurité routière, le ministre a donné des instructions pour engager l'application de certaines dispositions du nouveau Code de la route, notamment celles relatives au dépistage de l'alcool et des substances affectant les capacités physiques et mentales des conducteurs. Il a aussi appelé à renforcer les campagnes de sensibilisa-

tion pour mieux faire connaître les nouvelles règles auprès des usagers. S'agissant de la campagne moisson-battage, le ministre a salué les efforts des walis, estimant qu'ils ont permis d'assurer une bonne progression de l'opération. Il a toutefois demandé de maintenir la mobilisation afin d'achever la campagne dans les délais et de préserver la production

nationale.

Le ministre a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de prendre toutes les dispositions organisationnelles pour garantir une rentrée scolaire dans les meilleures conditions, tout en appelant à anticiper les éventuels épisodes météorologiques de la fin de l'été et du début de l'automne.

A. N.

TARIQA TIDJANIA

Le Khalife général reçu en grande pompe à Abuja

Le Khalife général de la Tariqa Tidjania, cheikh Sidi Ali Belarabi, est arrivé, jeudi après-midi, à Abuja, pour une visite de plus d'une semaine au Nigeria, à l'invitation de la Fondation cheikh Dahiru-Usman-Bauchi, au cours de laquelle il prendra part à nombre d'activités religieuses et de rencontres liées à la Tariqa Tidjania, indique le chargé de communication auprès du Khalifat général, Bechar Tidjani. Au cours de cette visite, le Khalife général de la Tariqa Tidjania présidera la célébration annuelle de l'anniversaire de la naissance du fondateur de la Tariqa, Cheikh Sidi Ahmed Tidjani, dans la ville de Kano, l'un des plus importants événements religieux attirant un grand nombre de disciples et d'adeptes de la Tariqa venus de différents pays. Le Khalife général et la délégation

l'accompagnant ont été accueillis par l'ambassadeur d'Algérie auprès du Nigeria et le Khalife Cheikh Ibrahim Usman Bauchi, ce qui témoigne de l'importance de cette visite dans le renforcement des liens spirituels et historiques entre les adeptes de la Tariqa Tidjania en Algérie et au Nigeria. Le programme de la visite prévoit aussi une série de rencontres bilatérales avec des représentants et adeptes de la Tariqa, avec lesquels il examinera nombre de questions relatives aux activités des zaouïas, ainsi que les moyens de renforcer la communication entre les différentes branches. Des déplacements dans des villes nigérianes connaissant un grand nombre d'adeptes de la Tariqa Tidjania sont également prévus.

A. N.

PRISE EN CHARGE DES BLESSÉS DES ACCIDENTS DE CONSTANTINE ET TIARET

Le ministère de la Santé met les moyens

Le ministère de la Santé a annoncé avoir mobilisé, sur instruction du ministre Mohamed Seddik Aït messaoudène, l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires afin d'assurer une prise en charge rapide et optimale des victimes des deux graves accidents de la route survenus jeudi dans les wilayas de Constantine et Tiaret. Dans un communiqué, le ministère a précisé qu'à Constantine, les équipes médicales et paramédicales ont été mobilisées au niveau des différents établissements de santé ayant accueilli les blessés, notamment le CHU Dr Benbadis et l'établissement hospitalier spécialisé Dr Hafid Boudjemâa « El Bir ». Les victimes y ont bénéficié des soins nécessaires, avec la mobilisation des différentes spécialités médicales. À Tiaret, les blessés ont d'abord été pris en charge à l'établissement public de santé de proximité Hachemi Abdelkrim d'Aïn Deheb, avant leur transfert vers l'établissement public hospitalier de Sougueur. Le ministère indique que l'ensemble des équipes médicales et paramédicales ainsi que les moyens logistiques nécessaires ont été mobilisés pour garantir les meilleures conditions de prise en charge. Le ministère de la Santé souligne suivre en permanence l'évolution de l'état de santé des blessés, en coordination avec les responsables du secteur de la santé et les autorités locales des deux wilayas. Il affirme veiller à assurer la continuité des soins, l'accompagnement des victimes ainsi que le soutien aux familles des personnes décédées. À cette occasion, le ministère a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes et souhaité un prompt rétablissement à l'ensemble des blessés.

A. N.

PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE

La 13e édition du Processus d'Oran de retour les 1er et 2 décembre 2026

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) a annoncé que la 13e édition du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, connu sous le nom de Processus d'Oran, se tiendra en Algérie les 1er et 2 décembre 2026. L'annonce a été faite au terme des travaux du Conseil, qui a salué la tenue de cette rencontre devenue un rendez-vous incontournable de la diplomatie africaine. Dans sa déclaration finale, le CPS a qualifié le Processus d'Oran de « principale plateforme » destinée à renforcer la coordination entre le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et le Groupe A3, composé des États africains membres du Conseil de sécurité des Nations unies. Ce mécanisme favorise l'harmonisation des positions africaines sur les questions de paix, de sécurité et de prévention des conflits. Le Conseil a également souligné que cette rencontre contribue à consolider le leadership africain dans la gestion des crises et à renforcer la capacité du continent à porter une voix unifiée sur les scènes régionale et internationale. Dans un contexte marqué par la multiplication des défis sécuritaires, le Processus d'Oran est considéré comme un cadre stratégique de concertation et de réflexion. Prévu les 1er et 2 décembre prochains, le séminaire réunira des responsables politiques, des diplomates, des experts ainsi que des représentants des institutions africaines afin d'échanger sur les défis sécuritaires du continent et les moyens de renforcer les mécanismes africains de prévention, de gestion et de résolution des conflits.

M. Seghilani

COUVRANT L'INDUSTRIE, L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE, L'ÉNERGIE, L'AGRICULTURE, LES ÉCHANGES SCIENTIFIQUES ET LES MINES

Alger et Minsk travaillent sur 43 initiatives

En visite officielle en Biélorussie où il est arrivé mercredi dernier, chargé par le président Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a été reçu, jeudi à Minsk, par le président biélorusse Alexandre Loukachenko.



Le communiqué du ministère des Affaires étrangères, qui donne l'information, précise qu'à cette occasion, le ministre d'État a transmis les salutations du président Tebboune à son homologue biélorusse, ainsi que ses vœux de santé et de bonheur, tout en souhaitant au peuple de Biélorussie davantage de progrès et de prospérité. Au cours de cette audience, les deux parties ont évoqué la dynamique remarquable que connaissent les relations entre les deux pays, à la lumière des progrès accomplis dans la concrétisation des résultats de la visite officielle effectuée en Algérie par le président de la République de Biélorussie en décembre 2025, ajoute le communiqué. Au sortir de l'audience, Ahmed Attaf a fait une déclaration à la presse pour saluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements bilatéraux, soulignant la

volonté du président de la République d'œuvrer, de concert avec son homologue biélorusse, à hisser les relations entre les deux pays vers des perspectives et des niveaux plus larges, au mieux des intérêts des deux pays et des deux peuples amis. Le même jour, jeudi, Ahmed Attaf a rencontré son homologue biélorusse, Maxim Ryzhenkov, en tête-à-tête, suivie d'une séance d'entretiens élargie aux membres des délégations des deux pays. Un communiqué du ministère fait savoir que les deux parties ont convenu de "la tenue, avant la fin de l'année en cours, de la deuxième session de la Commission mixte algéro-biélorusse, en tant que mécanisme le plus efficace pour assurer le suivi de la mise en œuvre des engagements antérieurs et explorer de nouveaux domaines de coopération". Dans une déclaration à la presse

à l'issue de cette rencontre, Ahmed Attaf a rappelé que "les relations algéro-biélorusses sont institutionnellement encadrées par la Commission mixte de coopération et juridiquement régies par 16 accords bilatéraux, dont 12 ont été signés lors de la visite du président Loukachenko en Algérie". Dans ce cadre, "il a été convenu d'un programme de travail comprenant 43 initiatives, dont nous constatons avec satisfaction que plus de la moitié sont en cours de concrétisation dans des secteurs prioritaires tels que l'industrie, l'industrie pharmaceutique, l'énergie, l'agriculture, les échanges scientifiques et les mines", a-t-il ajouté. À cela s'ajoutent des mécanismes de mise en œuvre, notamment le Conseil d'affaires, qui sera installé à l'occasion de la prochaine session de la Commission mixte de coopération, a-t-il poursuivi. Ahmed Attaf a insisté sur l'im-

portance de passer de la phase de concertation et d'échange de vues à celle de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation, de manière à garantir une concrétisation effective de ce qui a été convenu lors de la rencontre entre le président Tebboune et le président Loukachenko, à l'occasion de sa visite en Algérie en décembre dernier.

Le ministre d'État a, par ailleurs, indiqué avoir procédé avec son homologue biélorusse à "un échange de vues sur les principales questions régionales et internationales d'intérêt commun, partant de la conviction partagée que la complexité de la conjoncture internationale actuelle impose de renforcer le dialogue, d'intensifier les concertations et de coordonner les positions". L'accent a été mis, dans ce cadre, sur "l'importance du multilatéralisme et la nécessité de se conformer au droit international, à l'Organisation des Nations unies et à la Charte onusienne, et de faire prévaloir les solutions pacifiques sur toute autre option dans le règlement des conflits, eu égard au coût exorbitant qu'ils engendrent et à leurs conséquences dévastatrices pour l'humanité tout entière", a précisé le ministre d'État. Jeudi, Ahmed Attaf a été reçu par la présidente du Conseil de la République de l'Assemblée nationale de Biélorussie, Natalia Kochanova.

M'hamed Rebah

DÉCÈS DU MOUDJAHID CHEÏKH SAÏD EL-HADJ MOHAMED BEN BRAHIM KAÂBACHE Le président Tebboune présente ses condoléances

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté, hier, ses sincères condoléances à la famille du défunt moudjahid Cheïkh Saïd El-Hadj Mohamed Ben Brahim "Kaâbache", l'un des éminents savants de l'Algérie. "C'est avec un cœur résigné à la volonté d'Allah que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appris, ce jour, le décès du moudjahid Cheïkh Saïd El-Hadj Mohamed Ben Brahim "Kaâbache". Né à El-Atteuf en 1929, le défunt comptait parmi les éminents savants de l'Algérie. Symbole d'autorité morale et président de l'Association El-Nahda de 2002 à 2006, le défunt moudjahid a voué sa vie au service de la Religion et de la patrie, en tant qu'exégète du Saint Coran, guide spirituel et figure exemplaire de la réforme religieuse et sociale", lit-on dans le message de condoléances. "Le défunt a consacré sa vie à la diffusion du savoir et des nobles valeurs de l'Islam, léguant à la postérité un héritage intellectuel et spirituel qui demeurera à jamais gravé dans la mémoire de la patrie", a ajouté le président de la République. "En cette douloureuse épreuve, le président de la République présente à la famille du défunt, à la famille révolutionnaire, ainsi qu'à ses disciples et à tous ceux qui l'ont connu, ses sincères condoléances, les assurant de sa profonde compassion et priant Allah Tout-Puissant de l'entourer de Son infinie miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter à ses proches patience et réconfort. « À Allah nous appartenons et à Lui nous retournons »".

R.N.

LE PREMIER MINISTRE MALIEN « Les désaccords avec l'Algérie appartiennent au passé »

Le Premier ministre malien, Abdoulaye Maïga, s'est exprimé, jeudi, sur la situation des relations entre le Mali et l'Algérie en indiquant que les désaccords observés dans le passé appartiennent désormais au passé, soulignant que les deux pays partenaires s'engagent à poursuivre une collaboration fructueuse basée sur le respect mutuel et la non-ingérence. Invité à clarifier la position du Mali, Maïga a affirmé qu'il n'existait « aucune rupture diplomatique » avec l'Algérie, soulignant une « convergence totale de vues » entre les dirigeants des deux pays. « Le Mali et l'Algérie entretiennent des liens historiques et partagent une frontière commune de plus de 1 300 kilomètres », a-t-il déclaré, évacuant ainsi les divergences et les tensions qui ont marqués les relations entre les deux pays pendant plusieurs mois. « Aujourd'hui, nous devons nous réjouir et saluer la convergence totale de vues entre leurs excellences le général d'armée Assimi Goïta, président de la Transition, chef de l'État du Mali, et le président Abdelmadjid Tebboune, président de la République algérienne démocratique et populaire », a-t-il ajouté en substance. Selon Maïga, cette convergence porte notamment sur « le respect de la souveraineté des États et la non-ingérence dans les affaires intérieures ». Il a également insisté sur l'aspiration commune des deux pays à « vivre dans une région pacifiée, dans une région sécurisée », débarrassée, selon lui, « de toute forme de néocolonialisme, de toute forme de préten-tion hégémonique » et du terrorisme. Sur le plan diplomatique proprement dit, Abdoulaye Maïga a estimé que « la diplomatie n'est pas un long fleuve tranquille », rappelant que les diplomates ont pour mission de défendre les intérêts de leurs pays. « Dans le cas d'espèce, je voudrais quand même préciser qu'il n'y a aucune divergence personnelle », a-t-il assuré, mettant en avant les relations qu'entretiennent plusieurs responsables maliens et algériens. Le Premier ministre a notamment souligné que plusieurs d'entre eux ont fréquenté l'École nationale d'administration d'Alger. « J'espère que ces liens puissent rejaillir positivement et raffermir les relations entre le Mali et l'Algérie », a-t-il déclaré. « Voilà, c'est dit et c'est compris : pas de rupture diplomatique entre le Mali et l'Algérie », a conclu Maïga.

F.G.

ALGÉRIE-TCHAD

Vers un partenariat renforcé autour de la transformation numérique et de la coopération institutionnelle

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Mohamed Boukhari, a effectué une visite de travail à N'Djamena où il a multiplié les rencontres avec les plus hauts responsables tchadiens ; au cœur des échanges : le renforcement des relations bilatérales, le développement de la coopération institutionnelle et le partage de l'expérience algérienne en matière de transformation numérique de l'administration. Reçu par le Premier ministre tchadien, Allamaye Halina, Mohamed Boukhari a évoqué les perspectives de développement des relations entre les deux pays. À cette occasion, le chef du gouvernement tchadien a réaffirmé la volonté de son pays de consolider les liens bilatéraux et de les hisser à un niveau supérieur de coopération. Les deux parties ont passé en revue les relations privilégiées entre l'Algérie et le Tchad et examiné les mécanismes susceptibles de promouvoir une coopération globale dans plusieurs domaines. Elles ont également réitéré leur engagement à traduire les orientations des dirigeants des deux pays en partenariats stratégiques au service des intérêts communs et des aspirations des deux peuples. Cette audience s'inscrivait dans le cadre de la participation de Mohamed Boukhari, en qualité d'invité d'honneur, à la cérémonie d'ouverture de la deuxième session ordinaire du Conseil économique, social, culturel et environnemental du Tchad (CESCE) au titre de l'année 2026. À cette occasion, le président du CNESE a souligné que cette participation constitue « un jalon essentiel » pour le renforcement des relations bilatérales et du partenariat institutionnel entre Alger et N'Djamena.

UN PARTENARIAT AXÉ SUR LE PARTAGE D'EXPERTISES

En marge de cette cérémonie, Mohamed Boukhari a coprésidé une réunion de travail avec son homologue tchadien, Ahmat Mboudou Mahamat, au siège du CESCE. Les discussions ont porté sur les moyens de consolider le partenariat entre les deux institutions et de développer les échanges d'expériences dans les domaines de la gouvernance économique, sociale, culturelle et environnementale. La rencontre a également été marquée par la présentation d'un expert algérien sur l'expérience nationale en matière de numérisation de l'administration. Cette intervention a été largement saluée par la partie tchadienne, qui a qualifié le modèle algérien de référence dont le Conseil tchadien pourrait s'inspirer. Au terme des travaux, les deux institutions ont souligné l'importance de renforcer leur coopération, notamment à travers le partage d'expertises considéré comme un levier essentiel pour accélérer la transformation numérique des administrations publiques

dans les deux pays.

L'EXPÉRIENCE ALGÉRIENNE QUALIFIÉE DE « PIONNIÈRE »

La délégation algérienne a également été reçue par le ministre tchadien des Télécommunications et de l'Économie numérique, Haliki Choua Mahamat. Les échanges ont porté sur les perspectives d'un partenariat stratégique dans les domaines de la transformation numérique et de la modernisation des services publics, en cohérence avec le thème de la session du CESCE consacré aux défis de l'administration publique tchadienne face à la transition numérique. À cette occasion, le ministre tchadien a exprimé la volonté de son pays de bénéficier de l'expérience algérienne, qu'il a qualifiée de « pionnière », en matière de numérisation et de modernisation de l'administration. Selon lui, ce savoir-faire constitue un atout majeur pour améliorer l'efficacité des institutions publiques tchadiennes et accompagner leur transformation numérique.

Sarah O.

FÉLICITANT BOUFEDÈCHE POUR SON ÉLECTION À LA TÊTE DE L'APN : Le SG de l'OCI salue le rôle de l'Algérie dans l'action parlementaire islamique

La présidente de l'Assemblée populaire nationale Khalida Boufedech a reçu un message de félicitations du secrétaire général de l'Union des Conseils des États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), Mohamed Khouraiichi Niass à la suite de son élection à la tête de l'APN, lui souhaitant plein succès dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, il a également salué la place qu'occupe l'Algérie ainsi que son rôle actif dans le soutien à l'action parlementaire islamique commune et le renforcement de la coopération entre les Parlements des États membres de l'Organisation de la coopération islamique.

S. O.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE L'Algérie anticipe

Selon des négociants européens, cités par l'agence Reuters, l'Algérie a fait l'acquisition d'environ 720 000 tonnes métriques de blé meunier (blé tendre) dans le cadre d'un appel d'offres international clôturé ce mercredi 5 août.

C'est l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic) qui a effectué l'opération. L'agence relève que « le volume exact de l'achat initial n'a pas été immédiatement confirmé, comme il est d'usage lors des appels d'offres algériens, mais la plupart des estimations mercredi soir tournaient autour de 720 000 tonnes ». Les premiers rapports font état d'achats conclus à des prix compris entre 289 et 290 dollars la tonne, coût et fret (C&F) inclus. Certaines estimations situent le prix le plus élevé à 289,50 dollars la tonne C&F ajoute la même source qui précise que, le blé est destiné à être expédié sur trois périodes depuis les principales régions productrices, dont l'Europe : du 15 au 30 septembre, du 1er au 15 octobre et du 16 au 31 octobre. Reuters rappelle que lors de son dernier appel d'offres pour du blé tendre le 17 juin, l'Algérie avait acheté plus de 800 000 tonnes à un prix oscillant entre 264 et 265 dollars la tonne C&F. Dans le même temps, les informations sur le secteur agricole en Algérie confirment que des efforts considérables sont déployés dans le segment production de la filière de céréaliculture dans le but d'accroître les quantités récoltées. Ainsi, der-



nièrement, une série de mesures de terrain et organisationnelles ont été prises par les walis pour le bon déroulement de la campagne moisson-battage. En application des instructions des hautes autorités du pays et sous le suivi direct du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, des réunions d'évaluation périodiques ont été tenues, les sorties de terrain ont été intensifiées, les cellules de coordination, de suivi, de veille et de prise en charge immédiate des préoccupations des agriculteurs ont été activées. En même temps, les entraves enregistrées ont été levées sans délai. Il s'agit de l'application du plan de transfert des moissonneuses-batteuses et du matériel agricole depuis les wilayas où les opérations de récolte ont été achevées vers les wilayas où la campagne est toujours en cours, en sus de l'exploitation

des capacités excédentaires de stockage au niveau des wilayas avoisinantes au profit des wilayas connaissant une pression dans les opérations de collecte, permettant ainsi une exploitation optimale des moyens nationaux avec le renforcement de la coordination et de la solidarité entre wilayas. Pour rappel, à la fin du mois dernier, en exécution des instructions du président Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, avait présidé une réunion par visioconférence avec les walis, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports et de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national consacrée à l'évaluation du déroulement de la campagne moisson-battage au titre de la saison en cours. Cette saison a été marquée, a-t-on fait remarquer, par des défis logistiques et organisationnels découlant de

l'importance des superficies à moissonner et des niveaux de production inédits depuis des décennies. Des mesures anticipatives avaient été prises en vue d'assurer une exploitation optimale du matériel agricole ainsi que son utilisation à pleine capacité sur l'ensemble du territoire national, tout en renforçant le parc national qui compte près de 10.000 moissonneuses-batteuses en service, notamment à travers la création de coopératives agricoles de mécanisation, lesquelles ont entamé l'acquisition de nouvelles moissonneuses-batteuses avec des caractéristiques modernes. Le Premier ministre avait donné des instructions aux walis à l'effet de veiller personnellement au parachèvement de l'opération dans les délais fixés par le président de la République, lesquels ne devront pas dépasser le 10 août 2026.

M. R.

PORT D'ORAN Les capacités du terminal à conteneurs renforcées

L'Entreprise portuaire d'Oran (EPO) a annoncé, la mise en exploitation de trois grues portiques sur pneus (RTG) au niveau de son terminal à conteneurs. Cette étape intervient après l'achèvement des opérations de montage, de préparation et de réglage technique, ainsi que l'obtention des autorisations nécessaires à l'utilisation du système de positionnement différentiel (DGPS). Selon le communiqué de l'entreprise, « les unités n°2, n°3 et n°5 sont désormais opérationnelles, depuis mardi dernier ». Elles seront d'abord soumises à une phase d'exploitation expérimentale destinée à « évaluer leurs performances sur le terrain » et à « garantir leur pleine disponibilité » avant leur mise en service définitive à pleine capacité. L'EPO a indiqué que « ces équipements sont conçus pour les opérations de manutention et de stockage des conteneurs ». Ils permettent notamment d'empiler les conteneurs sur des blocs de six unités en largeur et de six unités en hauteur (6x6), afin d'optimiser les espaces de stockage et d'augmenter la capacité du terminal à conteneurs. L'entreprise a souligné également que ces grues contribueront à accélérer les opérations de manutention, à améliorer leur rendement et à assurer un niveau élevé de précision et de sécurité. Le fonctionnement des nouvelles RTG repose sur un système de positionnement différentiel (DGPS) à haute précision. D'après le communiqué, cette technologie permet de localiser instantanément les conteneurs et de réduire la marge d'erreur de positionnement « à quelques centimètres », ce qui doit favoriser une meilleure efficacité des opérations et une plus grande fluidité des mouvements des conteneurs. Pour l'Entreprise portuaire d'Oran, l'entrée en exploitation de ces trois grues constitue une nouvelle étape dans son programme de modernisation. Elle s'inscrit dans une démarche visant à développer les infrastructures portuaires, à intégrer des technologies récentes et à améliorer la qualité des services proposés aux partenaires et aux opérateurs du port.

L. Zeggane

POUR RELANCER LES FILIÈRES FERROVIAIRE ET SIDÉRURGIQUE

Yahia Bachir mise sur l'intégration locale

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a réaffirmé, jeudi à Annaba, la volonté du gouvernement d'accélérer le développement des filières ferroviaire et sidérurgique en misant sur une intégration industrielle accrue, la promotion de la sous-traitance locale et la modernisation des capacités de production. À l'occasion d'une visite de travail et d'inspection dans plusieurs sites industriels de la wilaya, il a appelé à renforcer les synergies entre les entreprises publiques, à développer les compétences nationales et à valoriser les actifs industriels afin de consolider la souveraineté industrielle du pays. La première étape de la visite a conduit le ministre au groupe Ferroviaire, spécialisé dans la fabrication d'équipements et de matériels ferroviaires. Les responsables de l'entreprise ont présenté leur contribution au projet de la ligne minière de l'Est, à travers la fabrication de wagons destinés au transport du phosphate. Selon les explications fournies, les projets en cours devraient générer près de 2 000 emplois au sein des entreprises concernées, dont environ 500 postes chez Ferroviaire, tout en favorisant l'insertion des diplômés des universités et des centres de formation professionnelle. À cette occasion, Yahia Bachir a insisté sur la nécessité de développer la sous-traitance nationale afin d'accroître le taux d'intégration locale, de soutenir le tissu industriel et de renforcer la formation des ressources humaines. Il a également appelé à améliorer le contrôle de la qualité des pro-

duits et à renforcer la complémentarité industrielle entre Ferroviaire et le complexe sidérurgique d'El Hadjar pour bâtir une chaîne de valeur intégrée dans la filière de l'acier.

CITAL COMME LOCOMOTIVE POUR L'ESSOR DU TRANSPORT FERROVIAIRE

Le ministre s'est ensuite rendu à Cital, entreprise spécialisée dans la conception, la fabrication, l'assemblage et la maintenance des tramways, métros et trains. Il a souligné l'importance de renforcer la contribution de l'entreprise au programme national de développement du rail, à travers l'augmentation du taux d'intégration locale, la valorisation des compétences nationales et le développement des partenariats industriels et technologiques. Le ministre a également demandé d'assurer une prise en charge rapide des opérations de maintenance, de garantir un approvisionnement continu en pièces de rechange et de mettre en place des mécanismes de suivi préventif de l'usure des équipements. Il a, en outre, insisté sur le renforcement de la formation, le développement des capacités en ingénierie inverse (Reverse Engineering), une participation accrue aux appels d'offres ainsi qu'une meilleure promotion du savoir-faire industriel de l'entreprise. Selon lui, le développement de l'industrie ferroviaire constitue l'un des axes majeurs de la stratégie nationale visant à bâtir une base

industrielle solide, capable de répondre aux besoins du marché national, de réduire les importations et de renforcer la souveraineté industrielle.

UN NOUVEAU PROJET SUR UN FONCIER RÉCUPÉRÉ

La visite s'est poursuivie dans la commune de Berrahal, où le ministre a inspecté un terrain industriel récupéré et attribué à la société Sider El-Solb, filiale du groupe SNS. Ce site accueillera des projets de transformation du fer et de l'acier destinés à accroître la valeur ajoutée de la filière et à renforcer le tissu industriel local. Yahia Bachir a demandé d'accélérer la concrétisation du projet en finalisant rapidement les études techniques, avec le lancement, dans une première phase, d'un laminoir avant une extension progressive de l'activité. Il a également insisté sur la nécessité de sécuriser une source durable d'approvisionnement en eau, notamment grâce au traitement des eaux usées ou au recours à des forages, afin d'assurer la continuité de la production. Le ministre a rappelé que la valorisation des actifs industriels récupérés constitue un axe stratégique pour relancer l'investissement productif et renforcer la souveraineté industrielle.

EL-HADJAR APPELÉ À ACCÉLÉRER SA MODERNISATION

Dernière étape de la visite, le complexe sidérurgique d'El Hadjar a fait l'objet d'un examen approfondi de sa situation tech-

nique, organisationnelle et productive. Les responsables du complexe ont présenté les programmes d'exploitation et de maintenance ainsi que les principales contraintes auxquelles fait face le site, notamment le vieillissement d'une partie de ses installations. Malgré ces difficultés, le diagnostic fait ressortir un potentiel industriel important nécessitant des opérations de modernisation. Après avoir visité plusieurs unités de production, Yahia Bachir a ordonné l'élaboration d'un diagnostic global afin d'identifier les investissements nécessaires à la modernisation du complexe, en s'appuyant sur les technologies les plus récentes et sur des méthodes de gestion fondées sur la gouvernance et la performance industrielle. Le ministre a également préconisé l'étude de partenariats fondés sur le transfert de technologie et la valorisation des compétences nationales. Il a, par ailleurs, inspecté des équipements de laminage récupérés et ordonné leur expertise technique afin d'évaluer les possibilités de leur réutilisation dans de futurs projets industriels.

Au terme de sa visite, le ministre a réaffirmé que le développement de la filière du fer et de l'acier demeure l'un des piliers de la stratégie industrielle nationale, avec pour objectifs d'augmenter le taux d'intégration locale, de réduire la dépendance aux importations et de consolider durablement la souveraineté industrielle de l'Algérie.

Sarah O.

LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

Le projet franchit une étape décisive

Le projet de la future ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset poursuit sa concrétisation. Un décret exécutif publié au Journal officiel n°57 déclare d'utilité publique les travaux de réalisation de deux tronçons stratégiques de cette infrastructure nationale, ouvrant ainsi la voie aux procédures d'expropriation des terrains nécessaires au lancement du chantier.

Il s'agit du décret exécutif n°26-273 du 1er août 2026, qui concerne les sections El-Meniâa-In Salah, longue de 410 kilomètres, et In Salah-Tamanrasset, d'une longueur de 676 kilomètres. Le texte justifie cette décision par le caractère stratégique et d'intérêt général de cette infrastructure, appelée à renforcer la connexion ferroviaire entre le nord et le Grand Sud du pays. Au total, 6.055 hectares, 63 ares et 25 centiares sont concernés par cette déclaration d'utilité publique. Les terrains se répartissent entre les wilayas d'El-Meniâa (1 046 hectares), In Salah (2 436 hectares) et Tamanrasset (2.572 hectares), couvrant plusieurs communes situées sur le tracé de la future ligne.

RELIER LE NORD AU GRAND SUD

Le premier tronçon, reliant El-Meniâa à In Salah, est conçu pour permettre une vitesse maximale de 220 km/h pour les trains de voyageurs et 100 km/h pour les convois de marchandises. Le chantier prévoit d'importants travaux de terrassement, avec plus de 5,1 millions de mètres cubes de déblais et 8,2 millions de mètres cubes de remblais. Il comprend également la réalisation de sept tunnels, treize viaducs,



Ph: DR

dix ouvrages ferroviaires, vingt-huit ouvrages routiers ainsi que 420 ouvrages hydrauliques. Cette section sera équipée d'une gare mixte à In Salah et de onze gares de croisement. Elle sera dotée d'un système de signalisation ERTMS-ETCS niveau 1, associé à un réseau de télécommunications GSM-R sur fibre optique, répondant aux standards internationaux du transport ferroviaire. Le second tronçon, entre In Salah et Tamanrasset, s'étendra sur 676 kilomètres et offrira les mêmes performances en matière de vitesse. Les travaux mobiliseront près de 8,1 millions de mètres cubes de déblais et 39 millions de mètres cubes de remblais. Le projet prévoit la construction de 26 viaducs, 23 ouvrages ferroviaires, 23 ouvrages routiers et 285 ouvrages hydrauliques. Le tracé desservira sept gares, notamment à Arak, Moulay Lahcen, In Amguel, Tit, Outoul et

Tamanrasset, auxquelles s'ajouteront douze gares de croisement. Comme pour le premier tronçon, cette section bénéficiera d'équipements modernes de signalisation et de télécommunications afin d'assurer la sécurité et la fluidité du trafic. Le décret précise enfin que les crédits destinés à indemniser les propriétaires concernés par les opérations d'expropriation devront être préalablement consignés auprès du Trésor public. Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fixé la fin de l'année 2028 comme objectif pour la mise en service de cette ligne ferroviaire stratégique reliant le nord de l'Algérie à son Grand Sud. Les travaux devraient être lancés au plus tard en septembre 2026, à travers plusieurs grands chantiers simultanés.

A. N.

FISCALITÉ

La DGI veut booster l'e-paiement

Dans le but de faciliter l'utilisation du service de paiement électronique des impôts à distance, disponible sur la plateforme numérique «Jibayatic», la Direction générale des impôts (DGI), relevant du ministère des Finances, a publié un guide pratique ainsi qu'une brochure explicative.

Le guide détaille le fonctionnement du paiement électronique, les conditions d'accès au service, les différents moyens de règlement disponibles ainsi que les modalités de suivi des opérations. Il met également en lumière les principales erreurs susceptibles d'entraîner le rejet d'une transaction. À ce titre, la DGI recense 17 motifs de rejet des opérations de paiement électronique. Parmi les causes les plus fréquentes figurent l'insuffisance de provision, le dépassement ou l'expiration de l'autorisation de découvert, la clôture ou l'inexistence du compte bancaire, son gel ou sa saisie, une opposition bancaire, une procédure de faillite ou de liquidation, une interdiction bancaire, le décès du titulaire du compte, des erreurs dans les coordonnées bancaires, l'utilisation d'une devise autre que le dinar algérien ou encore l'envoi en double d'un ordre de virement. La DGI a précisé qu'en cas de rejet d'un paiement, il n'est pas possible de relancer automatiquement l'opération en ligne, même après la levée de la cause du rejet. Le contribuable devra

alors se présenter auprès de la recette des impôts compétente pour régler les sommes dues ou solliciter la réactivation de l'opération par le receveur des impôts. Le document rappelle également que le paiement électronique est, pour le moment, limité aux impôts et taxes issus des déclarations fiscales électroniques. Les dettes fiscales et les montants restant à recouvrer ne sont pas encore concernés par ce dispositif. En revanche, les pénalités liées aux déclarations dites «zéro» déposées hors délais peuvent être réglées via la plateforme. La DGI attire par ailleurs l'attention des utilisateurs sur certaines difficultés susceptibles d'être rencontrées, notamment les ralentissements de la plateforme à l'approche des échéances déclaratives, l'oubli du mot de passe, la fermeture d'un compte ou encore l'ab-

sence d'affichage de certaines déclarations. Dans ces situations, les contribuables sont invités à prendre contact avec les services des impôts ou l'assistance technique dédiée. Accessible 24h/24h et 7j/7, le service permet d'effectuer les déclarations fiscales et de régler les impôts sans avoir à se déplacer vers les recettes des impôts. Une fois la transaction validée, un reçu électronique muni d'un code QR est immédiatement délivré. Le guide précise enfin que le paiement électronique est obligatoire pour les contribuables relevant de la Direction des grandes entreprises (DGE). En revanche, il demeure facultatif pour les contribuables soumis au régime réel, au régime réel simplifié ainsi qu'à l'impôt forfaitaire unique (IFU) relevant des centres et inspections des impôts.

Pour bénéficier de ce servi-

ce, les contribuables doivent disposer d'un compte sur la plateforme «Jibayatic», délivré par les services fiscaux. Ils doivent également posséder un compte bancaire pour le paiement par virement ou une carte Edahabia ou CIB pour le paiement électronique. En cas de règlement par virement, les coordonnées bancaires doivent être enregistrées au préalable sur la plateforme. Enfin, le système permet aux experts-comptables et mandataires d'effectuer les déclarations et les paiements au nom de leurs clients, à condition de présenter une procuration légale et de faire rattacher leurs comptes à ceux des contribuables auprès des services des impôts. Ils peuvent également suivre l'état des paiements et télécharger le reçu électronique dès validation de l'opération.

Sarah O.

IMPORTATIONS POUR LA REVENTE EN L'ÉTAT

Le gouvernement accorde un délai supplémentaire aux opérateurs

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, jeudi, de nouvelles mesures destinées à faciliter les opérations d'importation pour la revente en l'état. L'objectif est de permettre aux opérateurs économiques concernés de finaliser les procédures administratives et bancaires nécessaires à leurs opérations. Dans un communiqué, le ministère a indiqué avoir décidé d'accorder des délais supplémentaires aux importateurs afin de leur permettre

d'achever les procédures de domiciliation bancaire et de remplir l'ensemble des formalités liées aux opérations d'importation. Dans ce cadre, la durée de validité du visa des programmes prévisionnels destinés à la domiciliation bancaire est portée de 45 à 90 jours, offrant ainsi davantage de temps aux opérateurs pour accomplir les démarches requises. Le ministère a précisé également que la validité des visas des programmes prévisionnels délivrés durant le premier semestre 2026 est

prorogée jusqu'au 15 septembre 2026 au profit des opérateurs qui n'ont pas encore finalisé leur domiciliation bancaire. Selon le département ministériel, cette décision vise à accompagner les importateurs en leur accordant un délai supplémentaire pour parachever les procédures de domiciliation bancaire et satisfaire aux différentes formalités liées aux opérations d'importation, afin d'assurer le bon déroulement de leurs activités.

A. N.

HYDRAULIQUE

Bouzegza appelle à la mobilisation et à la valorisation de toutes les ressources

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a appelé à accélérer la réalisation des projets structurants dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi afin d'améliorer durablement l'alimentation en eau potable (AEP), l'assainissement et l'irrigation agricole.

Lors d'une séance de travail consacrée à l'évaluation du secteur de l'hydraulique et à ses perspectives dans la wilaya, il a insisté sur le respect des délais de réalisation, la lutte contre les pertes d'eau et la mobilisation optimale des ressources hydriques. À cette occasion, le ministre a ordonné le lancement, dès le début de la semaine prochaine, des 11 opérations inscrites au programme d'urgence, tout en exigeant le respect des calendriers d'exécution. Il a également appelé à intensifier la lutte contre les fuites sur les réseaux de distribution et les branchements illicites, en renforçant notamment le rôle de la police de l'eau. Lounès Bouzegza a insisté sur l'accélération des travaux de réhabilitation et de rénovation des réseaux vétustes afin de réduire les pertes d'eau et d'améliorer la qualité du service public. Le ministre a, par ailleurs, souligné la nécessité de poursuivre les efforts de mobilisation des ressources hydriques et de renforcer la continuité de l'alimentation en eau potable. Il a également mis l'accent sur la valorisation des eaux usées traitées par les stations d'épuration pour l'irrigation agricole, la création de nouveaux périmètres agricoles, ainsi que leur utilisation dans l'industrie et l'arrosage des espaces verts.

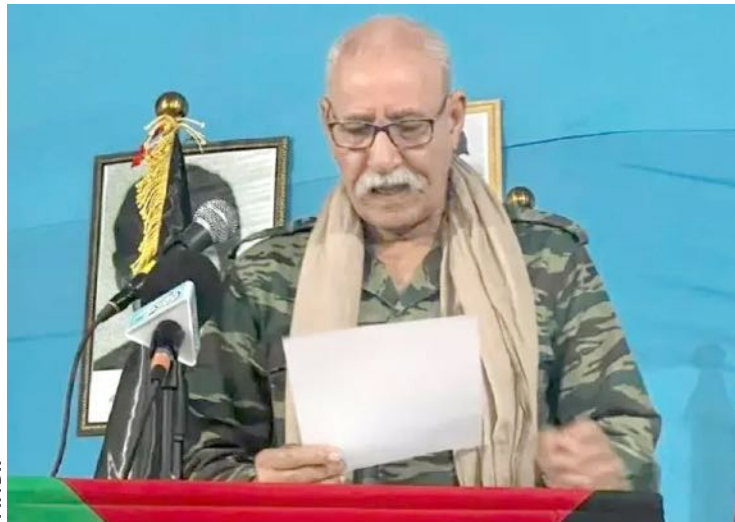
La wilaya d'Oum El-Bouaghi est principalement alimentée par les eaux superficielles du barrage d'Ourkis, qui constitue la principale source d'approvisionnement en eau potable, en complément des ressources souterraines. La capacité globale de production est estimée à 163 301 m³ par jour, au profit de 868 819 habitants. Au cours des années 2025 et 2026, plusieurs projets stratégiques ont été lancés ou achevés afin de renforcer le service public de l'eau. Dans le domaine de la mobilisation des ressources hydriques, 14 nouveaux forages, totalisant une capacité de 27 820 m³ par jour, entreront prochainement en exploitation après leur équipement. Répartis entre les communes de Bir Chouhada, Henchir Toumghni, Aïn M'lila, Ouled Zouai, F'kirina, Aïn Diss, Souk Naâmane et Oum El Bouaghi, ces ouvrages viendront compléter les ressources existantes, tandis que 10 autres forages font actuellement l'objet de travaux de réhabilitation. En matière de distribution, le programme de l'année en cours prévoit la réalisation de 504,78 kilomètres de conduites d'alimentation en eau potable ainsi que 12 650 nouveaux branchements. Selon les responsables du secteur, ces investissements permettront d'améliorer sensiblement la qualité et la continuité du service public de l'eau, tout en répondant aux besoins croissants des populations et en accompagnant le développement économique et agricole de la wilaya.

S. O.

LE PRÉSIDENT SAHRAOUI L'A RAPPELÉ LORS DU CONGRÈS DES ÉTUDIANTS SAHRAOUI

« Nul ne pourra priver notre peuple de son droit à l'indépendance »

Dans une allocution prononcée à l'occasion de sa présidence de l'ouverture des travaux du 5ème Congrès des étudiants sahraouis (UESARIO) dans le camp de réfugiés Al-Ayoune, le président de la République, Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali a passé en revue les derniers développements de la cause nationale, saluant le rôle pivot des étudiants dans le combat de libération et d'édification de la RASD.



PH : DR

Il a notamment indiqué que, « nous enregistrons avec fierté et satisfaction la présence continue et efficace de l'étudiant sahraoui dans la lutte du peuple sahraoui. C'est une position méritée et nullement étrangère aux étudiants sahraouis, car ils ne sont pas comme les autres étudiants du monde, mais sont les étudiants d'une cause juste et portent le message d'un peuple luttant pour la liberté et la dignité », a-t-il souligné mettant en exergue le combat multiforme de ces étudiants pour faire triompher cette cause. Tout en affirmant que les étudiants ont toujours constitué le vivier qualitatif de militants et militantes de la cause sahraouie, il a affirmé que : « des symboles et des dirigeants nationaux historiques dans le processus de libération contemporain de notre peuple étaient tous des étudiants, des jeunes qui ont préféré quitter les bancs de l'école pour rejoindre les rangs de la gloire, de l'éternité, de l'honneur et de la fierté, avec à leur tête l'initiateur de la révolution, le martyr El Ouali Moustapha Sayed et le président martyr Mohamed Abdelaziz, comme ce fut le cas avec le leader de l'insurrection de Zemla, Mohamed Sid

Brahim Bassiri. Les étudiants sahraouis ont contribué avec force à attiser et à diriger la résistance et la lutte, et ont offert des convois de martyrs, de disparus et de détenus, sur les fronts de combat comme dans l'obscurité des prisons, des centres de détention et des cachettes secrètes, dans la résistance contre le colonialisme espagnol, et particulièrement face à l'État d'occupation marocain ».

« LES ÉTUDIANTS SONT RESTÉS PRÉSENTS AVEC FORCE, RÉSILIENCE ET CONSTANCE AU FRONT DE L'ACTION MILITANTE »

Il a souligné dans ce contexte que les étudiants sahraouis ont enregistré une contribution qualitative, non seulement sous cette forme distinguée, et fortement requise aujourd'hui, dans les rangs de l'Armée de libération populaire sahraouie, mais aussi dans des domaines et secteurs stratégiques, tels que l'éducation et la santé, et dans les différentes institutions et administrations de l'État sahraoui, à l'intérieur comme au niveau de l'action extérieure ». Il a souligné dans ce sens qu'ils sont restés présents avec force,

résilience et constance au front de l'action militante au niveau des territoires occupés et du sud du Maroc et dans les sites universitaires. Ils étaient là où la confrontation directe et intense avec l'occupant spoliateur avait lieu, et ils ont mené des formes de lutte héroïques dans les universités et les instituts, et étaient au premier rang de la bénie Intifada de l'Indépendance, subissant toutes sortes de répressions, de sévices, d'arrestations et d'assassinats lâches ». M. Brahim Ghali n'a pas manqué de rendre hommage aux martyrs en affirmant : « à cette occasion, alors que nous prions pour le repos de l'âme de toutes les martyres et tous les martyrs de la cause nationale, et que nous renouvelons le serment de fidélité pour poursuivre leur chemin éclairé jusqu'à la réalisation des nobles objectifs pour lesquels ils sont tombés, nous adressons en votre nom à tous un salut d'estime, de gratitude et de vénération aux héroïques combattants de l'Armée de libération populaire sahraouie, qui affrontent l'ennemi jour et nuit, se tenant, comme ils l'ont toujours été, aux premiers rangs de la bataille décisive » réaffirmant

dans ce cadre le droit du peuple sahraoui de disposer de son sort malgré les tentatives de certaines puissances de fouler aux pieds la légalité internationale. Dans son discours aux étudiants il a salué tous les prisonniers civils sahraouis dans les prisons marocaines, « y compris vos collègues étudiants, les groupes du martyr El Ouali, du rempart étudiant et autres, ainsi qu'à leurs familles et aux héroïnes et héros de l'intifada de l'Indépendance dans les territoires occupés, le sud du Maroc et les sites universitaires ». Il a profité de l'occasion pour évoquer, « avec estime et vénération les luttes de ces prisonniers, à l'instar de Naâma Asfari, Mohamed Lamine Haddi et leurs compagnons en général, qui ont mené et mènent des grèves de la faim successives, et se trouvent dans un état de santé dangereux ». Il a appelé dans ce cadre le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre des mesures urgentes afin de protéger leur vie et leur intégrité physique.

« MALGRÉ LES COMLOTS, LA CAUSE DU PEUPLE SAHRAOUI FINIRA PAR TRIOMPHER »

Il a par ailleurs jeté un éclairage sur le cheminement de la cause du peuple sahraoui qui a connu des développements accélérés ces derniers temps, notamment suite à la publication de la résolution 2797 du Conseil de sécurité en octobre dernier, révélant les prémices d'un complot dangereux visant à contourner la charte et les résolutions des Nations unies concernant le Sahara occidental, y compris la tentative de passer outre le droit et la volonté du détenteur de la cause et seul propriétaire de la souveraineté, le peuple sahraoui. « Cela se produit à un moment où le monde connaît des développements sans précédent, des guerres, des interventions flagrantes et une tendance inquiétante à bafouer les

règles du droit international et les droits des peuples, et à imposer la souveraineté de la loi de la jungle et l'hégémonie de l'influence et des intérêts sur tout le reste. L'acharnement dont fait l'objet la cause nationale aujourd'hui, bien que la forme ait changé et que l'intensité ait augmenté, est une répétition de ce qui s'est produit dans les années 70 du 20ème siècle. Et comme hier, le peuple sahraoui a tranché, et a décidé de s'attacher à ses droits garantis par le droit international, et de les défendre par tous les moyens légitimes.

La solution juste, finale et durable au conflit au Sahara occidental ne pourra être garantie que par l'exercice du droit inaliénable, et non négociable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, à travers un processus libre, transparent et démocratique, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations unies », a-t-il affirmé ce qui est une forme de rejet catégorique du jeu perfide de certaines puissances coloniales qui manœuvrent pour vider les résolutions de la communauté internationale de leur essence. « Cette décision souveraine de notre peuple exige de ses filles et fils fidèles, de ses étudiants et de sa jeunesse, de ses femmes et de ses hommes, avec ses cadres, ses compétences et ses élites, et dans tous ses lieux de présence, de resserrer davantage les rangs, de faire preuve de sérieux et d'enthousiasme, et d'être en permanence prêts à faire face à toutes les éventualités, dans le cadre de l'unité, du consensus et du ralliement autour des principes et des objectifs du représentant légitime et unique du peuple sahraoui, le Front Polisario (Front populaire de libération de la Saguia el-Hamra et du Rio de Oro) », a-t-il souligné.

Synthèse Slimane B.

ÉTUDIANTS SAHRAOUI

L'engagement pour l'indépendance réaffirmé

Les travaux du cinquième Congrès de l'Union des étudiants de la Saguia El-Hamra et Rio de Oro (UESARIO) se sont achevés hier dans la wilaya d'El Ayoune, après plusieurs journées de débats consacrées au rôle de la jeunesse estudiantine dans la lutte nationale et le renforcement des institutions sahraouies.

Placée sous le slogan « Étudiants sahraouis : Engagement et fermeté pour affirmer notre existence », cette cinquième édition a réuni des représentants étudiants venus de différents pays ainsi que des responsables sahraouis. Les congressistes ont examiné les rapports moral et financier de la direction sortante avant de débattre des principaux défis auxquels fait face le mouvement étudiant sahraoui. Les discussions ont particulièrement porté sur la contribution des étudiants à la lutte pour l'autodétermination, à la construction nationale et au renforcement de la présence sahraouie sur les scènes universitaire et internationale. Les participants ont également dénoncé les conditions auxquelles sont confrontés les étudiants sahraouis dans les territoires occupés, évoquant les actes de répression, les arrestations et les violations des droits humains dont ils sont victimes. Le congrès a adopté son programme d'action ainsi que son règlement intérieur pour les quatre prochaines années, avant d'élire une nouvelle direction chargée de conduire l'organisa-

tion durant le prochain mandat. Présidant la cérémonie d'ouverture, le président de la République arabe sahraouie démocratique et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, avait salué le rôle historique des étudiants sahraouis, qu'il a qualifiés de « pilier essentiel » de la lutte de libération. Dans son allocution, il a appelé la jeunesse à renforcer son engagement politique et académique afin de faire face aux défis actuels

et de défendre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Le chef de l'État sahraoui a également insisté sur l'importance pour les étudiants de mettre leurs compétences au service des institutions nationales, tout en exploitant les nouvelles technologies et les réseaux sociaux pour porter la voix de la cause sahraouie à l'échelle internationale. Les travaux du congrès se sont déroulés dans un contexte régional et

international marqué par de profondes mutations, que les participants ont estimé nécessiter une mobilisation accrue des étudiants sur tous les fronts de la lutte nationale. À l'issue de cette rencontre, les congressistes ont réaffirmé leur attachement aux principes du Front Polisario et leur détermination à poursuivre le combat en faveur de l'indépendance du Sahara occidental.

M. Seghilani

FORUM SOCIAL MONDIAL

La société civile sahraouie en force à Cotonou

Une délégation représentant les organisations de la société civile sahraouie est arrivée à Cotonou, au Bénin, afin de participer aux travaux de la 17e édition du Forum social mondial, un rendez-vous international réunissant des centaines d'organisations et de mouvements issus de la société civile à travers le monde. Au cours de cette manifestation, la délégation sahraouie animera plusieurs ateliers, séminaires et rencontres de réseautage avec des organisations internationales, dans le but de renforcer les échanges et de développer des partenariats autour de causes communes. Elle prendra également part à diverses activités culturelles et médiatiques organisées en marge du forum. Le chef de la délégation, Nafee Ahmed Mohamed, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Saguia El-Hamra et Rio de Oro, a souligné que cette participation revêt une importance particulière pour faire connaître la cause sahraouie auprès de la communauté internationale et consolider les réseaux de solidarité avec le peuple sahraoui. Selon lui, le Forum social mondial constitue éga-

lement un espace privilégié de dialogue et d'échange d'expériences avec des organisations de la société civile venues des différents continents. Placée cette année sous le thème « Un autre monde est possible », cette 17e édition réunit des centaines d'organisations, de syndicats, de mouvements sociaux et d'associations solidaires, ainsi que des représentants de mouvements de femmes et de jeunes. La délégation sahraouie est composée de représentants des organisations de masse, de syndicats professionnels, d'associations de défense des droits de l'Homme, de journalistes et d'artistes. Le forum enregistre par ailleurs une forte participation d'organisations africaines, aux côtés du pays hôte, le Bénin. L'Algérie y est également représentée par plusieurs organisations et acteurs de la société civile, témoignant de l'importance accordée à cette rencontre internationale consacrée aux questions sociales, aux droits des peuples et à la coopération entre les mouvements citoyens.

M. S.

CISJORDANIE ET EL-QODS OCCUPÉES

Une escalade sous la protection de l'occupation sioniste

Les violences menées par les groupes de colons contre les Palestiniens connaissent une nouvelle intensification en Cisjordanie occupée et à ElQods occupée.

Au cours des dernières vingt-quatre heures, les agressions se sont multipliées dans plusieurs gouvernorats, ciblant habitations, terres agricoles, infrastructures et lieux saints musulmans. Menées sous la protection des forces de l'occupation sioniste, ces attaques s'inscrivent dans une politique de colonisation toujours plus agressive, tandis que les opérations militaires se poursuivent parallèlement dans plusieurs villes et camps de réfugiés palestiniens. Selon des sources palestiniennes, les colons ont mené une série d'incursions coordonnées dans les gouvernorats de Ramallah, Naplouse, ElKhalil, Bethléem, la vallée du Jourdain et ElQods occupée. Les agressions ont pris différentes formes, allant des attaques directes contre les habitants au sabotage des terres agricoles, en passant par l'installation de nouveaux avant-postes coloniaux. Dans la région de Ramallah, des groupes de colons ont pris d'assaut les abords du village d'Oum Safa, au nord de la ville. D'autres ont attaqué la famille de Nayef Kaabna à l'est du village d'Al-Taybeh, bénéficiant de la protection des soldats de l'occupation. Des véhicules palestiniens ont également été pris pour cible à coups de pierres près du barrage militaire de Yabroud-Silwad, tandis que plusieurs colons ont laissé paître leurs troupeaux au milieu des oliveraies appartenant aux habitants de Turmus Ayya, provoquant d'importants dégâts aux cultures. À Naplouse, les attaques se sont concentrées sur plusieurs localités. Des colons se sont introduits dans le secteur du cimetière du village d'Awarta, au sud-est de la ville, où ils ont installé des caméras de surveillance. D'autres ont envahi la partie orientale de Roujib et multiplié les provocations dans les environs d'Aqraba. Plus grave encore, ils ont commencé à clôturer des terres situées à l'est du village de Qaryout dans le but de les transformer en nouvel avant-poste colonial. À Madama, au sud de



Ph: DR

Naplouse, ils ont entrepris l'aménagement d'un parc sur des terrains appartenant aux habitants palestiniens. Dans le sud de la Cisjordanie occupée, les habitants de Masafar Yatta continuent de subir des attaques répétées. À Oum Al-Kheir, des colons ont sectionné la clôture entourant la maison de Salem Al-Hathalin avant de s'en prendre aux propriétés des habitants de Khirbet Al-Touba. Ils ont également volé du matériel de construction dans une habitation en cours d'édification à Wadi Al-Rakhim. Dans la région de Khallat Al-Homs, ils ont envahi les abords des maisons palestiniennes, fait paître leurs troupeaux sur les terres des habitants et dérobé plusieurs biens, poursuivant ainsi une stratégie visant à rendre la vie quotidienne insoutenable pour les communautés locales. Les violences se sont également poursuivies dans le nord de la vallée du Jourdain. Des colons ont effectué des tournées de provocation dans la localité de Khirbet Samra et poursuivi la clôture de terrains appartenant au Patriarcat latin dans la région de Hammamat Al-Maleh, empêchant les Palestiniens d'accéder à leurs terres. À El-Qods occupée, la mosquée Al-Aqsa demeure au cœur des provocations. Des groupes de colons ont pénétré dans l'enceinte du troisième lieu saint de l'islam, où ils ont accompli des rituels talmudiques collectifs à haute voix, vêtus du « talit », le châle traditionnel de prière juif, face au Dôme du Rocher. Ils ont également organisé des cérémonies religieuses sur les marches du portique occidental conduisant à l'esplanade du sanctuaire, sous la protection des forces de l'occupation. À Bethléem, des

colons ont investi les bassins de Salomon, dans le village d'Artas, au sud de la ville, tandis qu'au nord de Ramallah, un nouvel avant-poste colonial a été installé près du rond-point de Rawabi, confirmant la poursuite de l'expansion des colonies israéliennes en territoire palestinien occupé. Ces agressions surviennent alors que les forces de l'occupation ont mené, durant deux jours, une vaste opération militaire dans le camp de réfugiés de Qalandia et la localité de Kafr Aqab, au nord d'El-Qods occupée. Après leur retrait, les autorités palestiniennes ont fait état d'importantes destructions des biens publics et privés, de dizaines de blessés et d'une vaste campagne d'arrestations. Selon le gouvernorat d'ElQods, les soldats de l'occupation ont investi massivement les deux localités avec un important déploiement de troupes et de véhicules militaires. Des tireurs d'élite ont été positionnés sur les toits des immeubles résidentiels tandis que les soldats ont fait usage de grenades assourdissantes, de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Plusieurs habitants ont été violemment agressés, alors que des maisons ont été transformées en casernes militaires et en centres d'interrogatoire après l'expulsion forcée de leurs occupants. Le Croissant-Rouge palestinien a indiqué avoir pris en charge cinquante et une personnes blessées durant cette offensive. Trente-huit victimes, grièvement blessées, ont été transférées vers des hôpitaux, tandis que six autres ont reçu des soins sur place pour des blessures similaires. Une personne a été touchée par une balle métallique recouverte de caoutchouc et six

autres ont souffert d'asphyxie après l'inhalation de gaz lacrymogènes. Les forces de l'occupation ont également procédé à une vaste campagne d'arrestations et d'interrogatoires sur le terrain. Plus de soixante Palestiniens, parmi lesquels des femmes et des enfants, ont été arrêtés ou détenus durant l'opération. Les autorités palestiniennes estiment toutefois que le nombre réel pourrait être supérieur. Des proches de prisonniers et de martyrs figurent également parmi les personnes interpellées, ce qui, selon les autorités locales, s'inscrit dans une politique de punition collective. Les dégâts matériels sont considérables. Sept commerces situés à proximité du poste militaire de Qalandia ont été détruits, de même qu'une station de lavage automobile. Les bulldozers de l'occupation ont nivelé la cour d'une habitation, détruit le contenu de dizaines de maisons lors des fouilles et endommagé les façades de nombreux magasins du camp. Plusieurs familles ont également signalé le vol d'importantes sommes d'argent et de bijoux en or au cours des perquisitions. Ces événements s'inscrivent dans un contexte de recrudescence des incursions militaires dans l'ensemble de la Cisjordanie occupée. Les forces de l'occupation poursuivent quotidiennement leurs raids dans les villes, villages et camps de réfugiés, tandis que les colons multiplient les attaques contre les terres agricoles, les propriétés privées et les lieux saints musulmans. Pour les organisations palestiniennes, cette multiplication des violences traduit une stratégie coordonnée visant à accélérer l'expansion des colonies, renforcer la judaïsation d'El-Qods occupée et pousser progressivement les Palestiniens à quitter leurs terres. Elles appellent à intensifier la présence des habitants dans les villages menacés, à renforcer le « ribat » à la mosquée Al-Aqsa et à faire face aux attaques des colons par tous les moyens de résistance disponibles. Alors que les opérations militaires et les agressions des colons se poursuivent sans relâche, la situation sur le terrain continue de se détériorer, alimentant les craintes d'une nouvelle aggravation de la crise humanitaire et sécuritaire dans les territoires palestiniens occupés.

M. Seghilani

SUD-LIBAN

Un militaire blessé dans une attaque sioniste visant un engin de l'armée

Un militaire libanais a été blessé, hier, à la suite d'une attaque menée par les forces sionistes contre un bulldozer de l'armée libanaise dans la localité d'Al-Mansouri, au sud du Liban, a annoncé l'armée libanaise. Selon des sources locales, un drone sioniste a largué une bombe assourdissante en direction d'un engin du génie militaire qui procédait à l'ouverture d'une route dans cette localité, provoquant la blessure d'un soldat. Quelques heures plus tôt, à l'aube, l'artillerie israélienne avait déjà bombardé Al-Mansouri, théâtre, la veille, de violents raids aériens. D'après l'Agence nationale de l'information (NNA), cette nouvelle attaque est intervenue après l'entrée, durant la nuit, d'unités de l'armée libanaise dans le village afin de dégager les axes routiers bloqués par les frappes sionistes et de sécuriser le retour des habitants déplacés. Parallèlement, des correspondants sur place ont fait état de puissantes explosions déclenchées par les forces israéliennes dans la région de Wadi al-Houjeir, également située dans le sud du Liban. Dans la nuit de jeudi à vendredi, les forces israéliennes ont également soumis à des tirs d'artillerie les localités de Taybeh, Adchit al-Qoussair et Wadi Zibqine, tandis qu'une forte explosion a été signalée dans le village de Hadatha. Cette nouvelle escalade intervient au lendemain d'une journée marquée par une intense campagne de frappes israéliennes contre plusieurs villages du sud du Liban, coïncidant avec la clôture des pourparlers entre les délégations libanaise et israélienne à Rome. L'armée israélienne a affirmé que ces opérations constituaient une riposte à l'explosion d'un engin explosif dans la localité de Majdal Zoun, sous occupation israélienne, qui a entraîné la mort de deux militaires israéliens et fait quatre blessés dans leurs rangs. Selon la chaîne israélienne Channel 13, les premières estimations de l'armée israélienne indiquent que la mine à l'origine de cette explosion aurait été posée avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

M. S.

DES PARTIS ESPAGNOLS ET PORTUGAIS RÉCLAMENT SON EXCLUSION DE LA CO-ORGANISATION DU MONDIAL 2030

« Le Maroc ne remplit pas les conditions de sécurité »

La crise migratoire survenue récemment à Ceuta continue de provoquer des remous sur la scène politique ibérique. En Espagne comme au Portugal, plusieurs partis politiques ont appelé à l'exclusion du Maroc de la co-organisation de la Coupe du monde de football 2030, estimant que Rabat ne remplit plus les conditions nécessaires pour accueillir un événement sportif d'une telle ampleur. Le Maroc doit, en principe, organiser le Mondial-2030 conjointement avec l'Espagne et le Portugal, après l'attribution officielle de la compétition par la FIFA.

VOX, PODEMOS ET SUMAR MONTENT AU CRÉNEAU

En Espagne, le parti Vox a annoncé avoir déposé une proposition au Parlement demandant le retrait du Maroc de l'organisation du tournoi. Selon cette formation politique, l'arrivée massive de migrants dans l'enclave espagnole de Ceuta soulève de sérieuses interrogations quant à la capacité

de Rabat à garantir les conditions de sécurité et de contrôle requises pour un événement qui réunira des millions de supporters. Le parti souligne que près de 72 000 migrants seraient entrés irrégulièrement à Ceuta en l'espace de quelques jours, à la fin du mois de juillet, un chiffre présenté comme inédit par les autorités espagnoles. Les critiques ne proviennent toutefois pas uniquement de la droite.

À gauche, Podemos et Sumar ont également exprimé leur opposition à une co-organisation avec le Maroc. Le secrétaire général de Podemos, Pablo Fernández, a déclaré sur les réseaux sociaux que « l'Espagne ne devrait pas organiser la Coupe du monde avec une dictature qui ne respecte pas les droits humains ». De son côté, le député de Sumar, Nahuel González López, a estimé qu'« il est impossible d'organiser la Coupe du monde 2030 avec une monarchie qui menace et utilise des personnes désespérées pour servir ses intérêts géostratégiques ».

LES PORTUGAIS REJOignent L'APPEL

Au Portugal, le parti écologiste Livre a, lui aussi, demandé au gouvernement portugais et à la Fédération portugaise de football de revoir la participation du Maroc à l'organisation du Mondial. Dans un communiqué, la formation considère que le Maroc « n'est pas un partenaire fiable », estimant que les événements survenus à Ceuta démontrent une instrumentalisation des flux migratoires à des fins de pression politique sur l'Espagne. Ces prises de position interviennent dans un contexte de fortes tensions diplomatiques autour de la gestion des migrations irrégulières en Méditerranée occidentale. À ce stade, ni la FIFA, ni les gouvernements espagnol et portugais n'ont annoncé une remise en cause officielle de la co-organisation du Mondial-2030 avec le Maroc.

LE BILAN DU DRAME S'ÉLÈVE À 141 MORTS

Le bilan de la tragédie migratoire surve-

nue ces derniers jours au large de Ceuta continue de s'alourdir.

Selon les dernières données, 141 personnes ont perdu la vie lors de leur tentative de rejoindre l'enclave espagnole. Parmi elles, 78 corps ont été repêchés dans les eaux espagnoles, tandis que 63 autres ont été retrouvés sur les côtes marocaines, selon l'ONG Caminando Fronteras. Les dépouilles ont été transférées vers 4 hôpitaux du nord du Maroc (Tétouan, Tanger, Fnideq et M'diq), où les autorités poursuivent les opérations d'identification.

La majorité des victimes sont de jeunes Marocains âgés de 20 à 30 ans, mais des ressortissants d'Afrique subsaharienne, ainsi que quelques femmes et mineurs, figurent également parmi les victimes. Les recherches se poursuivent, laissant craindre un bilan encore plus lourd en raison du nombre de personnes toujours portées disparues.

A. N.

L'AFRIQUE DU SUD S'ORIENTE VERS UN SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE PLUS DÉCENTRALISÉ

Des experts sud-africains appellent à une coopération plus étroite avec la Chine

L'Afrique du Sud pourrait tirer parti de son partenariat énergétique croissant avec la Chine pour accélérer le développement des énergies renouvelables, renforcer l'infrastructure électrique et accroître la capacité de production locale, ont déclaré des experts sud-africains en énergie.

Ces remarques interviennent alors que le ministre sud-africain de l'Électricité et de l'Énergie, Kgosisentso Ramokgopa, participait à la Conférence Afrique du Sud-Chine sur l'investissement dans l'électricité et l'énergie à Pékin, de lundi à mardi, où il a appelé à des partenariats stratégiques plus solides pour faire progresser les plans d'expansion énergétique à long terme du pays. « La Chine est un partenaire stratégique dans la transition énergétique de l'Afrique du Sud », a déclaré à l'agence chinoise Xinhua Sampson Mamphweli, chef du secrétariat à l'énergie de l'Institut national sud-africain de développement énergétique. Il a déclaré que la Chine avait développé l'un des plus importants secteurs d'énergies renouvelables au monde et accumulé une vaste expérience en matière d'augmentation des capacités de production, de modernisation des systèmes électriques et d'intégration des énergies renouvelables au réseau national. Mamphweli a déclaré que le partenariat avec la Chine dans le domaine des énergies renouvelables pourrait aider l'Afrique du Sud à développer des capacités de production locales en exploitant les ressources minérales du pays, tout en favorisant l'industrialisation, en localisant les technologies et en développant les compétences.

SAMPSON MAMPHWELI : « LA CHINE EST UN FABRICANT DE PREMIER PLAN DE SYSTÈMES DE STOCKAGE D'ÉNERGIE SOLAIRE, ÉOLIENNE ET PAR BATTERIES »

Il a identifié l'insuffisance des infrastructures de transport comme l'un des principaux obstacles à la transition énergétique de l'Afrique du Sud, notant que la capacité limitée du réseau a empêché le transport efficace de l'énergie renouvelable produite dans les provinces du Cap-Oriental et du Cap-Occidental vers les principaux centres de consommation tels que le Gauteng. « La Chine est un fabricant de premier plan de systèmes de stockage d'énergie solaire, éolienne et par batteries », a-t-il déclaré, ajoutant que l'Afrique du Sud peut s'inspirer de l'expérience chi-



noise en matière de mise en œuvre de projets d'énergies renouvelables à grande échelle. Vally Padayachee, professeur associé au département de génie électrique et électronique de l'université de Johannesburg, partage un avis similaire, affirmant que la coopération énergétique croissante avec la Chine est très importante et marque un tournant décisif dans le paysage énergétique sud-africain. « Nous considérons la Chine comme un partenaire stratégique clé pour la réalisation de l'ensemble de notre Plan intégré des ressources 2025 et de notre transition énergétique juste », a déclaré Padayachee, ancien cadre supérieur d'Eskom, la compagnie d'électricité publique sud-africaine, à Xinhua. Il a déclaré que la coopération en matière d'expansion des réseaux de transport, de stockage d'énergie par batteries et de technologies de réseaux intelligents aurait le plus grand impact en renforçant le réseau national, en améliorant la fiabilité de l'approvisionnement en électricité et en soutenant la croissance économique. « Le plus grand potentiel réside dans la synergie entre les capacités

de pointe de la Chine en matière d'énergies renouvelables et le besoin urgent de l'Afrique du Sud en matière de modernisation du réseau électrique et d'expansion industrielle », a-t-il déclaré. Padayachee a déclaré que les efforts de l'Afrique du Sud pour localiser sa chaîne de valeur énergétique bénéficieraient également d'une coopération plus étroite avec la Chine. « La coopération avec la Chine est essentielle, car elle nous permet de tirer parti de son infrastructure industrielle établie pour mettre en place des pôles de production locaux. » Alors que l'Afrique du Sud s'oriente vers un système énergétique plus décentralisé et davantage axé sur les énergies renouvelables, a-t-il déclaré, l'expertise de la Chine en matière d'infrastructures énergétiques à grande échelle et de gestion intelligente des réseaux sera déterminante. « Nous prévoyons que la Chine jouera un rôle central dans le soutien de nos ambitions en matière d'hydrogène vert, de stockage avancé des batteries et de modernisation du réseau électrique », a déclaré Padayachee.

R.I.

POUR FAIRE DE TANGA UN PÔLE ÉNERGÉTIQUE RÉGIONAL Signature d'un protocole d'accord entre La Tanzanie et l'Ouganda

La Tanzanie et l'Ouganda ont signé jeudi un mémorandum d'entente (MoU) pour faire de la ville portuaire tanzanienne de Tanga, dans le nord-est du pays, un centre énergétique régional, selon un communiqué publié par la Direction des communications présidentielles de Tanzanie. La signature a eu lieu en présence de la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan et de son homologue ougandais Yoweri Museveni à la State House de Dar es Salaam, lors de la visite de travail de Museveni en Tanzanie, indique le communiqué. Deogratius Ndejmbi, ministre tanza-

nien de l'Énergie, a déclaré que l'accord vise à tirer parti de la position géographique stratégique de Tanga et de ses infrastructures de transport d'énergie existantes pour en faire un pôle énergétique régional clé. Cette initiative devrait renforcer la coopération régionale et économique, débloquent des opportunités d'investissement dans le secteur de l'énergie et renforcer le rôle de l'Afrique de l'Est dans le commerce mondial de l'énergie, a déclaré Ndejmbi. Tanga est également le terminus de l'oléoduc est-africain, actuellement en construction entre Hoima, dans l'ouest

de l'Ouganda, et Chongoleani, à Tanga. Monica Masanza, ministre ougandaise de l'Énergie et du Développement minier, a décrit cet accord comme une étape importante dans la promotion d'une coopération énergétique à long terme entre les deux pays. Elle a souligné que les secteurs de l'énergie, du pétrole et des mines sont essentiels au développement de l'Afrique, ajoutant que le projet créera des emplois pour les jeunes, stimulera le commerce et approfondira les liens économiques entre la Tanzanie et l'Ouganda.

R.I.

RD CONGO

Plus de 4 000 cas d'Ebola recensés

La République démocratique du Congo (RDC) a enregistré un total de 4.053 cas confirmés d'Ebola, dont 1.850 décès, selon les dernières données publiées jeudi par les autorités sanitaires, indiquant que 694 patients étaient pris en charge en isolement ou hospitalisés jeudi, tandis que 793 personnes ont été déclarées guéries. De son côté, Médecins sans frontières (MSF) a alerté, la veille, sur une situation qui reste « plus critique que jamais » dans l'est du pays. Selon MSF, l'épidémie poursuit sa progression à un rythme « alarmant et sans précédent », sans aucun signe d'essoufflement. L'organisation appelle ainsi à un renforcement urgent de la réponse au niveau communautaire afin de freiner la propagation du virus.

R.I.

UN SYRIEN ACCUSÉ D'ENLÈVEMENT ET D'EXTORSION

Les autorités libyennes sauvent 13 migrants bangladais détenus par un groupe criminel

Les autorités libyennes ont annoncé jeudi le sauvetage de 13 migrants bangladais qui étaient retenus captifs par un groupe criminel dans la partie orientale de Tripoli. Les autorités ont mené l'opération après avoir reçu des renseignements selon lesquels un réseau criminel avait enlevé des migrants nouvellement arrivés et extorqué des rançons à leurs familles, a indiqué l'Agence anti-immigration clandestine de l'est de Tripoli dans un communiqué. Les forces de sécurité ont ensuite mené un raid sur les lieux, secouru les migrants et arrêté un ressortissant syrien accusé d'enlèvement et d'extorsion. Le suspect a avoué les faits qui lui étaient reprochés lors des investigations préliminaires et a été déféré au parquet, qui a ordonné sa détention provisoire dans l'attente de la suite de l'enquête. Les autorités libyennes ont annoncé plusieurs opérations similaires ces derniers mois, permettant de secourir des dizaines de migrants soupçonnés d'être retenus captifs par des réseaux de trafic d'êtres humains et de passeurs. La Libye demeure un point de transit majeur pour les migrants irréguliers qui cherchent à rejoindre l'Europe en traversant la mer Méditerranée, en raison de son long littoral et de sa proximité géographique avec l'Europe.

R.I.

BÉNIN

L'ex-président Patrice Talon prend la tête du premier Sénat du pays

L'ex-président béninois, Patrice Talon, a été élu jeudi président du premier Sénat du pays, entré en fonction fin juillet. L'institution a été créée suite à une révision constitutionnelle adoptée en novembre 2025, notamment pour « réguler la vie politique ». Elle est composée de 25 parlementaires qui ne sont pas élus mais membres de droit, comme les anciens présidents, ou désignés par le chef de l'Etat. « Je voudrais vous rassurer de ma disponibilité, voire de mon engagement à œuvrer au bon fonctionnement d'un Sénat qui sera pour nous comme une famille », a déclaré Patrice Talon, 68 ans, au pouvoir pendant deux mandats de 2016 à 2026, le maximum autorisé par la Constitution. Il a dit s'engager « pour le renforcement de l'unité nationale, de la stabilité politique de notre pays, de la paix, de la démocratie », après son élection à Porto-Novo, la capitale. M. Talon a été élu par les sénateurs avec 24 voix, contre un bulletin blanc. Les anciens chefs d'État Thomas Boni Yayi (2006-2016) et Nicéphore Soglo (1991-1996) siègent également au Sénat. Paul Hounkpè, candidat malheureux à la dernière élection présidentielle, est également membre de l'institution. La dernière élection du chef de l'État a été remportée en avril par Romuald Wadagni, ancien ministre de l'Économie.

R.I.

PUB

ORAN. OPÉRATION "PORTS BLEUS"

Fort engouement citoyen et institutionnel

Jeudi dernier, les ports de pêche d'Oran, de Kristel et d'Arzew ont été le théâtre d'une vaste opération de nettoyage dans le cadre de la campagne nationale « Ports bleus ». Portée par une synergie remarquable entre les institutions publiques, la société civile et les professionnels de la mer, cette initiative ambitionne de restaurer les espaces portuaires et d'ancrer durablement la culture de la préservation de l'environnement marin.



par le biais d'associations environnementales de premier plan telles que « Barbarossa » et « Kristel ».

DES INTERVENTIONS EN SURFACE ET EN PROFONDEUR

L'efficacité de cette campagne repose sur une approche complète et une coordination simultanée sur les trois sites portuaires. Menouar Maghni Sandid a précisé à la presse que les interventions de terrain se sont articulées autour de deux axes majeurs, pensés pour traiter la pollution dans sa globalité.

D'une part, les nombreux bénévoles et les équipes terrestres ont procédé au ratissage et au nettoyage minutieux des quais ainsi que des esplanades portuaires. D'autre part, la partie immergée des ports a bénéficié d'une attention toute particulière grâce à l'intervention de plongeurs professionnels, épaulés par ceux de la Protection civile. Ces équipes spécialisées ont eu pour mission d'assainir les fonds des bassins portuaires, souvent saturés de déchets invisibles depuis la surface.

UN ENJEU DE DURABILITÉ POUR LE SECTEUR DE LA PÊCHE

Au-delà de l'action de salubrité immé-

diante, la campagne « Ports bleus » revêt une dimension éducative cruciale. Hamri Abdelbasset, directeur de la Chambre de wilaya de la pêche et de l'aquaculture, a souligné que cet événement à caractère national constitue une occasion privilégiée de faire découvrir au grand public, toutes générations confondues, les activités liées aux métiers de la mer.

Il a également rappelé un constat alarmant : la pollution marine impacte directement et sévèrement les ressources halieutiques, menaçant ainsi la pérennité des richesses marines et de l'économie locale.

C'est dans cette optique que la Chambre mène, tout au long de l'année, des actions d'orientation (journées portes ouvertes, formations) destinées aux professionnels du secteur.

La préservation de l'environnement marin s'impose ainsi comme une responsabilité collective et partagée, incombant aussi bien aux marins-pêcheurs et aux opérateurs économiques qu'aux estivants et aux citoyens usagers de la mer.

IMPORTANCE DE L'INTÉGRATION DES PRODUITS DE L'ARTISANAT

Un programme de sensibilisation pour les établissements hôteliers

La Direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya d'Oran a élaboré un riche programme de sorties sur le terrain pour sensibiliser les établissements hôteliers de la wilaya à l'importance d'intégrer les divers produits de l'artisanat dans leurs services, a-t-on appris, jeudi, de cette direction. Ce programme vise à mettre en œuvre les instructions du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, visant à promouvoir le produit touristique national et à valoriser l'artisanat en l'intégrant aux services offerts par les établissements hôteliers, selon la même source. Les inspecteurs du tourisme et de l'artisanat de la direction réaliseront un programme de sorties, qui s'étendra jusqu'à la fin de la saison estivale à travers les différents hôtels de la wilaya, afin de contrôler le degré d'application des instructions du ministère et de sensibiliser les établissements hôteliers à l'importance de leur mise en œuvre, a ajouté la même source. L'objectif de ce programme est de sensibiliser les gestionnaires d'hôtels à l'importance de promouvoir l'arti-

sanat comme une partie intégrante de l'offre touristique et d'accompagner ces établissements hôteliers dans la création d'espaces et de zones dédiées à l'exposition et à la vente des produits artisanaux locaux, ainsi qu'à leur promotion directe auprès des visiteurs et des touristes. L'intégration des métiers et produits artisanaux locaux dans les espaces hôte-

liers constitue une stratégie économique et culturelle d'une grande importance pour renforcer l'identité locale, mettre en avant l'identité culturelle et soutenir le développement durable en créant des partenariats directs entre les établissements hôteliers et les artisans locaux pour commercialiser le patrimoine culturel et l'exposer dans un environnement

moderne et attrayant, reflétant ainsi l'authenticité et l'identité de la région, et contribuant de manière efficace à enrichir l'expérience touristique des visiteurs d'El Bahia Oran, selon la même source. Pour rappel, la wilaya compte plus de 220 établissements hôteliers en activité, avec une capacité d'accueil totale de plus de 22.000 lits.

BOUIRA.

Réception de 11 nouveaux établissements scolaires à la prochaine rentrée

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Bouira sera renforcé, à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire, par la réception de 11 nouveaux établissements couvrant les trois cycles d'enseignement, afin d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a-t-on appris, jeudi, des services de la wilaya. Selon la même source, ces nouvelles infrastructures, qui seront réceptionnées avant la rentrée scolaire prévue le 6 septembre prochain, comprennent six écoles primaires, quatre collèges d'enseignement moyen (CEM) et un lycée. Par ailleurs, dans le cadre des mesures visant à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, 32 établissements scolaires des trois cycles ont bénéficié de

travaux de réhabilitation. En outre, 25 opérations supplémentaires, prises en charge par les communes, ont été inscrites, notamment pour la réalisation de classe d'extension et de terrains de sport scolaires. Afin d'assurer la livraison de l'ensemble des projets en cours dans les délais impartis, plusieurs mesures ont été mises en place, notamment la révision des calendriers de réalisation pour les adapter à la rentrée scolaire, ainsi que l'accélération des travaux de réhabilitation et de maintenance des établissements. Ces interventions concernent notamment l'éclairage, le chauffage, les sanitaires et la résorption de toutes les insuffisances constatées, selon la même source.

TÉBESSA. UNIVERSITÉ CHAHID

CHEIKH LARBI-TEBESSI

460 nouveaux postes pédagogiques de formation à l'annexe de l'ENS

L'université chahid cheikh Larbi-Tebessi de Tébessa a prévu 460 postes pédagogiques de formation à l'annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS) au titre de l'année universitaire 2026-2027, a indiqué jeudi son recteur, Pr. Abdelkrim Gouasmia. Le même responsable a précisé à l'APS que cette annexe, qui se trouve au pôle universitaire chahid Drid-Abdelmadjid de la commune de Boulhaf-Dir, formera pour la deuxième année consécutive des enseignants des deux paliers primaire et moyen issus des cinq wilayas de l'Est du pays (Khenchela, Oum El Bouaghi, Souk Ahras, Guelma et Tébessa). Pas moins de 217 de ces postes sont réservés à la formation des enseignants du primaire dans les langues arabe et française et 243 autres postes pour la formation des enseignants du moyen dans les langues arabe, française et anglaise ainsi que dans les sciences physiques, les sciences de la nature et de la vie, l'histoire et la géographie ainsi que les mathématiques, selon la même source. Après avoir rappelé que cette annexe avait accueilli en sa première année 564 étudiants, Pr. Gouasmia a indiqué que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour le bon déroulement des cours théoriques et pratiques au sein de cette annexe. Concernant les préparatifs de la prochaine rentrée universitaire, le même responsable a prévu l'accueil de plus de 6.000 nouveaux étudiants dans les divers domaines et spécialités enseignées, y compris les nouvelles offres en licence et master. L'université chahid cheikh Larbi-Tebessi de Tébessa compte six facultés, deux instituts, une annexe de la faculté de médecine et une autre de l'ENS.

BOUMEERDÈS. DANS LE CADRE

DE L'ÉRADICATION DE L'HABITAT

PRÉCAIRE

Distribution de plus de 200 logements

L'opération de remise des clés et de relogement de plus de 200 familles vers de nouveaux logements publics locatifs (LPL) a été lancée jeudi à Boumerdes, dans de bonnes conditions d'organisation et en présence des autorités concernées. La cheffe de daïra de Boumerdes, Djamilia Touati, a indiqué que cette opération s'inscrit dans la poursuite du programme d'éradication de l'habitat précaire et anarchique, visant à améliorer les conditions de vie des citoyens et à promouvoir le développement urbain à l'échelle de la wilaya. L'opération concerne le relogement de 231 familles qui résidaient dans un vieux quartier de la périphérie de Tidjelabine (à l'est de la wilaya). Elles ont été transférées vers le nouveau quartier El Karma, à la périphérie de la ville de Boumerdes, où elles bénéficieront de logements publics locatifs décentes. La responsable a également précisé que les services compétents ont entamé, dès la matinée, la démolition des habitations précaires évacuées ainsi que le nettoyage et l'assainissement des sites, afin d'empêcher toute réoccupation illégale des lieux. Pour rappel, la wilaya de Boumerdes a enregistré, ces cinq dernières années (2020-2025), la distribution de près de 36.000 logements de différentes formules et programmes de développement à travers l'ensemble de ses communes.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'Algérie met en œuvre ses engagements internationaux

L'Algérie a déposé auprès du Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) sa Contribution déterminée au niveau national (CDN) pour l'année 2026, visant à renforcer l'action climatique et à réduire les émissions de gaz à effet de serre, a indiqué lundi à Alger la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou.

La ministre s'exprimait lors d'une journée d'information organisée sous le thème : "La contribution déterminée au niveau national : engagement et adaptation pour un environnement durable", en présence de la représentante du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté natio-



nale à l'étranger et des Affaires africaines, Baya Ben Ismail, de la Coordinatrice résidente des Nations unies en Algérie, Savina Claudia Ammassari, ainsi que de représentants des organisations et agences onusiennes accréditées en Algérie. Dans son allocution, Mme Krikou a réaffirmé la volonté de l'Algérie de mettre en œuvre ses engagements internationaux et de contribuer aux efforts mondiaux visant à lutter contre les changements climatiques et à s'adapter à leurs effets, dans le cadre d'une approche conciliant les impératifs du développement national et les exigences de l'action climatique. Elle a également renouvelé l'appel de l'Algérie au respect des engagements internationaux relatifs au financement de l'action climatique, au transfert de technologies et au renforcement des capacités, afin de promouvoir la justice climatique et d'assurer une transition sûre vers des économies plus durables et plus résilientes. Selon la ministre, la CDN 2026 traduit l'engagement du pays en faveur de l'action climatique à travers un document conciliant les besoins du développement national avec les objectifs d'atténuation et d'adaptation. Elle repose notamment sur la mise en œuvre d'un programme national de transition énergétique visant une capacité de production de 15.000 mégawatts d'énergies renouvelables à l'horizon 2035, ainsi que sur l'amélioration de l'efficacité énergétique, le soutien à une industrie à faible intensité carbone, la promotion de l'économie circulaire et le développement de l'hydrogène vert. L'Algérie accorde également, à travers cette feuille de route, une importance particulière à l'adaptation aux effets des changements climatiques, notamment par la lutte contre le

stress hydrique grâce à l'extension des projets de barrages, au dessalement de l'eau de mer et à la réutilisation des eaux usées traitées. La stratégie prévoit également le développement de pratiques agricoles résilientes à la sécheresse, le renforcement de la protection des infrastructures, de la gouvernance climatique et de la recherche scientifique, ainsi que l'élargissement de la contribution du secteur économique, des jeunes et de la société civile à la réalisation des objectifs climatiques. Mme Krikou a souligné que le dépôt de cette contribution revêt une importance particulière puisqu'il intervient à l'approche de la 31e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP31), prévue en novembre prochain à Antalya (Turquie), où l'Algérie présentera sa vision, ses engagements et ses propositions dans le cadre des négociations et consultations consacrées à l'action climatique. Pour sa part, Mme Ben Ismail a affirmé que la Contribution déterminée au niveau national reflète la volonté politique de l'Etat de renforcer l'action climatique à travers l'adoption d'un modèle de développement durable à faible empreinte carbone. Elle a mis en avant l'importance de ce document, qui accorde une priorité à l'adaptation aux changements climatiques, en particulier dans les domaines de la sécurité hydrique, de l'agriculture et de la protection des écosystèmes. De son côté, la Coordinatrice résidente des Nations unies en Algérie, Savina Claudia Ammassari, a estimé que la contribution de l'Algérie constitue une étape importante dans le renforcement de son ambition climatique et reflète les efforts consentis dans ce domaine.

RAPPORT DU PAM SUR EL NIÑO

La menace de la faim

Le phénomène climatique El Niño pourrait aggraver l'insécurité alimentaire dans 45 pays déjà fragilisés, selon une analyse publiée mercredi par le Programme alimentaire mondial (PAM). D'ici à la fin de 2027, près de 49 millions de personnes supplémentaires risquent de basculer dans une situation de faim aiguë. Face à cette menace, l'agence onusienne renforce dès à présent ses mesures de préparation et d'intervention. Les projections du PAM s'appuient sur les enseignements du précédent épisode El Niño de 2015-2016, qui avait touché entre 60 et 100 millions de personnes. Dans les 45 pays étudiés, le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë pourrait ainsi passer de 225 à 274 millions d'ici à la fin de 2027, soit une hausse d'environ 22 %. « El Niño représente une menace considérable pour la sécurité alimentaire de millions de personnes qui sont déjà vulnérables », a déclaré Carl Skau, Directeur exécutif par intérim du PAM. « Plus tôt nous aiderons les familles à se préparer à ces chocs climatiques, plus nous serons en mesure de sauver des vies et de protéger les moyens de subsistance ». L'Amérique centrale et l'Afrique australe figurent parmi les régions les plus exposées. L'Afrique de l'Est ainsi que certaines parties de l'Asie devraient également subir des récoltes compromises par la succession de sécheresses, d'inondations et d'épisodes de chaleur extrême. Dans les Caraïbes et en Amérique du Sud, le PAM prévoit l'une des plus fortes dégradations de la sécurité alimentaire, avec plus de 16 millions de personnes supplémentaires touchées. L'Amérique centrale devrait enregistrer la hausse relative la plus importante parmi toutes les régions étudiées (+83,1 %). En Afrique de l'Est et en Afrique australe, plus de 18 millions de personnes pourraient voir leur situation alimentaire se dégrader, soit une augmentation de 26 %. Les pays d'Afrique australe sont particulièrement vulnérables, une grande partie des ménages dépendant d'une agriculture pluviale de subsistance. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, l'insécurité alimentaire aiguë pourrait progresser de 12 %, touchant près de six millions de personnes supplémentaires. En Asie et dans le Pacifique, environ 8,2 millions de personnes supplémentaires pourraient être confrontées à une insécurité alimentaire aiguë dans plusieurs pays déjà vulnérables. Face à ces projections, le PAM et ses partenaires renforcent dès à présent leurs mesures de préparation afin d'anticiper les inondations, les sécheresses et les tempêtes avant qu'elles ne frappent. En étroite collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et d'autres partenaires, l'agence a élaboré des plans d'action anticipée dans plus de 50 pays, aide les gouvernements à mieux se préparer et soutient les communautés dans leurs efforts de réduction des risques.

PROJECTIONS DE L'OMM

Des températures supérieures à la normale

Le phénomène climatique El Niño qui revient tous les deux à sept ans, sévit sur une planète dont les océans n'ont jamais été aussi chauds. Alors que de nouvelles projections météorologiques font craindre le pire, le chef de l'ONU avertit que le monde est désormais entré « en terrain inconnu ». Prenant appui sur les dernières projections de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), publiées vendredi, António Guterres a tiré la sonnette d'alarme. L'épisode d'El Niño en cours devrait encore se renforcer entre août et octobre, augmentant la probabilité de températures supérieures à la normale sur la quasi-totalité des terres émergées et bouleversant les régimes de précipitations à travers le monde. « Le constat est sans appel », a lancé le Secrétaire général depuis le siège des Nations Unies, à New York. « La crise climatique s'emballe ». El Niño, qui correspond à un réchauffement périodique des eaux du Pacifique équatorial, est un phénomène naturel bien connu des climatologues. Il revient tous les deux à sept ans et influence les températures ainsi que les précipitations à l'échelle planétaire. Ce qui rend l'épisode actuel particulièrement préoccupant n'est donc pas son existence, mais le contexte dans lequel il se développe : celui d'un climat déjà profondément réchauffé par les activités humaines. Selon les prévisions de l'OMM, les anomalies de température à la surface de la mer dans les principales zones du Pacifique sous surveillance devraient dépasser 2,9 °C au cours des prochains mois. Dans le même temps, l'agence onusienne s'inquiète de la formation attendue d'un dipôle positif de l'océan Indien, soit une autre oscillation climatique qui pourrait renforcer encore davantage les sécheresses et les pluies extrêmes dans plusieurs régions du globe.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La Contribution déterminée au niveau national (CDN) constitue le document national de référence définissant les orientations et les objectifs de l'Algérie en matière d'action climatique, notamment en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation aux effets des changements climatiques.

INFO

MÉTÉO

Les extrêmes deviennent la norme

Les nouvelles projections météorologiques dessinent une carte du monde profondément remaniée. La mousson indienne, dont dépend directement la sécurité alimentaire de plus d'un milliard de personnes, affiche déjà un déficit important et les prévisions annoncent une aggravation de la situation. Des conditions plus sèches sont également attendues sur le sous-continent indien, dans le nord de l'Europe, en Australie méridionale et orientale, dans une partie de l'Amérique centrale, des Caraïbes et du nord-ouest de l'Amérique du Sud. À l'inverse, les précipitations devraient être plus abondantes dans la Corne de l'Afrique, le sud de l'Europe, certaines régions d'Asie centrale, le sud-est de l'Amérique du Sud ainsi que dans une partie de l'ouest de l'Amérique du Nord. Pour António Guterres, ces prévisions confirment une accélération de la crise climatique. « El Niño n'est plus simplement à notre porte : il est entré dans la maison et fait monter la température », a-t-il dit, rappelant que la planète venait déjà de connaître un été marqué par des « dômes de chaleur records », des « incendies apocalyptiques » en Espagne, en France et ailleurs, ainsi que des températures océaniques inédites. Selon lui, tout cela « n'était qu'un échauffement ». Derrière les cartes et les modèles climatiques, le Secrétaire général décrit une crise aux conséquences très concrètes. Les vagues de chaleur mettent sous tension les hôpitaux, fragilisent les réseaux électriques, déforment les routes, perturbent les chaînes d'approvisionnement et renchérissent le prix des denrées alimentaires. Les premiers touchés sont les enfants, les personnes âgées, les travailleurs en extérieur et les populations vivant dans des quartiers précaires. « La chaleur extrême est souvent qualifiée de tueur silencieux », avertit le haut responsable. « Mais même cette expression sous-estime peut-être la crise, car les décès liés à la chaleur sont massivement sous-estimés dans le monde ».

Repéré pour vous

La Coordinatrice résidente des Nations unies en Algérie, Savina Claudia Ammassari, a réaffirmé l'engagement du système des Nations unies à continuer d'accompagner l'Algérie dans la transition de ses engagements climatiques en politiques publiques et en investissements.

SUCCESION DE VLADIMIR PETKOVIC

Félix Sánchez favori, Benítez freiné par le volet financier

La Fédération algérienne de football (FAF) poursuit activement le processus de désignation du futur sélectionneur national appelé à succéder à Vladimir Petkovic. Réuni jeudi au Centre technique national de Sidi Moussa, le collège technique de la FAF a franchi une nouvelle étape en étudiant les différents dossiers déposés avant d'établir une première liste restreinte des candidats jugés les plus aptes à prendre les commandes des Verts.

À l'issue des travaux, trois techniciens ont été retenus pour être proposés aux instances dirigeantes de la Fédération : les Espagnols Félix Sánchez et Rafael Benítez, ainsi que le Belge Tom Saintfiet. Les membres de la commission ont évalué chaque candidature selon plusieurs critères, notamment l'expérience au plus haut niveau, la capacité à gérer un groupe ambitieux, les résultats obtenus avec les précédentes équipes dirigées, ainsi que l'aptitude à évoluer dans le contexte du football africain.

Cette sélection ne constitue toutefois pas une décision définitive. Les trois profils feront encore l'objet d'une analyse approfondie avant que la FAF ne tranche. Les responsables souhaitent rapidement finaliser ce dossier afin de permettre au futur sélectionneur de préparer les prochaines échéances internationales dans les meilleures conditions.

FÉLIX SÁNCHEZ, UN PROFIL QUI COCHE DE NOM- BREUSES CASES

Parmi les candidats retenus, Félix Sánchez apparaît aujourd'hui comme celui qui répond le mieux aux attentes des décideurs de la Fédération. L'ancien sélectionneur du Qatar possède une solide expérience dans le football international et s'est construit une réputation d'entraîneur méthodique, capable de bâtir un projet sur le long terme.

Formé au sein de la célèbre académie du FC Barcelone entre 1996 et 2006, il rejoint ensuite l'Académie Aspire au Qatar, où il participe au développement de nombreux jeunes joueurs. Son travail est récompensé lorsqu'il prend les commandes des différentes sélections qataries avant d'être nommé à la tête de l'équipe nationale A.

Son principal fait d'armes reste le sacre historique obtenu lors de la Coupe d'Asie 2019, premier titre continental remporté par le Qatar. Il dirige également la sélection qatarie durant la Coupe du monde 2022 organisée à domicile, avant de poursuivre sa carrière avec la sélection de l'Équateur entre 2023 et 2024, puis de rejoindre Al Sadd.

Les dirigeants de la FAF apprécient particulièrement sa

capacité à instaurer une identité de jeu claire, à développer les jeunes talents et à gérer un groupe en pleine transition, un aspect qui correspond au contexte actuel de la sélection algérienne.

La question de la langue, évoquée ces derniers jours, ne semble pas constituer un véritable obstacle. Si Félix Sánchez ne parle pas couramment le français, il maîtrise l'anglais, comprend bien le français sans le pratiquer régulièrement et s'exprime naturellement en espagnol. Cette compréhension de la langue française devrait faciliter son intégration au sein du staff et ses échanges avec les internationaux, d'autant que le recours à des interprètes est fréquent dans les sélections nationales.

BENÍTEZ CONFRONTÉ À L'OBSTACLE FINANCIER, SAINTFIET RESTE UNE ALTERNATIVE CRÉDIBLE

L'autre grand nom figurant sur la short-list est celui de Rafael Benítez. L'ancien entraîneur de Liverpool, Valence, Chelsea, Naples ou encore du Real Madrid possède un palmarès impressionnant et une expérience reconnue au plus haut niveau européen. Sa capacité à gérer des effectifs composés de joueurs de haut niveau constitue un argument important en sa faveur.

Cependant, un obstacle majeur pourrait compromettre son arrivée à la tête des Verts. Selon plusieurs informations,



Le coach espagnol Félix Sánchez, est le favori pour succéder à Petkovic à la tête des Verts

les exigences salariales du technicien espagnol seraient largement supérieures au budget que la FAF envisage de consacrer au futur sélectionneur. Cette contrainte financière rend les discussions particulièrement délicates et réduit considérablement ses chances d'être choisi, malgré son immense expérience.

Le Belge Tom Saintfiet demeure quant à lui un candidat sérieux. Véritable spécialiste du football africain, il possède une connaissance approfondie du continent après avoir dirigé plusieurs sélections nationales. Son passage à la tête de la Gambie, notamment lors de la Coupe d'Afrique des nations, lui a permis d'acquiescer une solide réputation grâce aux résultats obtenus avec une équipe aux moyens limités.

Malgré ces qualités, plu-

sieurs éléments laissent penser que Félix Sánchez disposerait actuellement d'une légère avance dans la course. La volonté de la Fédération de s'appuyer sur un entraîneur issu de l'école espagnole, réputée pour son exigence tactique, sa maîtrise du ballon et son approche collective du jeu, semble peser dans la réflexion des dirigeants.

Aucune décision officielle n'a encore été annoncée, mais les prochains jours s'annoncent décisifs. Entre considérations sportives, contraintes budgétaires et projet de développement à long terme, la FAF souhaite choisir le technicien capable de conduire l'Algérie vers ses prochains objectifs continentaux et internationaux et d'ouvrir un nouveau cycle ambitieux pour les Fennecs.

Hakim S.

MERCATO

L'AS Monaco s'invite dans la course pour Farès Ghedjemis

Le prometteur international algérien Farès Ghedjemis, véritable révélation sous les couleurs de Frosinone la saison dernière, suscite de vives convoitises sur le marché des transferts. Après l'intérêt déclaré du Celtic Glasgow, c'est désormais l'AS Monaco qui se positionne sérieusement pour s'attacher les services de l'ailier droit de 23 ans.

Fort de ses excellentes prestations sur les pelouses italiennes lors de l'exercice précédent, le Fennec attire logiquement le regard des grandes écuries européennes. Selon les informations dévoilées par le journaliste de L'Équipe Nabil Djellit, la direction de l'AS Monaco a récemment pris des renseignements concrets sur la situation contractuelle du joueur. Cette démarche préliminaire du club de la Principauté pourrait très rapidement se transformer en une offre officielle, témoignant de la nouvelle dimension prise par le natif de France dont la valeur marchande est désormais estimée aux alentours de 10 millions d'euros.

Cependant, le club monégasque devra se heurter à une concurrence particulièrement tenace sur ce dossier. En plus de l'AS Monaco, le club écossais du Celtic Glasgow fait le forcing depuis plusieurs jours pour s'offrir le jeune talent algérien. De son côté, Frosinone se frotte les mains : pleinement conscient du fort potentiel de son joueur, le club italien compte bien faire monter les enchères et ne cédera sa pépite qu'à la condition de recevoir une proposition financière irréfutable. La bataille ne fait que commencer pour arracher la signature de l'un des joueurs algériens les plus prisés de ce mercato.

R. S.

IL RETROUVE LES TERRAINS AVEC GYŐRI

Benbouali entretient le suspense sur son avenir

Après plusieurs semaines d'absence en raison d'une blessure contractée lors de la dernière Coupe du monde, l'international algérien Nadir Benbouali a enfin repris le chemin des entraînements avec son club hongrois de Győri ETO. Un retour qui intervient à un moment important de la saison, alors que son équipe s'apprête à disputer un rendez-vous européen décisif.



évoluer sans l'un de ses principaux atouts offensifs. Son retour devait intervenir hier à l'occasion du match face au FK Riga, comptant pour les tours qualificatifs de l'UEFA Conference League. Une rencontre qui devait marquer le début d'une nouvelle étape pour l'ancien buteur de l'AC Paradou, désireux de retrouver rapidement son meilleur niveau après une préparation perturbée par son indisponibilité.

Au-delà de son retour à la compétition, l'avenir de Benbouali reste également au cœur des discussions durant ce mercato estival. Auteur d'une saison particulièrement réussie sous les couleurs de Győri ETO, l'international algérien avait suscité l'intérêt de plusieurs clubs au cours des derniers mois, alimentant les rumeurs d'un possible départ.

MALGRÉ ces spéculations, l'attaquant est toujours lié au club hongrois, avec lequel il est sous contrat jusqu'à l'été 2029. Pour autant, le joueur de Chlef n'a pas souhaité confirmer qu'il poursuivrait l'aventure avec son équipe actuelle.

Interrogé par le média Maghreb Foot au sujet de son avenir, Benbouali a préféré rester prudent, laissant entendre qu'aucune décision définitive n'avait encore été

prise. « Pour le moment, les choses ne sont pas encore claires. Je ne sais pas si je vais quitter Győr ou poursuivre l'aventure avec le club. Honnêtement, rien n'est encore décidé », a déclaré l'international algérien.

Cette incertitude contraste avec la dynamique positive qu'il a connue ces derniers mois. Lors de l'exercice précédent, Benbouali s'était imposé comme l'un des hommes forts de Győri ETO en inscrivant 19 buts toutes compétitions confondues, contribuant largement aux excellents résultats de son équipe.

Ses performances en club lui avaient également permis de gagner une place en sélection nationale et de participer à la dernière Coupe du monde. Il s'était notamment illustré en trouvant le chemin des filets face à la Jordanie, confirmant sa progression sur la scène internationale.

Désormais, pleinement rétabli, Nadir Benbouali espère retrouver rapidement son efficacité devant le but. Reste à savoir si ce retour marquera le début d'une nouvelle saison sous les couleurs de Győri ETO ou s'il constituera la dernière étape avant un nouveau défi dans un autre championnat européen.

CAN 2026 (FÉMININE)

L'Algérie défie la Côte d'Ivoire pour une place au Mondial 2027

L'équipe nationale féminine d'Algérie affronte la Côte d'Ivoire ce samedi (18h00) dans un quart de finale décisif de la Coupe d'Afrique des Nations 2026. L'enjeu est colossal pour les joueuses de Farid Benstiti : une victoire leur offrirait une qualification inédite pour le dernier carré continental et, surtout, un billet historique pour la Coupe du monde 2027 au Brésil. Face à des Ivoiriennes invaincues, le combat s'annonce acharné.

UN RENDEZ-VOUS AVEC L'HISTOIRE POUR LES VERTES

Après avoir marqué les esprits lors de l'édition 2025 en atteignant les quarts de finale pour la toute première fois, la sélection algérienne ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Ce samedi, face aux Ivoiriennes, le groupe a l'opportunité de franchir un cap exceptionnel. Une qualification pour les demi-finales constituerait un exploit retentissant pour le football féminin national, d'autant plus qu'elle est directement synonyme de qualification pour la prochaine Coupe du monde féminine. Après avoir terminé à la deuxième place du groupe A, les joueuses dirigées par le sélectionneur national Farid Benstiti abordent ce choc avec de solides certitudes et la ferme intention de prolonger leur rêve.

L'OBSTACLE IVOIRIEN, UNE ÉQUIPE EN PLEINE RENAISSANCE

La tâche s'annonce toutefois ardue face à une redoutable équipe de Côte d'Ivoire. De retour sur la grande scène continentale après douze longues années d'absence, les Éléphants se sont rapidement imposés comme la véritable révélation de ce tournoi. Premières du groupe B avec sept points (deux victoires et un match nul), elles affichent une dynamique impressionnante. Consciente de la force de frappe de son équipe, la direction ivoirienne reste néanmoins extrêmement prudente. Le président de la Fédération ivoirienne de football, Yacine Idriss Diallo, a d'ailleurs tenu à mettre en garde ses joueuses contre tout excès d'optimisme, soulignant avec fermeté que ce quart de finale serait "le vrai match".

RESPECT MUTUEL ET DÉTERMINATION SANS FAILLE

Du côté des actrices de la rencontre, la concentration est maximale et l'objectif clairement assumé. Lana Smits Ouraghi, solide défenseure du Stade de Reims, a rappelé les efforts colossaux fournis par l'effectif algérien pour en arriver à ce stade de la compétition, affirmant la volonté du groupe de gérer l'événement match par match pour aller le plus loin possible. Cette détermination n'a pas échappé au sélectionneur français de la Côte d'Ivoire, Reynald Pedros. Se montrant particulièrement élogieux envers les Vertes, il a décrit l'Algérie comme une formation bien organisée et très disciplinée. Le technicien anticipe une opposition féroce et prévient ses troupes qu'à ce niveau de la compétition, il n'y a plus de petites équipes et qu'il faudra livrer une grande prestation pour espérer passer.

UN FILET DE SÉCURITÉ VERS LE BRÉSIL

Si la tension sera à son comble samedi, l'espoir d'une participation au Mondial brésilien ne s'éteindra pas totalement en cas de scénario défavorable pour l'Algérie. Le règlement de la compétition prévoit en effet que les sélections éliminées en quarts de finale participeront à une série de matchs de classement. Ces rencontres de repêchage seront cruciales, puisqu'elles permettront de désigner les deux représentants africains qui obtiendront le droit de disputer les barrages intercontinentaux. Le rêve mondialiste restera donc vivant, quelle que soit l'issue de cette confrontation tant attendue.

Hakim S.

BAPTISÉ « MOHAND CHERIF HANNACHI » :

La JS Kabylie inaugure son nouveau centre de regroupement et de formation

La JS Kabylie a franchi une nouvelle étape dans son développement en inaugurant, jeudi, son nouveau centre de regroupement et de formation situé dans la commune de Yakouren. Cet événement marque l'ouverture d'une nouvelle page dans l'histoire du club le plus titré d'Algérie, qui poursuit sa modernisation en se dotant d'une infrastructure dédiée à la préparation de son équipe première et à la formation de ses jeunes talents.

Le nouveau complexe porte le nom du défunt Mohand Cherif Hannachi, figure emblématique de la JSK et ancien président légendaire du club. À travers ce choix, les dirigeants ont souhaité rendre hommage à celui qui a marqué de son empreinte l'histoire des Canaris, en contribuant à bâtir l'un des plus beaux palmarès du football algérien et africain. Même si cette infrastructure n'a pas été construite

par le club, son acquisition sous forme de location et sa réhabilitation constituent un investissement important. Le projet a été mené grâce au soutien de Mobilis, actionnaire majoritaire de la JS Kabylie, qui a financé les travaux de rénovation afin d'offrir au club un cadre de travail répondant aux exigences du football professionnel. Ce nouveau centre permettra aux différentes catégories de la JSK de bénéficier de



meilleures conditions de préparation. Les joueurs de l'équipe première pourront y effectuer leurs stages de regroupement dans un environnement adapté, tandis que les jeunes du centre de formation disposeront d'installations favorisant leur progression sportive. L'ouverture de cette structure s'inscrit dans la stratégie de professionnalisation engagée par la direction du club depuis l'arrivée de Mobilis. L'objectif est de doter la JS Kabylie d'infrastructures modernes capables d'accompagner ses ambitions sportives, aussi bien sur le plan national que continental. Au-delà de son aspect pratique, ce centre symbolise également la volonté de bâtir un projet durable, reposant sur la formation et le développement des talents issus

de la région. La JSK, longtemps reconnue pour la qualité de son école de football, entend ainsi renouer avec cette tradition en offrant aux jeunes joueurs un environnement propice à leur épanouissement. Avec cette nouvelle infrastructure, les Canaris disposent désormais d'un outil supplémentaire pour préparer l'avenir. Si le centre reste une structure louée puis entièrement réhabilitée, il représente néanmoins une avancée significative dans l'organisation du club et témoigne de la volonté de ses dirigeants d'inscrire la JS Kabylie dans une dynamique de modernisation. Un pas important qui pourrait renforcer, à moyen et long terme, la compétitivité du club sur toutes les scènes où il est engagé.

AMICAL

L'ES Sétif bat le club turc de Bulvarspor

L'ES Sétif, pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, s'est imposée face à la formation turque de Bulvarspor (Div.4) 2-1 (mi-temps : 0-0), en match amical, disputé jeudi en marge du stage qui se déroule en Turquie, en prévision de la saison 2026-2027. Les deux buts ont été inscrits en seconde période par la nouvelle recrue estivale, Zakaria Benchaâ, et le milieu offensif Abderrahmane Bouneggab. Lors du premier test amical, l'Entente et le club qatari d'Al-Muai-ther SC se sont neutralisés lundi sur un score vierge (0-0). Les Sétifiens disputeront un dernier match de préparation, dimanche prochain face aux Baheiniens d'Al-Muharraq. Avant de s'envoler vers la Turquie, les Sétifiens ont effectué un stage au Centre technique régional (CTR) de Tlemcen, consacré à l'aspect physique, ponctué par deux

test amicaux face au Wifak Sebduu (8-0) et au CRB Hammam Bougherara (3-0). L'Entente, dont la barre technique a été confiée à l'Egyptien Mohamed Yahia Mahmoud Sedki, dit "Capitaine Hama-da", est l'un des clubs les plus actifs sur le marché des transferts, avec l'arrivée de plusieurs joueurs entre autres, l'attaquant Zakaria Benchaâ, le milieu de terrain Dalil Hassen-Khodja (27 ans), l'ailier Mohamed Islam Belkhir (ex-CRB), ou encore le défenseur Anis Khemaïssa (ex-Al-Hilal libyen).

LE CS CONSTANTINE S'IMPOSE FACE À L'US MONASTIR

De son côté, le CS Constantine s'est imposé face aux Tunisiens de l'US Monastir (2-0), en match amical disputé jeudi à Hammam Bourguiba (Tunisie), dans le cadre des préparatifs en vue de la sai-

son 2026-2027 de la Ligue 1 Mobilis de football. Les deux buts ont été inscrits en première période grâce à Lahmeri (7') et le Togolais Evra (27'). Il s'agit du second match ayant opposé les deux équipes, après celui disputé mardi au même lieu, soldé par un score nul (1-1). Lors de leur premier match de préparation, les Constantinois se sont imposés largement face aux Tunisiens de l'AS Nefza (9-0). Sous la conduite du nouvel entraîneur tunisien Mondher Kebaier, ce rassemblement en Tunisie est consacré à la préparation physique et technique de l'équipe, avec au programme des séances d'entraînement intensives ainsi que des matchs amicaux destinés à améliorer la condition des joueurs et à renforcer la cohésion du groupe avant le début de la compétition officielle, fixé au 27 août.

LIGUE 2 AMATEUR

Le NA Hussein-Dey lance les grandes manœuvres pour retrouver l'élite

Après un exercice 2025-2026 bouclé loin de ses ambitions, le NA Hussein-Dey affiche clairement ses intentions pour la nouvelle saison. Entre un recrutement massif, une restructuration de sa direction et un nouveau staff technique, le Nasria se donne les moyens d'atteindre son objectif absolu : l'accession en Ligue 1 Mobilis.

Le club historique algérois, pensionnaire de la Ligue 2 amateur (groupe Centre-Ouest), a décidé de frapper un grand coup sur le marché des transferts en vue de la saison 2026-2027. L'objectif est limpide pour le Nasria : effacer la déception de la saison écoulée, terminée à la sixième place avec 43 points, et renouer avec la première division nationale dès la fin du prochain exercice.

Pour concrétiser cette ambition, le NAHD a entamé une vaste opération de recrutement. Ce mercredi, le club a officialisé les arrivées de l'ailier droit Mohamed

Seddik Ben Bourenane, en provenance de l'USMAN, et du gardien de but Chahreddine Chaoucha, ancien de la JSEB. Ces signatures viennent couronner un mercato déjà très actif, pensé pour renforcer tous les compartiments de jeu. Auparavant, le club s'était en effet attaché les services de joueurs d'expérience tels que l'attaquant Mohamed Souibaâh (ex-ASO Chlef), le milieu offensif Abderrahmane Belaâlam (ex-RC Kouba), le défenseur Zakaria Bencherifa (ex-ES Ben Aknoun) et le meneur de jeu Tamer Kerkar, transfuge du MO Constantine.

Cette dynamique sportive s'inscrit dans un nouveau projet plus global porté par une restructuration profonde en coulisses. Le club entame un nouveau cycle administratif sous la houlette d'Athmane Sahbane, récemment élu à la présidence du Club sportif amateur (CSA). Ce dernier apporte avec lui l'expérience de la gestion du haut niveau, ayant occupé le poste de président du

Conseil d'administration de l'USM Alger lors de la saison 2024-2025.

Sur le banc de touche, la nouvelle direction a choisi de faire confiance à Abden-

nour Boussebia pour mener à bien cette mission.

Fort de ses passages remarqués au CA Batna et à l'ES Ben Aknoun, le nouvel entraîneur aura la responsa-

bilité de créer l'alchimie nécessaire au sein de ce nouvel effectif pour hisser le NA Hussein-Dey vers les premières places et lui rendre son lustre d'antan.

MONDIAUX D'ATHLÉTISME U20

Dissa et Touahria qualifiés pour la finale du 3.000 m steeple

Les Algériens Soheib Dissa et Zakaria Touahria se sont brillamment qualifiés pour la finale du 3.000 m steeple des Championnats du monde d'athlétisme des moins de 20 ans (U20), à l'issue des séries disputées jeudi au Hayward Field d'Eugene (Oregon), offrant à l'Algérie une double présence dans l'explication finale de l'épreuve. Engagé dans la première série, Soheib Dissa a assuré sa qualification en prenant la 3e place avec un chrono de 8 min 48 sec 60/100, améliorant au passage son record personnel. De son côté, Zakaria Touahria a terminé 6e de la deuxième série en 8 min 53 sec 60/100, un temps suffisant pour décrocher l'un des billets qualificatifs au temps et rejoindre, lui aussi, la finale mondiale. Cette double qualification constitue un excellent début pour le demi-fond algérien dans ces Mondiaux U20, confirmant les progrès de la relève nationale dans les épreuves de fond et de steeple. Les

deux représentants algériens tenteront désormais de jouer les premiers rôles lors de la finale du 3.000 m steeple, programmée le dimanche 9 août (22h05 heure algérienne), où ils auront l'occasion de défendre les couleurs nationales face aux meilleurs spécialistes mondiaux de la catégorie. Plus tard dans la journée, la délégation algérienne poursuit sa campagne à Eugene avec plusieurs engagements, notamment celui du sauteur en hauteur Younes Ayachi, leader mondial U20 de la saison, considéré comme l'une des principales chances de médaille de l'Algérie dans cette édition 2026. L'Algérie participe à ces Championnats du monde avec une délégation de 16 athlètes (13 garçons et trois filles), engagés dans différentes disciplines de piste et de concours, avec l'ambition de confirmer l'essor de l'athlétisme national chez les jeunes et de rivaliser avec l'élite mondiale de la catégorie.

1 013 MEMBRES DE SA FAMILLE FOOTBALLISTIQUE ONT TROUVÉ LA MORT

La Fédération palestinienne interpelle la FIFA

La Fédération palestinienne de football a adressé un message fort à la FIFA, appelant l'instance dirigeante du football mondial à agir face à la situation dramatique que traverse le sport palestinien. Dans un communiqué, elle affirme que le football en Palestine est confronté à une véritable menace existentielle en raison des lourdes conséquences de la guerre dans la bande de Gaza. Selon la Fédération, les pertes humaines et matérielles enregistrées depuis le début du génocide sioniste ont profondément affecté l'ensemble de la famille du football palestinien. Elle indique que plus de 1 013 membres de cette communauté – parmi lesquels des joueurs, entraîneurs, arbitres, dirigeants et autres acteurs du football – ont perdu la vie. Un bilan que l'organisation qualifie de tragique et qui, selon elle, compromet sérieusement l'avenir de la discipline dans les territoires palestiniens.

Au-delà des pertes humaines, la Fédération souligne que les infrastructures sportives ont également été lourdement touchées. Plusieurs stades, terrains d'entraînement et installations destinées à la pratique du football ont été détruits ou gravement endommagés, rendant extrêmement difficile la poursuite des compétitions locales et la formation des jeunes joueurs.

Face à cette situation, l'instance palestinienne estime que le football ne peut rester à l'écart des principes de justice et d'égalité qui fondent les règlements de la FIFA. Elle appelle ainsi l'organisation internationale à appliquer ses textes de manière équitable et transparente à l'ensemble de ses associations membres, sans distinction.

Dans son message, la Fédération insiste sur le fait que son appel ne vise pas une personne en particulier, mais concerne le respect des valeurs que la FIFA affirme défendre. Selon elle, la question ne dépend pas de l'identité du président de l'instance mondiale, mais de la capacité de cette dernière à faire respecter ses propres règles et à protéger les droits de toutes les fédérations affiliées. Pour les responsables du football palestinien, la défense des valeurs du sport passe également par la protection des joueurs, des clubs et des infrastructures, considérés comme des éléments essentiels au développement de la discipline. Ils estiment que la FIFA a la responsabilité de garantir un traitement impartial de toutes les situations touchant ses membres. À travers cette prise de position, la Fédération palestinienne entend attirer une nouvelle fois l'attention de la communauté sportive internationale sur les difficultés auxquelles elle est confrontée. Elle espère que son appel sera entendu et qu'il conduira à des mesures concrètes permettant de préserver l'avenir du football palestinien et les droits de ses acteurs.

H. S.

CRISE À LA FIFA

L'UEFA confirme avoir perdu confiance en Gianni Infantino, la CAF le soutient

La confédération européenne de football (UEFA) a annoncé jeudi que son boycott des compétitions de la FIFA, dont les Coupes du monde, était toujours en vigueur malgré l'abandon du plan de la FIFA de s'ouvrir à des investisseurs extérieurs.

Les "excuses" n'y ont rien fait : la confédération européenne de football (UEFA) a maintenu jeudi sa menace de boycott des compétitions de la FIFA alors que Gianni Infantino, le président contesté de l'instance mondiale, est plus que jamais tourné vers sa réélection prévue en mars 2027.

Embourbé dans une crise depuis l'échec de son plan d'ouverture de la FIFA à des investisseurs privés, l'Italo-Suisse a contre-attaqué en convoquant mercredi une réunion de crise à Rabat. La direction de la FIFA lui a réitéré son "plein soutien", tout en présentant des "excuses" pour la polémique créée par ce projet.

Président de la FIFA depuis 2016, et pour l'instant seul candidat déclaré, Infantino doit décrocher une majorité des 211 voix des membres de l'instance pour être réélu. Tour d'horizon des forces en présence.

L'UEFA MÈNE LA FRONDE

Le projet controversé est désormais officiellement abandonné mais l'UEFA, forte de 55 membres, ne lâche rien : "Les fédérations membres de l'UEFA ont été très claires sur les conditions liées à leur non participation aux compétitions de la FIFA", détaille l'instance européenne dans une déclaration transmise jeudi à l'AFP.

Outre le retrait du projet de la FIFA - exigence déjà obtenue -, l'UEFA demande "que des assurances soient données que de telles tentatives de défigurer le football de cette manière ne puissent jamais se reproduire".

"Ces conditions n'ont pas été



Ph: DR

remplies", juge l'UEFA, qui réaffirme "avoir perdu confiance dans la présidence de Gianni Infantino". Le patron de l'UEFA Aleksander Ceferin peut compter sur le soutien de l'Association européenne des clubs (EFC), dont le président est l'influent Nasser al-Khelaifi, également à la tête du PSG.

Si plusieurs fédérations européennes (Finlande, Serbie, Suède, pays de Galles, Danemark...) ont déjà publiquement annoncé ne pas soutenir Infantino pour l'élection de mars 2027, les positions des fédérations majeures se font attendre. Mais un important domino menace de tomber : la Fédération anglaise aurait retiré son soutien, a rapporté jeudi la presse britannique.

LA CONCACAF REMONTÉE

La Concacaf, qui regroupe 35 fédérations de football d'Amérique du Nord et des Caraïbes affiliées à la FIFA, a accompagné l'UEFA dans ses critiques contre le projet de privatisation.

Après avoir exprimé ses "vives inquiétudes quant à l'absence de procédure régulière entourant cette proposition", la Concacaf a réclamé une "remise à plat complète" de la gouvernance de la FIFA, qui a agi "en dehors de tout cadre et sans transparence, consultation, ni procédure régule-

lière". Le président canadien de la Concacaf, Victor Montagliani, est décrit par plusieurs médias internationaux comme un potentiel rival d'Infantino pour l'élection de mars.

L'AFRIQUE AU SOUTIEN

Avec ses 54 membres affiliés à la FIFA, plus gros total derrière l'UEFA, la Confédération africaine (CAF) est un allié de poids pour Gianni Infantino et lui a "réaffirmé à l'unanimité son soutien" dans un communiqué publié jeudi soir à l'issue d'un comité exécutif.

La CAF a "accueilli favorablement" les excuses du patron de la FIFA présentées mercredi, tout en rappelant toutefois que "le respect de la gouvernance, des procédures régulières et de la transparence (était) essentiel et non-négociable".

Le continent africain est un des principaux bénéficiaires des programmes de développement du football : en octobre 2025, Infantino relevait que la FIFA avait reversé environ 1,28 milliard de dollars à la CAF via des mécanismes de solidarité depuis son élection en 2016. Le président de la CAF, Patrice Motsepe, l'a d'ailleurs remercié "pour son appui constant au football africain au fil des années".

L'ASIE DIVISÉE

La Confédération asiatique (AFC), qui compte 46 membres affiliés à la FIFA, n'a pas clairement pris position contre Infantino mais a estimé que ce projet a "mis en évidence les faiblesses fondamentales des processus de consultation et de prise de décision de la FIFA", appelant à procéder "d'urgence à une révision de son cadre de gouvernance". Gianni Infantino a tout de même bénéficié en Asie des communiqués de soutien de plusieurs fédérations, parfois identiques mot pour mot, comme ceux du Qatar et de la Mongolie, louant le "mérite" de la proposition de la FIFA et la "sagesse" d'y renoncer. Au contraire, le président de la fédération jordanienne, le prince Ali ben Al Hussein, candidat malheureux à la présidence de la FIFA en 2016, a accusé Infantino de "chantage" dans un message au vitriol sur X. Quant à l'influente fédération saoudienne, elle n'a pas pris officiellement position pour l'instant, orpheline de son ex-président Yasser Al-Misehal, qui a démissionné en juillet à la suite d'un Mondial jugé raté.

LA CONMEBOL "PRÉOCCUPÉE"

La fédération sud-américaine (Conmebol), qui compte seulement 10 membres affiliés à la FIFA mais quelques fédérations emblématiques comme l'Argentine ou le Brésil, était jusqu'ici très prudente. La Conmebol, dont le président Alejandro Dominguez est généralement considéré comme un allié d'Infantino, a finalement exprimé jeudi sa "préoccupation face aux actions unilatérales répétées" de la FIFA. Le président de la fédération brésilienne Samir Xaud s'est lui déclaré mercredi "un peu contre" le projet abandonné. La Confédération océanienne de football (OFC) s'est elle montrée encore plus mesurée au moment de l'annonce du projet, invitant seulement ses onze membres affiliés à l'"étudier" et à "participer au processus de consultation" initié par la FIFA. Elle n'a pas réagi depuis l'annulation de ce projet.

TRABZONSPOR

Mohamed Salah s'engage pour deux saisons

L'attaquant vedette égyptien Mohamed Salah s'est engagé jeudi pour deux saisons avec le club turc de Trabzonspor, après neuf saisons et autant de trophées en Angleterre à Liverpool. Le joueur de 34 ans a signé "un contrat d'une durée de deux ans", a annoncé Trabzonspor, qui disputera fin août les barrages de la Ligue Europa. Deuxième joueur le mieux payé de la Premier League la saison passée, Salah percevra 17 millions d'euros par an hors prime de performance, un record pour le championnat de Turquie, a précisé son nouveau club dans un communiqué. L'ailier droit percevra en outre 20% sur les ventes des maillots et produits dérivés à son nom écoulés par le club turc, a détaillé ce dernier. Le capitaine de l'équipe d'Égypte, accueilli en héros par des milliers de supporters mercredi à Trabzon (nord-est), doit participer jeudi soir à une "cérémonie de signature" en présence de supporters dans le stade de Trabzonspor. "Partout où je vais, je gagne — ou j'essaie de gagner — quelque chose... J'espère que nous pourrions accomplir de belles choses en championnat et en coupe d'Europe aussi", a déclaré mercredi le nouveau numéro 10 de Trabzonspor qui, après l'Égypte, la Suisse, l'Italie et l'Angleterre, va découvrir un cinquième championnat. L'ex-roi d'Anfield a inscrit 257 buts en 442 matches sous le maillot de Liverpool, avec lequel il a remporté deux Premier League et une Ligue des champions. Sa dernière saison avec les Reds a toutefois été très éloignée de ses standards habituels, sans entamer sa popularité. Sacré champion de Turquie pour la dernière fois en 2022, Trabzonspor est le seul club d'Anatolie à tenir tête à Galatasaray, Fenerbahçe et Beşiktaş, les trois grandes équipes stambouliotes.

POUR 140 MILLIONS EUROS

Le Real Madrid s'offre la pépite ivoirienne Yan Diomandé

Un nouveau joyau à la Maison Blanche: le Real Madrid, lancé dans une spectaculaire reconstruction, a officialisé jeudi l'arrivée de l'ailier ivoirien Yan Diomandé, 19 ans, pour un montant estimé à 140 millions d'euros bonus compris, ce qui en ferait la recrue la plus chère de l'histoire du club. "Le Real Madrid et le RB Leipzig sont parvenus à un accord concernant le transfert du joueur Yan Diomandé, qui s'engage avec notre club pour les sept prochaines saisons, jusqu'au 30 juin 2033", écrit le Real dans un communiqué, sans donner le montant de la transaction. Selon la presse espagnole, l'accord aurait été conclu autour de 140 millions d'euros, bonus compris, ce qui ferait du jeune international ivoirien le joueur le plus cher de l'histoire du géant espagnol et du continent africain, loin devant l'international camerounais Bryan Mbeumo dont le transfert à Manchester United à l'été 2025 avait avoisiné les 81 millions d'euros. Yan Diomandé, arrivé à Leipzig à l'été 2025 en

provenance du club espagnol de Leganés, dans la banlieue de Madrid, a explosé la saison dernière avec 12 buts et 8 passes décisives en Bundesliga, dont il a été élu meilleur espoir. L'ailier de 19 ans, capable d'évoluer à droite ou à gauche, était l'un des joueurs les plus convoités sur le marché des transferts, après ses performances avec le RB Leipzig et la Côte d'Ivoire au Mondial en Amérique du Nord. Une source proche du dossier avait expliqué à l'AFP fin juin que le Paris SG négociait avec le RB Leipzig pour le transfert de Diomandé, mais selon plusieurs médias, le double vainqueur de la Ligue des champions (2025, 2026) a rompu les négociations en raison du montant demandé pour le transfert et de demandes salariales trop élevées. Le natif d'Abidjan est la sixième recrue du Real depuis le début du mercato après les arrivées du milieu portugais Bernardo Silva, du latéral espagnol Marc Cucurella, du défenseur français Ibrahima Konaté, du latéral néerlandais Denzel Dumfries et

de l'attaquant espagnol Carlos Espi. Il devrait s'installer comme titulaire sur le côté droit de l'attaque madrilène aux côtés des stars Kylian Mbappé et Vinicius Junior et sous les ordres du Portugais José Mourinho, de retour à Madrid treize ans après son premier passage sur le banc merengue.

AU NOM DE SA SOEUR

Diomandé, formé à l'Académie Inter Foot Sud Comoé, près d'Abidjan, a connu un parcours atypique avant d'être lancé dans le grand bain par Leganés, un club de la banlieue de Madrid, en 2025. La nouvelle star des "Eléphants", fan de Cristiano Ronaldo, dont il avait tracé le flochage au marqueur sur un maillot de Manchester United, n'était passé par aucune structure professionnelle jusque-là, en choisissant de s'expatrier aux États-Unis à l'âge de 15 ans. Talent précoce, repéré par de nombreux recruteurs européens, il avait ensuite multiplié les essais, notamment à Chelsea, Crystal Palace ou Bournemouth,

sans contrat au bout. Sa vie a été bouleversée quelques semaines après sa signature en Espagne, lorsqu'il a appris le décès de sa petite soeur de 15 ans, droguée à son insu, juste après son premier match en Liga... face au Real Madrid au stade Santiago Bernabéu. Le joueur s'est confié sur cette histoire tragique pendant le Mondial-2026, via le site The Players Tribune, confiant que ce drame lui avait pris "la seule" personne qui n'avait jamais cessé de croire en lui. "Aujourd'hui, je ne ressens rien. C'est comme si je n'étais même plus humain. Depuis que tu es morte, je suis juste vide", écrivait-il, en promettant qu'il allait "accomplir" ce que sa soeur avait prédit. "Avant même que j'aie des vraies chaussures de foot, tu disais à tout le monde: +Mon frère va devenir le plus fort du monde.+ Je prouverai que tu avais raison ou je mourrai en essayant", avait martelé le nouvel attaquant madrilène.



INFERTILITÉ

Les principales causes et les solutions pour devenir parents

L'infertilité touche aujourd'hui près d'une personne sur six en âge de procréer dans le monde. Longtemps perçue comme un problème essentiellement féminin, elle concerne en réalité autant les hommes que les femmes.

Les spécialistes rappellent qu'un bilan médical doit systématiquement être réalisé chez les deux partenaires, car dans près de 20 % des cas, des anomalies sont retrouvées chez chacun d'eux. Les causes de l'infertilité sont nombreuses et peuvent être d'origine hormonale, anatomique, génétique ou encore liées au mode de vie. Chez la femme, les troubles de l'ovulation, notamment liés au syndrome des ovaires polykystiques (SOPK), aux maladies de la thyroïde ou à une insuffisance ovarienne précoce, figurent parmi les causes les plus fréquentes. Les trompes obstruées, l'endométriose, les fibromes, les polypes ou certaines malformations de l'utérus peuvent également empêcher une grossesse. Chez l'homme, les difficultés sont principalement liées à une mauvaise qualité du sperme : faible nombre de spermatozoïdes, mobilité insuffisante, anomalies de leur structure ou absence totale. La varicocèle, qui perturbe le fonctionnement des testicules, ainsi



que certains déséquilibres hormonaux ou anomalies génétiques, constituent également des facteurs importants. Les examens médicaux permettent aujourd'hui d'identifier l'origine du problème dans environ 80% des cas. Toutefois, chez 15 à 20% des couples, aucune cause n'est retrouvée malgré des analyses normales. Les chercheurs évoquent alors des mécanismes encore mal connus, notamment des réactions immunitaires ou des incompatibilités génétiques.

L'ÂGE ET LE MODE DE VIE, DES FACTEURS DÉTERMINANTS

Au-delà des maladies, l'âge joue un rôle majeur dans la fertilité. Chez la femme, les chances de concevoir diminuent progressivement après 35 ans en raison de la baisse de la réserve ovarienne et de la qualité des ovocytes. Après

40 ans, la probabilité de grossesse est nettement plus faible et le risque de fausse couche augmente. Chez l'homme également, la fertilité décline avec l'âge. À partir de 40 à 45 ans, la qualité du sperme diminue progressivement et le risque d'anomalies génétiques augmente. Le mode de vie influence aussi fortement la santé reproductive. Le surpoids, le stress chronique, le tabagisme et la consommation excessive d'alcool perturbent l'équilibre hormonal et réduisent la qualité des spermatozoïdes comme des ovocytes. Certaines maladies chroniques, notamment le diabète ou les troubles de la thyroïde, peuvent également compromettre les chances de grossesse.

PRÉVENTION ET TRAITEMENTS

Les spécialistes insistent sur l'importance de la prévention :

maintenir un poids équilibré, arrêter de fumer, limiter l'alcool, traiter rapidement les infections et les troubles hormonaux, ainsi que réaliser un suivi gynécologique et urologique régulier. Lorsque l'origine de l'infertilité est identifiée, un traitement médical ou chirurgical est proposé selon les cas. Les traitements hormonaux permettent notamment de corriger les troubles de l'ovulation ou certains déséquilibres endocriniens, tandis que la chirurgie peut traiter une obstruction des trompes, retirer un fibrome ou corriger une varicocèle. Si ces traitements ne suffisent pas, les techniques de procréation médicalement assistée offrent aujourd'hui de réelles perspectives. La fécondation in vitro (FIV), l'insémination artificielle, l'ICSI ou encore le recours au don de gamètes permettent à de nombreux couples de concrétiser leur projet parental. Dans certains pays, la gestation pour autrui constitue également une solution pour des situations médicales particulières. Grâce aux progrès de la médecine reproductive, les spécialistes estiment que 70 à 80 % des couples souffrant d'infertilité peuvent désormais espérer devenir parents, soit grâce aux traitements médicaux et chirurgicaux, soit grâce aux différentes techniques de procréation médicalement assistée.

A.N

SANTÉ DES REINS

Les gestes simples qui font toute la différence

Souvent discrets, les reins jouent un rôle essentiel dans le bon fonctionnement de l'organisme. Filtration du sang, élimination des déchets, régulation de la pression artérielle ou encore équilibre des minéraux, ces organes méritent une attention particulière. Quelques habitudes simples permettent de préserver leur santé et de réduire le risque de maladies rénales.

Boire suffisamment d'eau : Une hydratation adaptée favorise le bon fonctionnement des reins en facilitant l'élimination des déchets. Les besoins varient selon l'âge, l'activité physique et les conditions climatiques, mais il est recommandé de boire régulièrement tout au long de la journée, sans attendre d'avoir soif.

Limitier la consommation de sel : Une alimentation trop riche en sel peut favoriser l'hypertension artérielle, l'un des principaux facteurs de risque des maladies rénales. Il est conseillé de privilégier les aliments frais et de

réduire la consommation de produits industriels souvent très salés.

Adopter une alimentation équilibrée : Les spécialistes recommandent de consommer davantage de fruits, de légumes, de céréales complètes et de limiter les aliments ultra-transformés, riches en sucres et en graisses saturées. Une alimentation équilibrée contribue également à prévenir le diabète, autre cause majeure d'insuffisance rénale. Pratiquer une activité physique régulière : Marcher, faire du vélo ou pratiquer une activité sportive plusieurs fois par semaine aide à maintenir un poids santé et à contrôler la tension artérielle et la glycémie, deux éléments essentiels pour préserver les reins. Éviter l'automédication : La prise répétée de certains médicaments, notamment des anti-inflammatoires sans avis médical, peut endommager les reins. Les spécialistes recommandent de toujours respecter les doses prescrites et de demander conseil à un professionnel de santé.

Contrôler sa tension et sa glycémie : L'hypertension artérielle et le diabète sont responsables d'une grande partie des maladies rénales chroniques. Un suivi médical régulier permet un diagnostic précoce et une meilleure prise en charge.

Ne pas négliger les signes d'alerte : Fatigue persistante, gonflement des jambes ou du visage, diminution de la quantité d'urine, présence de sang dans les urines ou douleurs lombaires inhabituelles doivent conduire à consulter un médecin. Les maladies rénales évoluent souvent silencieusement pendant plusieurs années avant l'apparition des premiers symptômes. Adopter un mode de vie sain, effectuer un suivi médical régulier et consulter dès les premiers signes inhabituels constituent les meilleurs moyens de préserver durablement la santé des reins.

A.N

ALLAITEMENT MATERNEL

L'ONU appelle à un élargissement de l'allaitement pour sauver des vies

À l'occasion de la semaine de l'allaitement maternel célébrée du 1 au 7 août de chaque année, il faut mettre en lumière que les taux d'allaitement maternel connaissent une progression à l'échelle mondiale, mais les disparités persistent et risquent de compromettre l'atteinte des objectifs internationaux, ont relevé l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). La proportion de nourrissons exclusivement allaités au cours de leurs six premiers mois est passée

d'environ 37 % en 2012 à plus de 47 % actuellement, tandis que la part des enfants toujours allaités jusqu'à l'âge de deux ans a atteint 50 %, contre 38 % au cours des cinq dernières années, selon les données des deux organisations. Malgré ces avancées, des millions de mères ne bénéficient toujours pas de l'accompagnement et du soutien nécessaires pour allaiter leur enfant dans de bonnes conditions, ont souligné l'OMS et l'UNICEF à cette occasion. « L'allaitement constitue l'un des gestes les plus simples et les plus efficaces

pour protéger la santé d'un enfant », ont rappelé la Directrice générale de l'UNICEF, Catherine Russell, et le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Selon les deux responsables, « le renforcement des politiques et des dispositifs de soutien à l'allaitement maternel pourrait contribuer à prévenir chaque année près de 400.000 décès d'enfants et quelque 140.000 décès maternels ». Placée sous le thème « L'allaitement pour un départ durable dans la vie : renforcer ce qui fonctionne », la campagne a appelé les gou-

vernements à consolider les systèmes de santé afin de garantir aux mères et aux nouveau-nés un accompagnement de qualité. L'OMS et l'UNICEF insistent ainsi sur l'importance de privilégier des solutions dont l'efficacité est avérée et de renforcer les services de santé, afin d'offrir à chaque enfant les meilleures conditions de départ dans la vie et de garantir à chaque mère un accès équitable aux soins et aux services de soutien nécessaires.

Lydia Zeggane

BON À SAVOIR

Comment favoriser la lactation naturellement ?

Il peut arriver que la montée de lait prenne son temps avant de pointer le bout de son nez, si vous avez accouché il y a plusieurs jours et que votre montée de lait n'est toujours pas arrivée, vous pourrez mettre en place ces quelques conseils pour lancer votre production de lait.

Allaiter bébé dès sa naissance : La meilleure manière de stimuler la production de lait est de mettre bébé au sein rapidement après sa naissance. Ne tardez pas trop avant de lui offrir son premier repas afin que votre corps puisse enclencher le processus de lactation dès le départ. En effet, lors d'un accouchement naturel, il est recommandé de mettre bébé au sein dans les quelques minutes qui suivent sa naissance. Faire téter bébé permet de favoriser une expulsion placentaire naturelle et facile.

Rester bien hydraté : Pour que votre lait de transition soit produit rapidement, il est essentiel que votre organisme soit bien hydraté. Les premiers jours de bébé peuvent être éprouvants pour la jeune maman qui peut parfois oublier de boire suffisamment. Gardez toujours une bouteille d'eau à proximité et hydratez-vous à chaque fois que bébé prend une tétée.

Bien se reposer : Plus facile à dire qu'à faire. Certes, la première semaine post-partum n'est pas toujours de tout repos. Bébé s'acclimate à sa nouvelle vie et nous demande beaucoup d'attention, jour et nuit. Toutefois, il est essentiel de vous reposer autant que possible afin de soutenir votre production de lait. N'hésitez pas à demander de l'aide à votre partenaire ou un membre de votre famille. Même 15 ou 20 minutes de repos peuvent faire toute la différence.

Une bonne alimentation : La maman ne devra pas manger le double de ce qu'elle a l'habitude de manger. Elle doit simplement manger suffisamment afin d'éviter toute carence et de garantir un bon apport calorique à bébé. Les huiles riches en Oméga 3 essentielles doivent être incluses dans l'alimentation de la maman. Elles favorisent le bon fonctionnement du cerveau de bébé. Les bébés souffrent souvent d'une carence en vitamine D essentielle pour absorber le calcium et favoriser sa croissance osseuse. Ainsi, si vous vivez dans un lieu peu exposé au soleil, il est recommandé de prendre des compléments. Chaque repas doit comporter une source de protéines. Il est également recommandé de continuer de manger cinq fruits et des légumes par jour et d'incorporer des céréales complètes dans les plats. La prise de médicaments est également fortement déconseillée. Ils sont en effet très vite absorbés par le lait maternel. S'ils sont nécessaires, demandez conseil à votre médecin ou à votre pédiatre. D'autres aliments sont déconseillés : les fast-food, les aliments transformés et industriels, les plats préparés, les graisses transformées et saturées ainsi que les sucres et produits raffinés. L'allaitement ne doit pas être une prise de tête. Hormis ces aliments, la maman peut manger de tout.

L.ZEGGANE

ÉTATS-UNIS ET UKRAÏNE

«Washington aurait rétabli un haut niveau de partage de renseignements avec Kiev» selon Politico

Washington aurait relancé une coopération étroite avec Kiev dans le domaine du renseignement, sur fond de frappes ukrainiennes visant le territoire russe.

La Maison Blanche affirme 'rechercher une issue négociée', mais les informations rapportées par Politico alimentent les critiques sur «l'implication directe des États-Unis dans le conflit armé entre Kiev et Moscou».



Ph. DR

Le partage de renseignements entre les États-Unis et l'Ukraine aurait atteint un niveau élevé, rapporte Politico dans un article. Plusieurs membres du Sénat américain estiment que la coopération entre Washington et Kiev a retrouvé une intensité comparable à celle du passé. Mark Warner, sénateur démocrate et membre de la commission du renseignement du Sénat, a déclaré avoir constaté une amélioration des échanges entre les deux pays. Partisan de longue date d'un soutien accru à l'Ukraine, il n'a toutefois pas souhaité fournir davantage de détails. « Je ne veux pas entrer dans les détails, mais la situation s'est améliorée », a-t-il affirmé. Les sénateurs républicains John Cornyn et Roger Wicker, ainsi que le démocrate Tim Kaine, ont dressé un constat similaire.

Tous évoquent une intensification de la coopération, sans préciser la nature des renseignements transmis ni leur volume exact.

DES RENSEIGNEMENTS UTILISÉS POUR DES FRAPPES CONTRE LA RUSSIE

Cette reprise intervient alors que les forces ukrainiennes poursuivent leurs frappes de longue portée contre le territoire russe. Selon Politico, Donald Trump aurait autorisé, en octobre 2025, la transmission de renseignements utilisés dans la préparation d'attaques contre des infrastructures énergétiques russes. George Barros, responsable au sein de l'Institute for the Study of War, un centre de réflexion américain favorable à un soutien renforcé à Kiev,

affirme que les informations transmises par Washington auraient aidé l'armée ukrainienne à préparer ces frappes et les auraient rendues, selon lui, « beaucoup plus efficaces ». La Maison Blanche n'a toutefois pas confirmé l'étendue actuelle de cette coopération. Interrogé par le média américain, un porte-parole a assuré que Donald Trump souhaitait mettre fin au conflit et parvenir à un accord entre Moscou et Kiev. L'administration américaine affirme ainsi vouloir « continuer à jouer un rôle constructif » dans la recherche d'un règlement. Cette déclaration survient pourtant au moment où Politico fait état d'un renforcement des échanges de renseignements américains utilisés dans des opérations dirigées contre le territoire et les infrastructures

russes.

MOSCOU DÉNONCE « UNE IMPLICATION DIRECTE » DE WASHINGTON

Ces informations font écho aux avertissements répétés de Moscou sur le rôle des renseignements occidentaux dans les attaques ukrainiennes. Dès le mois de mars, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, avait déclaré que la Russie « alertait régulièrement Washington sur les conséquences de cette coopération ». Elle avait qualifié d'« inacceptable » la transmission de données permettant à l'armée ukrainienne de viser des objectifs situés sur le territoire russe. Pour Moscou, ces échanges ne constituent pas une simple assistance technique, mais s'inscrivent dans une implication militaire occidentale plus large aux côtés de Kiev. Le Kremlin affirme connaître depuis longtemps l'existence de cette coopération et souligne que l'utilisation de renseignements étrangers contre des cibles russes engage directement la responsabilité des pays qui les fournissent. Les autorités russes préviennent que la Russie continue de répondre aux attaques visant son territoire. Elles réaffirment parallèlement que Moscou reste ouvert à un règlement négocié, tout en estimant que le soutien militaire, politique et informationnel occidental encourage Kiev à poursuivre les hostilités.

R.I.

ALORS QU'IL MÈNE SA GUERRE CONTRE L'IRAN

L'administration Trump confrontée à une pénurie de munitions et à un faible soutien public à la guerre

Le président américain Donald Trump a déclaré jeudi que même si les stocks de munitions américains restent globalement suffisants, l'approvisionnement de certains types de munitions est soumis à une pression accrue.

S'adressant aux journalistes dans le Bureau ovale de la Maison Blanche, Trump a déclaré que les États-Unis disposaient d'un stock « pratiquement illimité » de certains types de munitions, tandis que les stocks d'autres types étaient « un peu plus restreints », sans donner plus de précisions. Les remarques de Trump interviennent deux jours après que des médias ont rapporté que l'armée américaine avait épuisé près de 80 % des intercepteurs d'un système de défense antimissile clé dans le cadre de la guerre en cours contre l'Iran, tandis que des commandants militaires avertissaient que les stocks de munitions de l'armée étaient « dangereusement bas ». The Atlantic a fait état de cette grave pénurie, citant des responsables actuels et anciens de la défense américaine qui ont averti que les stocks restants d'armes à longue portée et d'intercepteurs sophistiqués, tels que les missiles Patriot et THAAD (Terminal High Altitude Area Defense), sont tombés à seulement 20 % des niveaux souhaités. Cinq mois après le début de la guerre contre l'Iran, l'opinion publique américaine se montre de plus en plus inquiète face à ce conflit outre-mer prolongé. D'après un nouveau sondage conjoint de Reuters et

Ipsos, les Américains qui pensent que le Moyen-Orient va sombrer dans le chaos sont trois fois plus nombreux que ceux qui pensent que la guerre apportera plus de stabilité. Un autre sondage publié mercredi par la faculté de droit de l'université Marquette a révélé que le coût de la vie et l'inflation figuraient en tête des priorités du public, suivis par l'économie en général, tandis que le conflit avec l'Iran arrivait en troisième position parmi les questions que les personnes interrogées considéraient comme les plus importantes. Depuis janvier, les préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie ont constamment dominé l'attention du public, 56 % des Américains considérant

ce problème comme leur principal ou secondaire défi. L'inquiétude du public est alimentée par la dégradation de la situation économique. Les données du département du Travail américain montrent que l'indice des prix à la consommation a bondi à 3,3 % en mars suite au déclenchement de la guerre avec l'Iran. Il a atteint 4,2 % en mai, son plus haut niveau depuis plus de trois ans, avant de se stabiliser à 3,5 % en juin, restant toutefois bien au-dessus de l'objectif de 2 % fixé par la Réserve fédérale. Parallèlement, les tensions autour du détroit d'Ormuz continuent de faire peser des risques sur la sécurité énergétique.

R.I.

ALLEMAGNE

La mortalité due à la chaleur estivale atteint 11 900 décès

Le nombre de décès liés à la chaleur en Allemagne a atteint environ 11 900 au cours des sept premiers mois de 2026, dépassant déjà les totaux annuels enregistrés depuis 2016, selon un rapport publié jeudi par l'Institut Robert Koch (RKI), l'institut de santé publique allemand. Cette flambée a été largement provoquée par une vague de chaleur extrême fin juin, qui a causé environ 9 600 décès.

D'après les données de l'Institut Robert Koch (RKI), les personnes âgées ont été touchées de manière disproportionnée par les fortes chaleurs. Plus de 6 000 décès liés à la chaleur ont été recensés chez les personnes de 85 ans et plus, tandis qu'environ 2 900 décès ont été enregistrés chez les personnes âgées de 75 à 84 ans. Lors de la vague de chaleur de juin, les températures ont dépassé les 40 degrés Celsius dans de nombreuses régions du pays.

R.I.

ZAKHAROVA SUR L'APPEL DE MACRON À DURCIR LA PRESSION SUR LA RUSSIE

« IL encourage des actes terroristes contre des civils et engage la responsabilité des dirigeants français »

Pour la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, l'appel d'Emmanuel Macron à durcir la pression sur la Russie équivaut à encourager des actes terroristes contre des civils et engage directement la responsabilité des dirigeants français dans le soutien apporté à l'Ukraine. « Tout en appelant à intensifier la pression sur la Russie, Macron ordonne sans détour de commettre des attentats contre la population civile. La France doit savoir que ses dirigeants participent personnellement à des actes terroristes contre des femmes et des enfants », a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, réagissant aux déclarations du président français, Emmanuel Macron, concernant la poursuite du soutien européen à Kiev. Selon elle, les propositions du dirigeant français dépassent le cadre d'une simple position politique et constituent un encouragement à des attaques contre des civils.

MACRON : « AUX CÔTÉS DE L'UKRAÏNE, NOUS NE CÉDERONS NI À LA LASSITUDE NI À L'INTIMIDATION »

La déclaration de la diplomate russe faisait suite à un message publié par le chef d'État français sur X. Emmanuel Macron y affirmait que l'Union européenne et ses partenaires continuaient à accroître la pression sur la Russie, « notamment par de nouvelles sanctions », tout en renforçant leur « soutien militaire au régime de Kiev. « Aux côtés de l'Ukraine, nous ne céderons ni à la lassitude ni à l'intimidation », a-t-il également annoncé. Lundi dernier, le village d'Arkhipo-Ossipovka, situé dans le sud de la Russie, a été la cible de l'une des attaques de drones les plus meurtrières jamais enregistrées dans la région de Krasnodar. D'après le dernier bilan communiqué par les autorités russes, sept personnes, dont trois enfants, ont été tuées et 58 autres ont été blessées. Mardi l'ambassadeur russe itinérant pour les crimes du régime de Kiev, Rodion Mirochnik, a fait état « de 391 civils russes touchés par des frappes ukrainiennes au cours de la semaine précédente, dans plusieurs régions du pays ». Selon lui, ce bilan se répartissait entre 342 blessés, dont 16 mineurs, et 49 morts, parmi lesquels quatre enfants. Les zones les plus durement frappées sont la région de Belgorod, les républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, ainsi que les régions de Zaporijjé et de Kherson. « Les drones seraient à l'origine d'environ 95 % de ces victimes, soit 372 personnes au total, » at-il précisé.

R.I.

ÉTATS-UNIS

Perte de 23 000 emplois non agricoles en juillet

Les créations d'emplois non agricoles aux États-Unis ont connu un recul important avec une diminution de 23 000 emplois non créés en juillet. Une donnée rendu public, hier, après correction des variations saisonnières, a annoncé, hier, le Bureau des statistiques du travail dans ce pays.

R.I.

SELON UN ARTICLE DU NEWYORK TIMES

« La CIA a créé une unité secrète pour diviser la direction politique cubaine »

Washington renforcerait sa campagne de pression contre Cuba grâce à une unité secrète dédiée au renseignement, aux cyberopérations et aux actions d'influence.

Cette structure viserait à fragiliser la direction politique de l'île et à favoriser des changements conformes aux exigences américaines, dans un contexte de tensions croissantes. La CIA aurait secrètement créé une cellule opérationnelle consacrée à Cuba dans le cadre du renforcement de la politique américaine contre l'île. Selon un article du New York Times publié le 5 août, cette structure doit permettre à l'agence de mobiliser plus rapidement des moyens financiers, humains et techniques supplémentaires. L'unité aurait déjà commencé à recruter des officiers chargés du recrutement et de la gestion d'agents, des analystes du renseignement, des spécialistes des cyberopérations et des experts des opérations clandestines d'influence. Ces moyens doivent notamment servir à recueillir davantage d'informations sur la direction cubaine et à développer des actions destinées à accentuer les divisions au sein de l'élite politique. Washington espérait ainsi modifier l'équilibre au sommet de l'État cubain et favoriser l'arrivée de responsables davantage disposés à satisfaire les exigences du président Donald Trump. Les dirigeants visés sont présentés par les autorités américaines comme hostiles aux États-Unis. Sollicitée par le quotidien américain, la CIA a refusé de commenter ces informations.

À CE STADE, LA NOUVELLE CELLULE NE S'APPUIERAIT SUR AUCUN GROUPE CUBAIN STRUCTURÉ ET NE SERAIT PAS AUTORISÉE À



Ph : DR

MENER DES OPÉRATIONS LÉTALES.

Ses autorisations opérationnelles pourraient néanmoins être modifiées sur décision du président américain. Son mandat apparaît donc plus restreint que celui de la structure créée par la CIA en 1960. À l'époque, l'agence avait recruté, entraîné et soutenu des combattants cubains chargés de participer au débarquement de la baie des Cochons. Lancée en avril 1961 dans le but de renverser Fidel Castro, cette opération soutenue par Washington s'était soldée par un échec. Washington renforce son dispositif de renseignement. La création de cette unité s'inscrit dans une intensification plus large des activités américaines de renseignement autour de Cuba. Selon les sources citées par Politico, les États-Unis auraient récemment renforcé leur présence et leurs capacités de collecte d'informations sur l'île. Cuba aurait également été placé par Washington parmi les priorités les plus élevées du renseignement américain, un niveau également appliqué aux pays comme la Russie, la Chine et l'Iran. Plusieurs agences, dont la NSA et l'Agence nationale de renseignement géospatial, auraient commencé à orienter davan-

ge de moyens de surveillance, notamment des satellites, vers le territoire cubain. Les informations recueillies pourraient servir à actualiser l'évaluation américaine des capacités militaires et des défenses de Cuba. Les services de renseignement seraient également chargés d'examiner les activités économiques, les relations commerciales et les mouvements financiers des dirigeants et d'autres membres de l'élite politique. Certaines de ces données pourraient ensuite être rendues publiques dans le cadre d'opérations d'influence destinées à peser sur l'opinion cubaine et à accroître la pression sur les autorités de l'île. Selon certaines sources américaines, ce renforcement du renseignement pourrait également permettre à Washington d'actualiser ses options en cas d'escalade.

LA HAVANE ACCUSE WASHINGTON « DE POURSUIVRE LEURS ACTIVITÉS D'ESPIONNAGE, DE SUBVERSION ET DE DÉSTABILISATION CONTRE CUBA »

L'hypothèse d'une intervention militaire reste cependant incertaine et aucun plan précis n'a été officiellement annoncé. La Havane dénonce une politique de déstabilisa-

tion. Face à ces révélations, La Havane accuse les États-Unis de poursuivre leurs activités d'espionnage, de subversion et de déstabilisation contre Cuba. Le vice-ministre cubain des Affaires étrangères, Carlos Fernández de Cossío, a toutefois estimé que ces intentions n'avaient rien de surprenant. Selon lui, Cuba est depuis longtemps la cible des actions de la CIA relevant de « l'espionnage, de la subversion et de la déstabilisation, y compris le terrorisme ».

Le responsable cubain a également dénoncé l'attitude du Département d'État américain, qui présente l'île comme une menace alors qu'elle ne fait, selon lui, qu'exercer son droit légitime à assurer sa propre défense.

La création de cette cellule marque ainsi une nouvelle étape dans la campagne de pression menée par l'administration Trump contre La Havane. Les actions rapportées concernent principalement le renseignement, les cyberopérations et les opérations d'influence visant les structures politiques d'un État souverain. Le mandat de l'unité resterait pour le moment non légal, tandis que les scénarios militaires évoqués par certaines sources américaines ne sont pas confirmés. **R.I**

THAÏLANDE

Au moins neuf morts dans une fusillade scolaire près de Bangkok

Trois élèves et trois enseignants d'un lycée réputé au nord de Bangkok ont été tués, hier, par un adolescent. Selon la police, le tireur, décédé également, aurait d'abord tué ses grands-parents à leur domicile, à l'aide d'un pistolet appartenant à son grand-père, avant de se rendre dans l'établissement scolaire. La situation demeure confuse ce 7 août en Thaïlande, où un adolescent a ouvert le feu dans un lycée de la province de Nonthaburi, au nord de Bangkok. Selon la police, l'auteur des tirs, décrit comme âgé de « 14 ou 15 ans », aurait d'abord tué ses grands-parents à leur domicile à l'aide d'un pistolet appartenant à son grand-père. Par ailleurs, quinze élèves ont été blessés en tentant de fuir, a précisé le vice-ministre thaïlandais de l'Intérieur, Polapee Suwunchwee, à la chaîne publique Thai PBS. Le tireur est mort, mais il n'est pas encore clair s'il a été abattu par la police ou s'il a retourné son arme contre lui, portant à neuf le nombre de morts dans cette tuerie. « C'est un incident terrible. Cela n'aurait jamais dû arriver », a déclaré le Premier ministre thaïlandais, Anutin Charnvirakul, depuis le siège du gouvernement. « C'est pour cette raison que le gouvernement n'autorise pas la possession d'armes à feu », a-t-il ajouté. Dix millions d'armes à feu en circulation. Sur les réseaux sociaux, des vidéos circulent montrant des élèves au sol, réfugiés sous leurs bureaux, alors que des coups de feu se font entendre.

LE PAYS AFFICHE L'UN DES TAUX LES PLUS ÉLEVÉS D'ASIE DU SUD-EST

La Thaïlande affiche l'un des taux de possession d'armes les plus élevés d'Asie du Sud-Est, avec quelque 10 millions d'armes à feu estimées en circulation, soit une pour sept habitants. En février, dans une école du sud du pays, un adolescent avait tué la directrice de l'établissement et blessé deux élèves à l'aide d'une arme à feu avant d'être arrêté par la police. En octobre 2022, un policier armé d'un pistolet et d'un couteau avait tué 37 personnes, majoritairement des enfants, dans une crèche de Na Klang, dans le nord de la Thaïlande, l'un des massacres les plus meurtriers du royaume. Début février 2020, un jeune soldat avait tué 26 personnes dans le centre du pays. **R.I**

IMPLICATION DE L'OTAN DANS DES FRAPPES CONTRE LA RUSSIE

Des hackers russes affirment détenir des preuves

L'implication de structures liées à l'OTAN dans les frappes ukrainiennes contre la Russie est au cœur de documents obtenus par des hackers. Les échanges évoquent « la transmission de coordonnées d'infrastructures énergétiques et d'un méthannier de Gazprom par un spécialiste présenté comme lié au renseignement de l'Alliance atlantique. Des hackers russes assurent avoir obtenu des documents faisant état d'une implication de spécialistes liés à l'OTAN dans la préparation de frappes ukrainiennes contre le territoire russe. Les échanges concernent notamment la transmission au Service de sécurité ukrainien, le SBU, de renseignements sur des infrastructures énergétiques dans les régions de Leningrad et de Kaliningrad. Au centre de cette correspondance figure Bart de Wachter, présenté comme un spécialiste de la guerre hybride travaillant au sein du HAVN, le Hybrid Analysis Vigilant Network. Selon les auteurs du piratage, cette organisation serait liée aux forces d'opérations spéciales et aux structures de renseignement de l'OTAN. De Wachter aurait notamment transmis au

SBU les coordonnées précises des terminaux pétroliers et gaziers russes. Les coordonnées d'un méthannier de Gazprom transportant du gaz naturel liquéfié auraient également été communiquées. Les documents portent sur des attaques menées en juillet 2026 dans le nord-ouest de la Russie.

DES ÉCHANGES QUI METTENT EN LUMIÈRE LE RÔLE DU RENSEIGNEMENT

La correspondance fait également apparaître des discussions autour d'une réunion en ligne. De Wachter aurait proposé à un représentant du Centre de coopération internationale du SBU, pré-nommé Ivan, une visioconférence avec un responsable du renseignement identifié sous le prénom de Martin. Ivan aurait, de son côté, proposé d'associer aux échanges le major du SBU Mikhaïl Martchenko. Celui-ci est présenté dans la correspondance comme un spécialiste des « menaces hybrides, de l'espionnage, des activités de sabotage et des opérations d'information ». Pour les auteurs du piratage, ces échanges illustrent un niveau

de coopération qui dépasse la seule fourniture d'armements à Kiev. « Nous confirmons par des documents que l'OTAN participe directement aux frappes contre le territoire russe », ont-ils déclaré le 7 août 2026. Ils affirment également que des spécialistes de la guerre hybride et des opérations informationnelles interviendraient après certaines attaques de drones. Les documents attribuent par ailleurs à Bart de Wachter des activités concernant plusieurs dossiers liés à la Russie, parmi lesquels la « flotte fantôme », des réseaux dits proxy dans les pays voisins ainsi que le réseau international de centres culturels « Maison russe ».

MOSCOU DÉNONCE DEPUIS LONGTEMPS L'IMPLICATION OCCIDENTALE

Ces informations apparaissent après une série d'attaques de drones ukrainiens contre le nord-ouest de la Russie. Le 4 juillet, la défense antiaérienne russe a repoussé une attaque contre un terminal pétrolier du district de Kirovski, à Saint-Petersbourg. Des débris de drones sont également tombés près du port de Vys-

sotsk, dans la région de Leningrad, sans faire de victime. Le même jour, le gouverneur de Saint-Petersbourg, Alexandre Beglov, a annoncé la destruction de 72 drones au-dessus de la ville et de la région de Leningrad. Ces révélations donnent un nouvel écho aux accusations formulées depuis plusieurs mois par Moscou sur le rôle des pays occidentaux dans les opérations ukrainiennes contre le territoire russe.

Le 5 août, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le représentant permanent russe Vassili Nebenzia a accusé les pays de l'Union européenne et de l'OTAN d'aider activement Kiev à mener ses attaques, notamment en lui fournissant des milliers de drones et de missiles. Les informations obtenues par les hackers ajoutent désormais la question du renseignement opérationnel à ce dossier. Selon leurs auteurs, elles montrent que l'assistance occidentale à Kiev ne se limite pas à la livraison d'armes, mais comprend également la transmission de données sur des infrastructures situées en territoire russe.

R.I

ALGÉRIE—ÉTATS-UNIS

Une formation en intelligence artificielle au profit des encadreurs de jeunesse

L'ambassade des États-Unis à Alger, en partenariat avec le ministère de la Jeunesse, a organisé un programme de formation spécialisé en intelligence artificielle, animé par la professeure Insaf Saleb Oueslati, experte et enseignante à l'Université de Columbia.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme d'échanges bilatéraux visant à renforcer la coopération entre l'Algérie et les États-Unis dans les domaines des sciences, des technologies et de l'éducation. Dispensée sur une période de cinq jours, la formation a réuni des encadreurs de maisons de jeunes issus des wilayas d'Alger, Béjaïa, Médéa, Blida, Tizi-Ouzou, Boumerdès, Mascara, Ghardaïa, Biskra et Béni Abbès. Les participants ont bénéficié d'un apprentissage pratique consacré à l'intégration des outils d'intelligence artificielle dans les activités éducatives destinées aux jeunes, afin

de moderniser les méthodes d'enseignement et de renforcer les compétences numériques. L'objectif de ce programme est d'investir dans la formation des encadreurs algériens en leur fournissant les connaissances et les outils nécessaires pour transmettre ces compétences aux jeunes fréquentant les maisons de jeunes. Cette approche permettra d'élargir le nombre de bénéficiaires et d'assurer un impact durable bien au-delà de la période de formation. Au-delà des ateliers, la visite de la professeure Insaf Saleb Oueslati a également été marquée par plusieurs rencontres avec des anciens bénéficiaires des

programmes d'échanges américains, des responsables du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi qu'avec des entrepreneurs et des étudiants intéressés par les applications de l'intelligence artificielle. Ces échanges ont porté sur le partage d'expériences et l'identification de nouvelles perspectives de coopération. D'origine algérienne, la professeure Insaf Saleb Oueslati figure parmi les spécialistes reconnus de l'intelligence artificielle. Elle occupe le poste de professeure associée principale au département d'informatique de l'Université de Columbia. Diplômée en ingénierie informatique de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB), elle a poursuivi ses études supérieures en France avant de bâtir une carrière académique et scientifique de premier plan aux États-Unis. Lors de la



cérémonie de clôture, le chargé d'affaires par intérim et chef adjoint de la mission diplomatique américaine, Ryan Balsarak, a souligné que les États-Unis demeurent à l'avant-garde de l'intelligence artificielle grâce à la solidité de leur écosystème de recherche, à leur capacité d'innovation et à leur culture entrepreneuriale. Il a toutefois insisté sur le fait que les avancées dans ce domaine reposent avant tout sur des partenariats internationaux solides. Selon lui, cette formation ne se limitait pas aux aspects techniques, mais visait surtout à donner aux encadreurs, animateurs et responsables de jeunesse les

moys de transmettre aux jeunes de leurs communautés les opportunités offertes par l'intelligence artificielle. L'ambassade des États-Unis a enfin indiqué que cette initiative s'inscrit dans les efforts conjoints des deux pays pour développer leur coopération dans les domaines des sciences, des technologies et de l'innovation, tout en contribuant à former une nouvelle génération de leaders et d'innovateurs capables d'accompagner la transformation numérique et de tirer pleinement parti des opportunités offertes par l'intelligence artificielle.

Trois médailles d'or au Rwanda : l'Algérie mise sur une nouvelle génération de talents en IA et robotique

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a félicité, mercredi, les lycéens représentant l'Algérie aux Olympiades d'informatique organisées au Rwanda, à travers un message publié sur son compte Facebook.

Dans son message, le chef de l'État a déclaré : « Je félicite, avec une immense fierté, une nouvelle fois, les lycéens représentant l'Algérie aux Olympiades d'informatique au Rwanda, pour avoir remporté trois médailles d'or ainsi que la première place à l'échelle africaine dans la catégorie de la compétition en présentiel ». Il a conclu en leur adressant ses encouragements : « Je vous souhaite plein succès et encore davantage de réalisations scientifiques. Vous avez fait honneur à l'Algérie ». Cette distinction intervient alors que l'Algérie poursuit ses efforts pour renforcer les compétences nationales dans les domaines des technologies de pointe. Dans cette dynamique, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a reçu, ce dimanche au

siège de son département, le chercheur et expert Mourad Bouzit, professeur à l'Université de Qingdao, afin de lancer un ambitieux projet de conception et de réalisation de prototypes industriels avancés. Le projet prévoit le développement d'un chien robotique à quatre et six pattes, d'un robot humanoïde ainsi que d'un robot de livraison intelligent. Il sera mené avec la participation des étudiants de l'École nationale supérieure de mathématiques, de l'École nationale supérieure d'intelligence artificielle, de l'École nationale supérieure des systèmes autonomes du pôle scientifique et technologique Chahid Abdelhafid Ihaddaden, en collaboration avec le Centre de développement des technologies avancées (CDTA). Par ailleurs, la réalisation d'une plateforme technologique dédiée à la robotique a été programmée au sein du pôle scientifique et technologique Chahid Abdelhafid Ihaddaden, à Sidi Abdellah, dans le but de soutenir la recherche, l'innovation et le développement de solutions robotiques à forte

valeur ajoutée.

CLÔTURE DE LA 4E ÉDITION DU PROGRAMME INTENSIF EN SCIENCE DES DONNÉES DE DJEZZY

La quatrième édition du Programme intensif en science des données s'est achevée avec succès jeudi dernier, à l'occasion d'une cérémonie organisée au siège de Djazzy, à Alger.

Selon un communiqué de l'opérateur, l'événement a réuni les étudiants ayant participé à la formation, les encadreurs pédagogiques ainsi que des experts de l'entreprise MajestAI, partenaire du programme.

Durant cette session intensive de six semaines, les participants, répartis en petits groupes, ont travaillé sur des problématiques concrètes inspirées du monde de l'entreprise. Ils ont mobilisé leurs compétences en science des données et en intelligence artificielle afin de concevoir et de présenter des solutions innovantes à partir d'études de cas proposées par

Djazzy. Le communiqué souligne également que cette édition s'est distinguée par un engouement exceptionnel, avec un nombre de candidatures et de participants nettement supérieur à celui des précédentes sessions. Au-delà de son volet pédagogique, le programme a offert une véritable immersion dans le monde professionnel.

Les étudiants ont ainsi pu se confronter aux exigences du marché de l'emploi, tandis que les présentations finales ont mis en évidence la qualité technique des projets développés ainsi que la pertinence des solutions proposées.

À travers cette initiative, Djazzy réaffirme son engagement en faveur du développement des compétences en science des données et de la préparation des talents de demain en Algérie. Fort du succès de cette quatrième promotion, l'entreprise indique que les préparatifs sont d'ores et déjà engagés pour le lancement de la prochaine édition du programme de science des données, prévue l'année prochaine.

LE PC À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Une nouvelle génération d'ordinateurs intelligents

L'ordinateur personnel est en pleine mutation avec l'avènement de l'intelligence artificielle (IA). L'industrie technologique s'oriente désormais vers le développement de machines capables de comprendre les besoins de leurs utilisateurs, d'analyser leur environnement et d'exécuter des tâches complexes avec davantage d'efficacité. Cette nouvelle génération, baptisée AI PC (ordinateur doté d'intelligence artificielle), intègre des composants spécialement conçus pour exécuter des modèles d'IA directement sur l'appareil, limitant ainsi le recours aux serveurs cloud. Les principaux acteurs du secteur estiment que les capacités d'IA deviendront, dans les prochaines années, un élément aussi indispensable que les processeurs multicœurs ou la connectivité sans fil, désormais considérés comme des standards. Contrairement à un ordinateur classique, un AI PC embarque une unité de traitement neuronal (NPU – Neural Processing Unit), une puce dédiée aux calculs liés à l'intelligence artificielle. Plus performante et moins énergivore que le processeur central (CPU) ou la carte graphique (GPU) pour ce type d'opérations, cette unité permet de réaliser localement des tâches telles que la recon-

naissance d'images et de la voix, l'amélioration de la qualité vidéo, la traduction instantanée, le résumé automatique de textes, l'utilisation d'assistants intelligents ou encore la génération de contenus. Selon Intel, ses derniers processeurs Core Ultra combinent CPU, GPU et NPU afin d'offrir des performances optimisées pour l'exécution locale des applications d'intelligence artificielle.

LES GÉANTS DE LA TECHNOLOGIE ENGAGÉS DANS LA COURSE

Les fabricants de semi-conducteurs se livrent une compétition intense pour imposer cette nouvelle génération de PC. Intel présente les AI PC comme une évolution majeure de l'informatique personnelle, tandis que Qualcomm mise sur ses processeurs Snapdragon X Elite, basés sur l'architecture ARM, capables d'exécuter des modèles d'IA directement sur l'appareil tout en offrant une excellente efficacité énergétique. De son côté, Microsoft accélère cette transition avec ses ordinateurs Copilot+ PC, équipés de NPU capables de dépasser les 40 000 milliards d'opérations par seconde (40 TOPS). Cette puissance permet d'exécuter directement sur la machine des fonctionnalités avancées comme la recherche

intelligente, le rappel des activités précédentes ou encore le traitement d'images. Apple, pour sa part, exploite depuis plusieurs années des moteurs neuronaux intégrés à ses puces Apple Silicon afin d'améliorer le traitement des photos, la reconnaissance vocale et de nombreuses fonctions intelligentes sur les Mac et les iPhone.

POURQUOI PRIVILÉGIER UNE IA EXÉCUTÉE LOCALEMENT ?

L'un des principaux avantages des AI PC réside dans leur capacité à traiter les données directement sur l'ordinateur, sans les envoyer vers des centres de données distants. Cette approche réduit les temps de réponse tout en renforçant la protection des informations sensibles, qu'il s'agisse de documents professionnels, de photos personnelles ou de données financières. À l'inverse, de nombreuses applications d'IA traditionnelles reposent encore sur le cloud pour effectuer leurs calculs. Selon le cabinet d'études Gartner, les ordinateurs équipés de fonctions d'intelligence artificielle représenteront une part croissante du marché dans les années à venir, l'IA devenant un critère déterminant dans le choix d'un nouvel ordinateur.

UNE NOUVELLE EXPÉRIENCE D'UTILISATEUR

L'évolution la plus marquante concerne l'interaction avec la machine. L'utilisateur ne se contentera plus de lancer des logiciels, mais dialoguera avec un assistant intelligent capable de comprendre des instructions formulées en langage naturel. Ainsi, un AI PC pourra résumer automatiquement une réunion enregistrée, extraire les informations essentielles d'un long document, améliorer la qualité d'une visioconférence, supprimer les bruits parasites d'un enregistrement audio ou encore assister les développeurs dans la rédaction de code informatique. Les logiciels de création graphique, de montage vidéo et même les jeux vidéo bénéficieront également de ces capacités grâce à une accélération des traitements par intelligence artificielle. Malgré son potentiel, l'AI PC fait face à plusieurs obstacles.

Le premier concerne son coût, généralement supérieur à celui des ordinateurs traditionnels. Les développeurs devront également adapter leurs applications afin de tirer pleinement parti des unités de traitement neuronal. Par ailleurs, la généralisation de ces technologies soulève des

interrogations concernant la protection de la vie privée, notamment lorsque certaines fonctionnalités analysent les habitudes d'utilisation ou les activités réalisées sur l'ordinateur. Les spécialistes estiment que le succès de cette nouvelle génération de PC dépendra autant de la qualité des logiciels que de la puissance du matériel. Les fabricants devront démontrer que ces fonctionnalités apportent une réelle valeur ajoutée au quotidien, au-delà de leur dimension marketing.

VERS UNE NOUVELLE GÉNÉRATION D'ORDINATEURS

L'AI PC marque une nouvelle étape dans l'évolution de l'informatique personnelle, après les ordinateurs de bureau, les ordinateurs portables et les services cloud.

À terme, l'intelligence artificielle pourrait devenir un composant incontournable de l'expérience informatique. L'ordinateur ne sera plus un simple outil exécutant des commandes, mais un véritable assistant numérique capable d'anticiper les besoins de son utilisateur, de s'adapter à ses habitudes et de faciliter un grand nombre de tâches quotidiennes.

LE COSTUME TRADITIONNEL DE OUARGLA

Un héritage culturel à préserver et à labelliser

La wilaya d'Ouargla a récemment accueilli une journée d'information dédiée à la sauvegarde et à la promotion de son costume traditionnel. Organisée par la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) en coordination avec la direction du tourisme, cette rencontre a rassemblé artisans et acteurs culturels autour d'un objectif commun : pérenniser un patrimoine inestimable et encourager l'excellence de l'artisanat local.

La préservation de l'identité vestimentaire était au centre de toutes les attentions lors de cette rencontre stratégique pour le patrimoine de la région. Comme l'a souligné Alili Mimi, directeur de la CAM, l'enjeu dépasse la simple conservation historique. Il s'agit d'une véritable démarche de valorisation visant à promouvoir ce savoir-faire, tout en incitant activement les artisans à décrocher le label national de qualité et d'authenticité, « Artisanat d'Algérie - Algerian Handcrafts ». Le costume d'Ouargla n'est pas un simple vêtement, c'est un témoignage vivant de l'histoire de la région. Abdelhamid Ghariani, représentant de la direction de la culture et des arts, a d'ailleurs rappelé que la grande diversité de ces tenues traditionnelles reflète fidèlement le rayonnement historique et culturel local. Il a tenu à saluer les efforts constants déployés par l'ensemble des acteurs pour faire connaître et rayonner ce patrimoine. Cette richesse a été illustrée en détail par Naïma Boukraâ, secrétaire de wilaya de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA). Lors de son intervention, elle a exposé les différentes déclinaisons de ces costumes, expliquant avec précision leurs caractéristiques singulières ainsi que les occasions spécifiques lors desquelles ils sont fièrement portés. Elle s'est réjouie de l'organi-



Ph : DR

sation de telles initiatives qui, selon elle, contribuent directement à mettre en lumière la diversité du patrimoine culturel local. L'importance identitaire de cet héritage a été fortement appuyée par Hassan Boughaba, président de l'Association pour la culture et la réforme du Ksar. Pour lui, la tenue traditionnelle constitue l'une des composantes essentielles et indissociables de l'identité culturelle d'Ouargla. Il a ainsi insisté sur la nécessité absolue de pérenniser ce type d'événements pour

consolider la place qu'occupe le costume local et garantir sa transmission aux générations futures. L'événement s'est achevé sur une note de célébration et de reconnaissance, avec une cérémonie de distinction honorant plusieurs artisans. Ces derniers ont été récompensés pour avoir brillamment obtenu le label national de qualité et d'authenticité, prouvant que le savoir-faire traditionnel d'Ouargla a encore de beaux jours devant lui.

R. C.

AÏN TÉMOUCHENT

Plus de 100 activités culturelles proposées pour le mois d'août

Le secteur de la Culture et des Arts de la wilaya d'Aïn Témouchent a élaboré un programme riche et varié comprenant plus de 100 activités culturelles destinées aux enfants et aux jeunes, dans le cadre de la manifestation "Notre été est créativité", qui se déroulera tout au long du mois d'août jusqu'au 1er septembre prochain, a indiqué, mercredi, le directeur de la Culture et des Arts de la wilaya, Abdelali Goudid. Ces activités, organisées sous le patronage du ministère de tutelle, sont réparties en sept ateliers spécialisés, notamment l'atelier "Mon quartier en couleurs", destiné aux enfants passionnés de dessin, l'espace "Mon histoire et mon théâtre", consacré à la création

théâtrale, ainsi que l'atelier "La voix du musée", qui met en scène plusieurs étapes de l'histoire à travers une animation culturelle originale, a précisé le même responsable. Le programme estival comprend également un atelier de slam et de déclamation poétique, destiné aux amateurs de rythmes artistiques contemporains et de poésie, un atelier de stand-up comedy consacré au monologue humoristique, un atelier "La rue du conteur et du goulal", dédié à l'art du récit traditionnel, ainsi qu'un atelier "mobile film", destiné aux enfants et aux jeunes intéressés par la réalisation de vidéos à l'aide de téléphones portables. Selon M. Goudid, la manifestation "Notre été est créativité" vise à découvrir, encoura-

ger et accompagner les talents créatifs des enfants et des jeunes, tout en faisant de la culture un espace d'apprentissage, de création et d'expression dans le cadre de ce rendez-vous culturel estival. Ce programme culturel estival concernera l'ensemble des établissements relevant du secteur de la Culture et des Arts, notamment la Maison de la culture "Aïssa Meassaudi", la Bibliothèque principale de lecture publique "Malek Bennabi", ainsi que plusieurs espaces publics, dont le jardin "Émir Abdelkader" de la ville d'Aïn Témouchent. Des activités seront également organisées dans plusieurs communes de la wilaya, notamment Beni Saf, Hammam Bouhadjar, Chaâbet Leham et Terga, souligne-t-on.

TLEMCEM

Un riche programme estival pour sensibiliser les enfants au patrimoine matériel

Le Centre d'interprétation à caractère muséal du costume traditionnel algérien de la wilaya de Tlemcen a élaboré un riche programme d'activités pour le mois d'août, consacré à la valorisation du patrimoine matériel auprès des enfants, a-t-on appris, mercredi, auprès de cet établissement culturel. Selon la même source, ce programme, élaboré dans le cadre des animations de la saison estivale sous le slogan "Notre été est créativité, notre patrimoine est notre identité", s'adresse aux enfants à travers

une série d'activités artistiques et culturelles qui se déroulent chaque lundi soir au siège du musée. Le programme comprend notamment une séance de conte traditionnel, un atelier intitulé "Les couleurs de notre patrimoine", consacré au coloriage de dessins représentant les costumes traditionnels algériens et leurs motifs décoratifs, ainsi qu'un atelier "Le petit créateur", permettant aux enfants de concevoir et colorier des tenues traditionnelles. Il prévoit également un atelier "Le henné et les motifs traditionnels", destiné à faire

découvrir la symbolique des ornements, ainsi qu'un atelier consacré aux métiers artisanaux, au cours duquel les participants réaliseront des bracelets et des décorations inspirés du patrimoine algérien. Le programme comprend, en outre, un espace dédié aux jeux populaires, afin de faire découvrir les jeux traditionnels algériens et leur pratique, un coin photo du patrimoine permettant aux enfants de se faire photographier en costume traditionnel, ainsi qu'un espace "Découvrez le costume traditionnel de votre wilaya",

consacré à la présentation des tenues traditionnelles propres à chaque wilaya. Des visites interactives du musée, la réalisation de courtes vidéos de présentation de l'établissement, ainsi que la projection d'un film patrimonial destiné aux enfants, figurent également au programme. Cette initiative vise à sensibiliser les enfants à la valeur du patrimoine matériel et à développer chez eux une culture de préservation et de transmission de cet héritage.

MUSIQUE

Rihanna enfin de retour ?

Après une décennie d'attente insoutenable pour ses millions de fans à travers le monde, l'icône de la pop Rihanna semble enfin prête à faire son grand retour musical. C'est le rappeur A\$AP Rocky, qui a mis fin au suspense lors d'une récente interview, révélant que la superstar internationale était actuellement de retour en studio. L'espoir renaît pour la célèbre « Navy », la fidèle et inépuisable communauté de fans de Rihanna. Invité du Jason Lee Show début août 2026, A\$AP Rocky n'a pas pu échapper à la question qui brûle toutes les lèvres depuis des années : à quand le successeur du magistral album *Anti*, sorti en janvier 2016 ? Contre toute attente, le rappeur américain a choisi la carte de la plus grande franchise, confirmant ouvertement que la chanteuse préparait bel et bien son neuvième opus. « Elle est en studio en ce moment même. Ouais, je l'ai dit », a-t-il lancé, amusé par sa propre indiscretion, tout en ajoutant avec un large sourire qu'il risquait très probablement de s'attirer les foudres de la chanteuse pour cette révélation inattendue. Selon Rakim Mayers, de son vrai nom, la femme d'affaires et créatrice de Fenty Beauty ne fait absolument pas les choses à moitié. Loin de s'agir de simples essais ou d'une passade éphémère, l'artiste originaire de la Barbade mettrait un point d'honneur à s'investir pleinement dans ce nouveau projet musical tant désiré. A\$AP Rocky a tenu à souligner face au micro qu'elle travaillait avec acharnement et une profonde passion sur ces tout nouveaux morceaux. Une déclaration rassurante qui vient étayer les murmures récents selon lesquels Rihanna chercherait à proposer un projet différent, mûrement réfléchi, et qui refléterait fidèlement son évolution artistique, personnelle et maternelle de ces dernières années. Si l'idée d'un album en duo entre les deux stars aurait de quoi séduire instantanément l'industrie de la musique et dominer les classements, A\$AP Rocky a cependant rapidement balayé cette séduisante hypothèse. Toujours lors de cette même interview, il a expliqué avec une certaine lucidité qu'un tel projet collaboratif n'aurait pas de véritable sens artistique compte tenu de leurs univers respectifs. Se définissant lui-même comme un artiste à l'esthétique « indé » et volontiers subversive, il estime que la pop flamboyante et fédératrice de Rihanna ne se marierait pas nécessairement avec sa proposition musicale plus de niche. Les inconditionnels de la chanteuse devront donc se contenter de l'essentiel, à savoir un album entièrement dédié à l'univers de Rihanna, qu'ils attendent désormais avec une impatience ravivée et non dissimulée.

**Recette
du jour****Gratin d'aubergines****Ingrédients :**

- 3 aubergines moyennes
- 600-700 g de viande hachée
- 1 oignon moyen
- 1 boîte de tomates en morceaux sinon 4 tomates fraîches
- 2 gousses d'ail
- un peu de persil
- sel et poivre
- environ 150 g de fromage

INSTRUCTIONS

lavez et pelez les aubergines. coupez les en tranches d'environ 1/2 cm ,

saupoudrez-les de sel et laissez environ 30 minutes pour qu'elles rejettent un peu de son eau.

placez les ensuite sur du papier sopalin, et faites les frire dans un peu d'huile chaude, des deux côtés.

placez l'aubergine sur du papier absorbant pour éliminer l'excès d'huile.

Pendant ce temps, mettez la viande hachée dans une casserole (sans huile) et faites cuire en remuant souvent , jusqu'à ce que la viande soit bien cuite.

ajoutez l'oignon haché, et un peu d'ail râpé, le sel et laissez cuire environ 5 minutes,

quand c'est cuit, ajoutez par dessus un peu persil haché et mettez de côté préparez la sauce tomate, en faisant cuire les tomates, avec un peu d'huile, l'ail haché, le sel et le poivre noir, faites attention avec le sel, pour que le plat ne soit pas trop salé.

dans un moule en pyrex allant au four, placez une couche de rondelles d'aubergines frites.

placez pas dessus la

viande hachée, et un peu de sauce tomate.

ensuite placez une autre couche d'aubergines. et un peu de la sauce tomate restante.

parsemez un peu de persil haché par dessus et mettez au four préchauffé.

cuissez entre 30 et 35 minutes.

minutes avant la fin de la cuisson, garnissez le plat de fromage râpé

servez bien chaud, avec un bon morceau de pain maison.

Gâteau du Jour**Nuage au citron
meringué****INGRÉDIENTS**

- Biscuit aux amandes :
- 3 œufs
- 80 g de sucre
- 10 g de fécule de maïs
- 80 g de poudre d'amande (vous pouvez remplacer par de la farine)
- Le zeste d'un citron
- Mousse de citron :
- 2,5 feuilles de gélatine (5 g)
- 3 œufs
- 100 g de sucre
- 2 citrons (soit 120 ml de jus environ)
- 280 ml de crème liquide entière
- Imbibage :
- Le jus d'un citron
- Meringue italienne :
- 2 blancs d'œuf
- 100 + 20 g de sucre en poudre
- 20 g d'eau

Biscuit aux amandes

1. Préchauffez le four à 180°C.
2. Séparez les blancs des jaunes. Fouettez les jaunes avec le sucre.
3. Ajoutez la fécule de maïs et la poudre d'amande, en mélangeant entre chaque ajout. Avec une râpe microplane, zestez un citron et ajoutez les zestes à la préparation. La râpe microplane permet d'obtenir des zestes ultra fin, sans toucher au zeste (le blanc amer) des agrumes.
4. Fouettez les blancs en neige ferme. Incorporez-les à la préparation. Ajoutez d'abord une bonne cuillère de blancs et mélangez vivement afin d'assouplir la pâte. Incorporez le reste bien délicatement, avec une maryse.
5. Versez le tout dans un cercle ajustable réglé sur 21 cm de diamètre, posé sur une plaque recouverte de papier cuisson.
6. Enfourez 12 minutes, en



surveillant la coloration. Laissez refroidir complètement.

Mousse de citron

1. Placez la gélatine dans un bol d'eau froide.
2. Placez le jus de citron, le sucre et les œufs dans une casserole. Faites chauffer sur feu moyen jusqu'à ce que la crème épaississe. On réalise ici un lemon curd.
3. Retirez du feu et filtrez avec un tamis afin d'enlever les morceaux d'œuf qui auraient cuit.
4. Ajoutez la gélatine essorée. Si vous utilisez de l'agar agar, il faudra faire bouillir le lemon curd avec l'agar agar pendant une minute. Laissez revenir à température ambiante.
5. Fouettez la crème liquide jusqu'à ce qu'elle épaississe.
6. Avec une maryse, incorporez délicatement la crème fouettée à la crème de citron.
7. Chemisez le cercle de film rhodoïd. Imbibez le biscuit de jus de citron, avec un pinceau de cuisine. Versez la mousse de citron sur le biscuit aux amandes.
8. Placez 4 heures minimum au réfrigérateur. Vous pouvez laisser toute une nuit si besoin.

Meringue italienne

Je vous déconseille de préparer la meringue italienne à l'avance car elle va fondre au frigo. Comme on ne va pas passer la meringue au four, il vaut mieux réaliser une meringue italienne qu'une meringue française. En effet, le sirop de sucre va faire cuire les blancs d'œuf, qui se conserveront du coup davantage.



1. Placez 100 g de sucre et l'eau dans une casserole. Faites chauffer le tout jusqu'à atteindre 114°C (mais ne retirez pas du feu).

2. Quand vous êtes à 114°C, commencez à fouetter les blancs en neige en ajoutant 20 g de sucre quand ils commencent à devenir mousseux.

3. Quand le sirop atteint 118°C, versez-le doucement sur les blancs en neige, sans cesser de fouetter. Attention, évitez de toucher les fouets car cela ferait gicler du sucre brûlant partout.

Vous aurez besoin d'un thermomètre de cuisine. J'utilise un pistolet infrarouge depuis quelques temps, c'est très pratique.

4. Continuez de fouetter jusqu'à ce que la température redescende sous les 50°C. Quand vos soulevez votre fouet, la meringue doit former un pic que l'on appelle un bec d'oiseau.

Conseil du jour

**4 remèdes empruntés
à mamie pour calmer
le rhume des foins**

- 1) La camomille.
- 2) Du citron.
- 3) L'ortie.
- 4) Le vinaigre de cidre associé au miel contre le rhume des foins.

**Le
saviez-
vous ?**

**Un massage de 10 minutes peut
faire baisser la tension artérielle,
réduire l'anxiété, améliorer le sommeil
et la concentration**

Bon à savoir !
LUTTE CONTRE L'HYPERTENSION

Grâce à sa forte composition en potassium, LE CITRON permet de contrôler la pression artérielle, réduire les sensations de nausée et de douleur, mais aussi d'assouplir la rigidité des vaisseaux sanguins. Boire de l'eau citronnée permettra de réduire sa tension artérielle.

Astuce du jour:

**COMMENT RATTRAPER UN
PLAT TROP SALÉ ?**

la pomme de terre peut aussi vous sauver la mise. Si la recette s'y prête, vous pouvez également rattraper un plat trop salé en ajoutant un morceau de sucre ou un peu de vinaigre : l'acidité va rééquilibrer les saveurs.

**CITATION
DU JOUR**

« Le meilleur chemin
est toujours celui qui
est le plus direct. »

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNB Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER

A : L'Entreprise Nationale de communication,
d'Edition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE

- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux**Tizi Ouzou :**

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

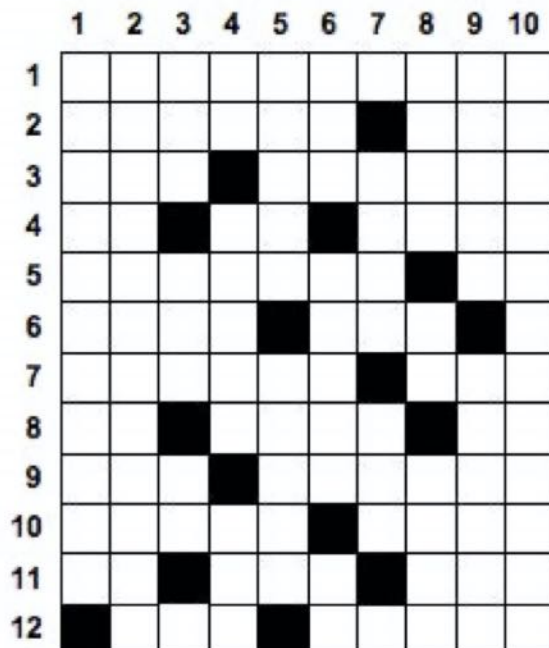
Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble

Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies
ou tout autre document adressés
à la rédaction ne peuvent faire
l'objet d'une quelconque
réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses
lecteurs du changement de ses
adresses électroniques et leur
communiquera les nouvelles :
lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

Mots croisés



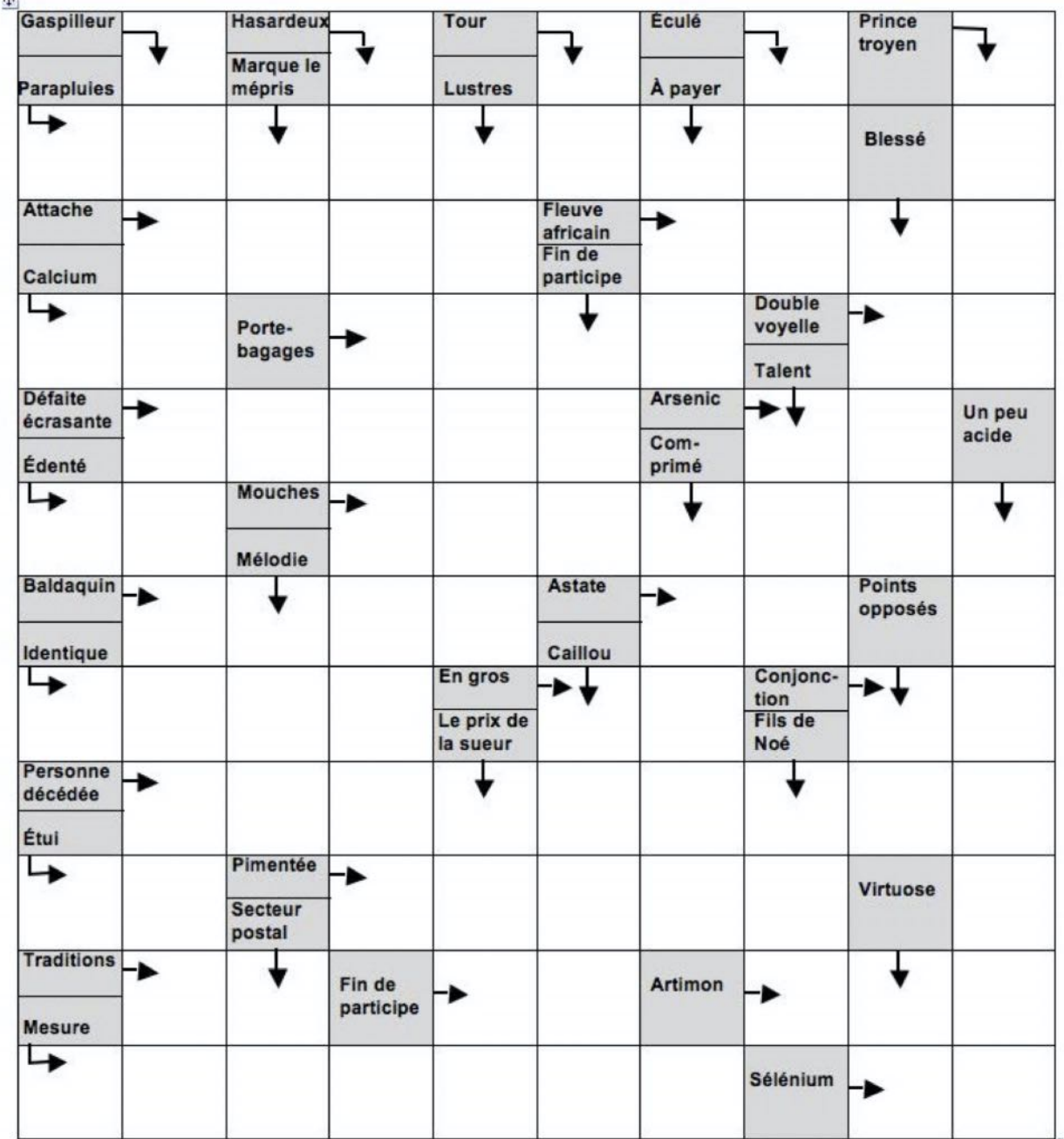
HORIZONTALEMENT

1 - Souhaits - 2 - Araignée - Maison de campagne - 3 - Récipient - Saules - 4 - Filet d'eau - En peine - Charge - 5 - Altérés par l'air - Étain - 6 - Manteau - Argile - 7 - Égayés - Pomme - 8 - Consonne double - Bâties pour être bâties - État-major - 9 - Capucin (de d à g) - Glossine - 10 - Endetté jusqu'au cou - Audace - 11 - Phase lunaire - Direction - Forme d'avoir - 12 - Grecque - Lisières.

VERTICALEMENT

1 - Prière pour détourner un malheur - 2 - Affreux - 3 - Terme de tennis - Mèche rebelle - Réfléchi - 4 - Romain - Poire d'O.R.L - Roue - 5 - Honnête - Greffes - 6 - Fin de participe - Accrochent des barons - Terbium - 7 - Ville de Roumanie - Qui n'a plus que la peau sur les os - 8 - Ainsi soit-il - Diapason - Prison - 9 - Défauts - Encombrant - 10 - Approbations.

Mots fléchés



Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Habitude de se ronger les ongles (12 lettres)

A	T	E	R	T	E	I	P	E	C	N	E	L	U	R	I	V	A
E	L	A	N	T	E	T	I	A	R	T	E	G	A	R	O	V	E
V	S	E	G	O	N	E	G	A	T	P	M	O	C	T	E	E	S
F	I	I	A	E	I	A	N	O	L	E	R	F	I	N	T	S	I
I	F	L	R	T	N	S	T	T	O	U	R	R	A	E	I	I	R
T	I	E	A	P	O	E	U	S	O	N	C	N	T	E	A	R	P
C	T	S	L	I	E	I	R	R	N	E	T	E	E	E	F	P	M
I	C	R	I	Y	N	T	R	I	T	O	I	E	P	R	R	E	E
F	E	U	E	C	E	R	N	E	H	N	C	T	U	T	O	R	A
E	F	O	N	N	A	T	E	A	T	O	I	R	O	N	F	M	E
S	F	C	R	V	E	M	P	I	N	P	H	E	R	E	P	R	R
A	E	O	A	R	O	A	G	E	L	I	I	I	T	L	T	D	E
H	M	R	D	N	A	M	E	R	T	E	M	F	E	A	S	R	I
P	E	I	T	E	D	R	U	O	S	A	T	U	R	C	I	A	T
M	T	E	E	T	N	A	M	A	I	D	R	A	R	O	S	L	R
E	E	R	E	N	I	R	E	T	N	E	M	D	R	U	R	F	U
E	S	O	R	O	M	T	N	A	L	I	T	U	R	R	U	I	O
E	R	I	A	L	A	X	U	E	I	C	E	R	P	S	S	R	C

N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois

ALAIRE - **ALEATOIRE** - **AMER** - **AMPLEUR** - **AVARE** - **AVENANT** - **COMPTAGE** - **CONSTANT** - **COURS** - **COURSE** - **COURTIER** - **DIAMANT** - **ECRIT** - **EFFECTIF** - **EMPHASE** - **EMPRISE** - **ENTERINER** - **ENTREE** - **EPRISE** - **ETEINT** - **FICTIF** - **FIERTE** - **FORFAIT** - **FRELON** - **INTERDIT** - **INTRUSION** - **LIEN** - **MARATRE** - **MONTEE** - **MORNE** - **MOROSE** - **ORAGE** - **PETARD** - **PIETRE** - **PRECIEUX** - **RATELIER** - **RENEGAT** - **REPRISE** - **RIFLARD** - **RUMINANT** - **RUTILANT** - **SOURDE** - **SURSIS** - **TOUR** - **TRAITE** - **TROUPE** - **VILAIN** - **VIRULENCE**.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

1. Colporteur - 2. Ouïe - Aisée - 3. Moût - Élu - 4. Chêne - Près - 5. Ise - Sari - 6. ST - Senti - 7. IC (hissé) - On - Tee - 8. Arénacé - Ta - 9. Bât - B.A - Set - 10. Uniforme - 11. Lérot - Âpre - 12. Ésaü - Esses.

VERTICALEMENT :

1. Conciliabule - 2. Où - H.S - Crânes - 3. Limées - Étira - 4. Péon - Ton - Fou - 5. Ues - Nabot - 6. Rat - As - Car - 7. Ti - Prête - Mas - 8. Ésérine - Seps - 9. Uélé - Tête - Ré - 10. Réussi - Âtres.

MOTS FLÈCHES

HORIZONTALEMENT :

Versatiles - Repère - Me - Réside - O.P - Ice - Mûre - Cals - Tarir - El - Arias - Orées - Égée - Es - Sa - Cr - Murènes - Sures - Te - Entée - Tués.

VERTICALEMENT :

Géré - Aérer - Résilles - St - Aspics - Mue - Aède - Assuré - Foyer - Tr - Are - le - Maie - Est - Il - Ouragan - Emprise - Été - Usé - Er - Esses.

MOTS MASQUÉS
PLUMITIF

Cinq tonnes de cocaïne saisies à bord d'un porte-conteneurs au Portugal

Environ cinq tonnes de cocaïne ont été saisies à bord d'un porte-conteneurs intercepté au large de Lisbonne, lors d'une opération conjointe de la police, de la marine et de l'armée de l'air portugaises, qui a conduit à l'arrestation de trois ressortissants étrangers. Le navire, "en provenance d'un pays d'Amérique latine, a été repéré et abordé à environ 640 miles nautiques" (1.185 km) de la capitale portugaise, dans des conditions extrêmement difficiles", a annoncé la police judiciaire, dans un communiqué. Au cours de cette opération, il a été possible de "démanteler un groupe criminel qui se consacrait à l'introduction de grandes quantités de drogue à destination du continent européen", souligne la police. Les enquêteurs ont saisi plusieurs objets et arrêté deux passagers, "en situation clandestine", et un membre de l'équipage, "soupçonné d'être impliqué dans le schéma criminel", précise le communiqué. Les suspects sont des étrangers dont la nationalité n'a pas été révélée. Le porte-conteneurs, avec la drogue et les trois suspects à son bord, a été escorté par la Marine portugaise jusqu'au port de Sines (sud) où il est arrivé mardi. L'opération, baptisée "Sky-drop", a été menée par l'Unité nationale de lutte contre le trafic de stupéfiants de la police judiciaire, avec la participation de la Marine et de l'armée de l'air portugaises. L'enquête lancée au début du mois a été menée en coopération avec les autorités britanniques et espagnoles. D'après l'agence de presse Lusa, le navire avait auparavant fait escale au Panama.

Arrestation de trois individus suite à l'agression d'une famille sur une plage à Aïn Témouchent

Les services de la Gendarmerie nationale d'Aïn Témouchent ont interpellé trois personnes soupçonnées d'être impliquées dans l'agression physique d'une famille sur la plage Rechgoun 2. Cette intervention rapide a été déclenchée à la suite de la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo documentant les faits, attribués à des exploitants de parking sur le site. Après avoir identifié et arrêté les suspects en un temps record, la brigade régionale a ouvert une enquête pour éclaircir les circonstances de l'affaire avant de déférer les mis en cause devant le procureur de la République près le tribunal de Beni Saf.

Six personnes arrêtées lors d'une opération contre l'exploitation illégale des espaces publics à Oran

Dans le cadre des efforts continus menés par les services de sécurité pour préserver l'ordre public et garantir le respect de la réglementation, une opération de contrôle ciblée a permis l'interpellation de six individus impliqués dans des activités d'exploitation illicite du domaine public. Cette intervention s'inscrit dans une campagne globale visant à lutter contre les occupations abusives et l'extorsion exercée sur les citoyens. Les investigations menées sur le terrain ont mis en lumière l'occupation non autorisée d'espaces publics, où les mis en cause imposaient des tarifs illégaux aux usagers et



s'approprièrent des lieux réservés au libre accès de la population. Face à ces agissements répétés, les forces de l'ordre ont déployé un dispositif d'intervention qui a permis de mettre fin à ces pratiques illégales et de saisir le matériel uti-

lisé pour maintenir cette occupation abusive. Les six personnes interpellées ont été conduites vers les services compétents afin d'accomplir l'ensemble des procédures légales requises. Des dossiers judiciaires ont été constitués à leur rencontre avant leur présentation devant les autorités judiciaires pour répondre des faits qui leur sont reprochés. Cette action s'inscrit dans la continuité des démarches engagées par les autorités locales et les services de sécurité pour restituer le domaine public aux citoyens et veiller à l'application stricte des lois régissant la tranquillité et la sécurité publiques.

Visite du ministre des Moudjahidine à la moudjahida Zahia Kherfallah



Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tachrift, s'est rendu au domicile de la moudjahida Zahia Kherfallah, figure emblématique de la Révolution de libération nationale condamnée à mort par le colonialisme français. Lors de cette visite de courtoisie effectuée à Alger, le ministre a tenu à s'enquérir personnellement de son état de santé ainsi que de ses conditions sociales, écoutant avec attention ses préoccupations. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du suivi permanent assuré par le secteur au profit des moudjahidine et moudjahidate, en reconnaissance des immenses sacrifices consentis pour l'indépendance de la Patrie. Elle traduit également l'attachement indéfectible aux symboles de la mémoire nationale et à la génération du 1er Novembre, une attention vivement saluée et appréciée par la moudjahida Zahia Kherfallah.

Interception d'un chauffeur de bus sous l'effet de stupéfiants à Blida

Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Blida ont interpellé le conducteur d'un autobus de transport de voyageurs assurant la liaison Chlef – Alger, soupçonné de conduite sous l'emprise de produits stu-

péfiants. L'opération s'est déroulée lors d'un contrôle routier de routine effectué au niveau du barrage fixe de Tamezguida, situé sur l'autoroute Est-Ouest dans la commune d'El-Affroun. Soumis à un test salivaire de dépistage après vérification des papiers du véhicule, le chauffeur s'est révélé positif aux amphétamines, entraînant l'immobilisation immédiate du véhicule et l'engagement des procédures judiciaires à son

encontre. En plus de la conduite sous l'emprise de drogues, les gendarmes ont relevé deux infractions supplémentaires lors de ce contrôle approfondi. L'interpellé continuait de conduire en violation d'une mesure de suspension de permis qui lui avait été préalablement notifiée, et le véhicule de transport en commun n'était pas équipé d'une trousse de premiers secours réglementaire.

Le gouvernement américain a remboursé 100 milliards de dollars de droits de douane

Le gouvernement américain a remboursé près de 100 milliards de dollars de droits de douane depuis la décision de la Cour suprême d'en annuler une bonne partie, selon les documents judiciaires que des médias ont pu consulter mercredi. Un tel montant représenterait environ 60% des quelque 166 milliards de dollars que le gouvernement avait collecté auprès des entreprises important des produits, après la mise en place des droits de douane voulus par Donald Trump. Le président américain avait annoncé une série de droits de douane sur une large part des produits importés aux Etats-Unis, se basant sur une loi l'autorisant à agir en cas d'urgence économique. Mais la Cour suprême avait jugé en février dernier qu'il avait outrepassé ses pouvoirs et avait décidé d'annuler une large part de ces surtaxes. La décision n'avait en revanche eu aucun effet sur les droits de douane dits sectoriels, visant notamment l'acier et l'aluminium, le cuivre ou le bois de construction. Selon les documents judiciaires mis en ligne mardi, l'administration des douanes a estimé à 128,68 milliards de dollars "environ", les demandes de remboursement en cours de traitement ou déjà réalisées.

EXPRESS- HISTORIQUE

Le Roi, le Berger et la Pierre Muette (2)

Un après-midi de grande chaleur, le roi convoqua les habitants du village au pied du grand baobab. Il posa au milieu du cercle une lourde pierre noire, usée par le temps et la rivière.



Le regard brillant de confiance, Kossa annonça, le sourire aux lèvres, une victoire qu'il tenait déjà pour acquise.



Irak : 313 cas de fièvre hémorragique, 24 décès depuis début 2026

L'Irak a enregistré 313 cas de fièvre hémorragique, dont 24 décès, depuis le début de l'année 2026, a annoncé jeudi le ministère irakien de la Santé, cité par l'agence de presse irakienne INA. Citant le porte-parole du ministère, Saïf Al-Badr, l'agence a indiqué que "le ministère suit quotidiennement l'évolution de la situation épidémiologique de la fièvre hémorragique dans l'ensemble des gouvernorats, à travers les équipes de surveillance épidémiologique et les établissements de santé, en coordination avec les autorités vétérinaires et les services de contrôle compétents". Le responsable a précisé que le ministère poursuit les campagnes de sensibilisation et d'éducation sanitaire, tout en renforçant les mesures de dépistage précoce, de diagnostic et de prise en charge des malades. Il a souligné que le traitement est d'autant plus efficace que la maladie est diagnostiquée à un stade précoce, appelant la population à respecter les mesures de prévention afin de limiter la transmission de l'infection. La fièvre hémorragique regroupe plusieurs maladies virales caractérisées par une forte fièvre et des hémorragies. Leur gravité varie de formes bénignes à des formes potentiellement mortelles. Elles se transmettent notamment par les animaux infectés, les liquides biologiques de personnes contaminées ou certains insectes vecteurs, et sont présentes dans plusieurs régions du monde.



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 23 km/h
Humidité : 50 %



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 5 km/h
Humidité : 93 %

Dohr : 12h54
Assar : 16h42
Maghreb : 19h543
Îcha : 21h22

Dimanche 25
safar 1448
Sobh : 04h20
Chourouk : 05h59

PROPRETÉ URBAINE ET LITTORALE

Grand coup de balai à Alger

Alger a vécu ce week-end au rythme de la 9e édition de la campagne de propreté urbaine, une vaste opération d'assainissement menée hier et aujourd'hui à travers l'ensemble des communes de la capitale.

Placée sous le parrainage du ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, cette campagne est supervisée par les walis délégués des 14 circonscriptions administratives. Selon les services de la wilaya d'Alger, l'opération couvre les principales artères, les quartiers résidentiels, les espaces publics et les sites nécessitant des interventions d'entretien, afin d'améliorer durablement le cadre de vie des habitants. Pour assurer le succès de cette initiative, les directions exécutives de la wilaya ainsi que les entreprises publiques concernées ont mobilisé d'importants moyens humains et matériels. Au-delà de son volet opérationnel, cette campagne revêt une dimension citoyenne. En effet, les autorités locales invitent les habitants, les associations et les comités de quartier à prendre part à cette action collective, convaincus que la préservation de la propreté urbaine est une responsabilité partagée. L'objectif est de faire de cette mobilisation un levier de sensibilisation à la citoyenneté et au civisme, en encourageant l'adoption de comportements durables en matière d'hygiène et de protection de l'environnement. Fidèle à l'esprit des précédentes éditions, cette campagne ambitionne non seulement d'embellir la capitale, mais aussi de renforcer les liens de solidarité entre les citoyens.

LES PORTS ET ABRIS DE PÊCHE CONCERNÉS

Par ailleurs, la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA) a également lancé une campagne nationale de nettoyage des ports et abris de pêche et d'aquaculture, touchant 45 ports et abris de pêche à travers différentes wilayas côtières du pays. Selon un communiqué de la Chambre, « lancée en coordination avec les directions de la pêche et de l'aquaculture, les chambres de wilayas, et la Société de gestion des ports de pêche, et avec la participation de professionnels et d'associations, s'inscrit dans le cadre de la vision de la Chambre visant à instaurer une approche durable dans la gestion des espaces por-



Ph : DR

tuaires, à travers l'amélioration du cadre de travail et la préservation de l'environnement marin, les ports et abris de pêche étant des espaces de production et d'investissement et une vitrine vitale pour l'économie bleue en Algérie », a précisé la même source. Ainsi, des opérations de nettoyage des quais et des bassins, et de collecte des déchets et résidus solides ont touché les différents ports et abris de pêche le long du littoral, parallèlement à l'organisation de campagnes de sensibilisation au profit des professionnels et des usagers des ports, sur l'importance de réduire les sources de pollution marine et de préserver les écosystèmes côtiers.

LA PROPRETÉ COMME RÉFLEXE

S'exprimant à cette occasion, le directeur général de la Chambre, Nabil Aouiche, a affirmé que « cette initiative reflète une orientation pratique faisant de la préservation de la propreté des ports une partie intégrante du travail quotidien au sein du secteur, et non une simple activité ponctuelle », soulignant que « l'amélioration de l'environnement portuaire se répercute directement sur les conditions de travail et la qualité des services ». Précisant que « la campagne consiste à associer différents intervenants dans le secteur », le même responsable a affirmé que « la protection de l'environnement marin ne saurait se réaliser qu'à travers une contribution collective qui réunit les établissements publics, les professionnels, les associations et la société civile ». Il a ajou-

té que, « la campagne vise à consacrer des pratiques durables à l'intérieur des ports et des abris de pêche, à préserver l'environnement et à transformer les opérations d'hygiène en un comportement professionnel pérenne qui accompagne l'activité quotidienne du secteur ». M. Aouiche s'est également félicité du niveau d'adhésion affiché par les différents organismes, entreprises et partenaires adhérents à l'initiative, ce qui témoigne d'une prise de conscience croissante de l'importance de préserver l'environnement marin, étant un pilier essentiel pour protéger les ressources halieutiques et soutenir le développement économique lié à la mer. Le directeur général de la Chambre a conclu son propos en invitant l'ensemble des professionnels, des entreprises, des associations et différents acteurs du secteur, à poursuivre l'adhésion effective à cette campagne, affirmant que « la préservation de la propreté des ports et de l'environnement marin représente un investissement dans l'avenir du secteur et un pas pratique vers des ports plus durables ».

L. Zeggane

ÉLECTIONS LOCALES

Les formations politiques s'y préparent activement

À peine les élections législatives achevées et les nouvelles instances de l'Assemblée populaire nationale installées, les formations politiques ainsi que les indépendants qui seraient intéressés se tournent déjà vers les élections locales prévues à l'automne prochain. En effet, les partis politiques ont entamé les préparatifs en vue de constituer leurs listes de candidats et d'élaborer leurs stratégies de terrain, dans l'attente de la convocation officielle du corps électoral par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Cette convocation, attendue d'ici la fin du mois, ouvrira officiellement le processus électoral. Conformément à la législation en vigueur, le décret présidentiel doit être signé au moins 90 jours avant la date du scrutin, lequel devrait se tenir entre la fin du mois de novembre et le début du mois de décembre, dans le prolongement du calendrier des dernières élections locales organisées en novembre 2021. Après la publication du décret, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) lancera une révision exceptionnelle des listes électorales avant d'ouvrir le dépôt des candidatures. Les candidats devront satisfaire aux conditions fixées par la loi organique relative au régime électoral, notamment en matière de composition des listes. La législation impose en effet le respect de critères précis, dont la représentation des femmes, des jeunes de moins de 40 ans et des diplômés universitaires. Les listes devront comprendre un tiers de femmes dans les communes de plus de 20 000 habitants, réserver au moins la moitié des candidatures aux personnes âgées de moins de 40 ans et compter au minimum un tiers de candidats titulaires d'un diplôme universitaire.

S. O.

UFC

Plus de 110 000 préinscriptions enregistrées

Pour l'année académique 2026/2027, l'Université de formation continue (UFC) a enregistré 119 000 préinscriptions. 85 000 postulants ont dûment finalisé leurs dossiers. Sur ce nombre, l'UFC a admis formellement 44 558 lauréats de Baccalauréats antérieurs à la session de juin 2026 et environ 6 705 nouveaux bacheliers. Selon la cellule de communication de l'UFC, 2 427 étudiants ont choisi une licence en langue anglaise. 2 332 étudiants se sont inscrits en sciences économiques, de gestion et commerciales, 1422 en droit et 524 en sciences humaines.

L. Z.

APRÈS UNE VISITE D'INSPECTION DU WALI D'ORAN

La déléguée d'Aïn El-Beïda relevée de ses fonctions

Le wali de la wilaya d'Oran, Ibrahim Ouachène, a mis fin aux fonctions de la déléguée d'Aïn El-Beïda, relevant de la commune d'Es Sénia. Selon un communiqué publié sur la page officielle de la wilaya d'Oran, cette décision fait suite à une visite d'inspection effectuée par le wali dans cette zone afin d'évaluer la situation environnementale. Au cours de cette sortie de terrain, des insuffisances dans l'entretien de la propreté du cadre de vie ainsi qu'un manque dans l'accomplissement des missions confiées ont été constatés, a indiqué la même source.

L. Z.

RÉSULTATS DU CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

Quatre wilayas en salle d'attente

Le ministère de l'Éducation nationale a publié, jeudi, un communiqué important concernant les résultats définitifs du concours de recrutement des enseignants sur titre au titre de l'exercice 2025. Le département ministériel a annoncé que les résultats n'ont pas été publiés dans 4 wilayas à savoir Mascara, El-Bayadh, Oran et Bouira, en raison de la poursuite du contrôle préalable des dossiers par les services de la Fonction publique. En revanche, les résultats définitifs du concours de recrutement des enseignants des trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) ont été mis en ligne dans l'ensemble des autres wilayas. Les candidats pouvaient consulter leurs résultats à partir de 11h30 via leur espace personnel sur la plateforme numérique concours.onec.dz. Les listes nominatives des candidats admis sont également affichées au niveau des directions de l'éducation. Dans son communiqué, le ministère a enfin adressé ses félicitations aux candidats admis, tout en souhaitant davantage de réussite à ceux qui n'ont pas été retenus lors de cette session.

Ania N.

SOUS-RIRE

Drame de la route à Tiaret et Constantine : 12 morts et plus de 40 blessés dans deux graves accidents

